le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
2 août au 19 septembre 2001

20 F
3,05 €

luttes antipatriarcales
transports
Suède : violence d'Etat
Algérie
droit et anarchie

ORDRE SOCIAL QUELLE RÉSISTANCE ?

l'anarchisme en Suisse
situation sociale en Afrique de l'Ouest

traitement social du handicap
autopsie du capitalisme
réchauffement global
prisons

ISSN 0026-9433 – **hors série N°19**

M 6726 - 19 H - 20,00 F - RD

Editorial

Depuis longtemps déjà nous connaissons l'apport considérable des médias à la reproduction des rapports sociaux de domination et d'exploitation. Nous savons que les informations qui nous parviennent par le biais de la grande presse sont triées, sélectionnées, aseptisées, déformées, orientées, façonnées pour nous renvoyer constamment une image référente de nous-mêmes et de notre place dans une société s'affirmant comme la seule acceptable.

Dans ce contexte, les pseudos dénonciations des affaires qui font les choux gras de l'actualité ne sont qu'une mise en spectacle du monde politicien par une arène médiatique assurant un processus d'auto-régénération du pouvoir.

Les révélations sur le fric détourné par Chirac n'égratignent en rien son pouvoir, mais contribuent à nous convaincre que la justice est égale pour tous et que les médias sont libres et indépendants. Tout au plus ces affaires confirment-elles que les structures d'encadrement ne sont plus acceptées par les populations et qu'elles ne correspondent plus aux nécessités d'une économie mondialisée. Mais en attendant d'avoir formater les esprits aux nouvelles normes de domination et d'exploitation, la justice de classe n'hésite pas à être brutale pour les pauvres qui remplissent les prisons du tout sécuritaire.

Le rôle des médias n'est plus seulement de rendre acceptable le présent, mais se doit de prospecter, rechercher et mettre en relief les éléments, les idées, les initiatives et mouvements qui peuvent contribuer à faire émerger les formes sociales et politiques propre à servir de cadre idéologique à la reproduction du pouvoir. Les médias frappent forts et nous provoquent sur les sujets les plus sensibles, pénétrant au cœur même de nos personnalités : expérimentations génétiques, procès de pédophiles, homosexualité et adoption, violences juvéniles et famille, pilule pour érection permanente et jouissance sans entrave, etc. La caméra a une opinion sur tout et s'insinue jusque dans nos chiottes pour s'intéresser à nos pensées les plus futiles par Loana interposée. Plus fort encore ! La télé met en scène les conflits économiques.

Peut-on être plus démagogique qu'en nous matraquant de reportages sur les villes touchées par les plans de restructurations industrielles. La larme tombe de l'œil devant le gros plan sur la mère de famille de 45 ans qui perd son boulot et est condamnée à la marginalisation sociale. Leur humanisme nauséabond veut nous aveugler. On pourrait croire que la société ne rejette plus les travailleurs mais qu'au contraire elle leur manifeste de la compassion. Les licencié-e-s peuvent vider leur sac en direct à la télé tant que le discours est circonscrit à l'émotionnel, à l'instantané et au fatalisme.

Les médias réfléchissent pour nous une réalité prédigérée. Ils sont devenus le creuset où s'exprime la révolte, la lutte, la colère, voir la repentance. Mais attention, surtout pas de réflexion critique élaborée, ça pourrait donner mal à la tête. Il y a là un processus de virtualisation de la vie et de la lutte sociale. Combien d'événements n'existent aujourd'hui que par le bon vouloir des médias ? A contrario, celles et ceux qui persistent à vouloir affronter la réalité sans intermédiaire et sans relais politico-syndicaux labellisés sont nié-e-s et classé-e-s d'emblée dans la catégorie casseurs, voire traité-e-s d'anarchistes.

Face à cette tentative de destruction de toute pensée et action critique notre meilleure arme reste notre capacité à définir et construire un projet sociétaire libertaire.

s o m m a i r e

Le traitement social du handicap p.4
Capitalisme : autopsie
d'un Dieu mortifère p.8
Des doutes sur le réchauffement global .. p.10
Droit et anarchisme p.13
Prison, après les mots, quels actes ? ..... p 14
Formation initiale et formation continue :
l'imposture de la dichotomie ..... p 17
Vocabulaire, sens et abus de langage p.20
Les violences multiformes du patriarcat p.22
Transports gratuits : c'est possible ! p.25
Suède : violence d'Etat à Göteborg..... p.29
Côte-d'Ivoire :
le nouveau visage du pouvoir p.32
Algérie : des bazaris en uniforme prêts
à tout pour conserver leurs prébendes ? p.35
L'anarchisme en Suisse p.39
Fédération anarchiste :
la liste des groupes p.41

Le traitement social du handicap
La dictature de la norme

AVANT TOUT CHOSE, JE SOUHAITE préciser que cette étude n'a absolument pas la prétention d'englober la totalité des problématiques touchant au handicap, ni de donner une image complète et englobante des réalités que celui-ci recouvre. Ce qui suit entend seulement soulever un certain nombre d'aspects qui à mon sens posent problème dans la prise en charge du handicap en France, sans prétendre que l'ensemble de ceux-ci est systématiquement observable dans tous les services et structures, et tout en reconnaissant par ailleurs le rôle exemplaire de la plus grande partie du personnel impliqué dans ce secteur, malgré les difficultés que celui-ci rencontre dans sa tache, et en reconnaissant par ailleurs le poids de ces mêmes difficultés dans l'apparition des problèmes dont je vais parler. On me pardonnera d'aborder principalement les problématiques touchant au handicap mental, sur lequel je possède plus d'informations.

Le handicap est un phénomène qui occupe une place importante au sein de notre société. Tout d'abord parce qu'il touche une part importante de celle-ci. Il est difficile de déterminer le nombre exact de personnes souffrant d'un handicap: le caractère nécessairement arbitraire du seuil minimal d'atteinte en terme de déficiences fixé par les autorités publiques pour caractériser le niveau à partir duquel on parle de « handicap » rend l'exercice aventureux. Mais il est indéniable que celui-ci permet de considérer que le nombre de personnes souffrant d'un ou de plusieurs handicap est de l'ordre de plusieurs millions de personnes. En effet, 4,5 % de la population française perçoit une allocation, 6,8 % sont titulaires d'un taux d'incapacités, 10,3 % doivent recourir à un aide humaine, et 4,4 % doivent être aidés pour sortir, 0,5 % de la population souffre d'atteinte grave contraignant à rester au lit. Dès lors, le handicap, souvent invisibilisé, méconnu, s'impose comme un phénomène de société, un phénomène que l'on doit prendre en compte sous peine d'invisibiliser des personnes et une réalité qui touche – personnes directement concernées et familles comprises – plusieurs millions de personnes. Le handicap peut être congénital, c'est-à-dire dû à des déficiences génétiques d'ordre héréditaire, dû à des malformations à la naissance, éventuellement provoqué par une maladie touchant la mère. Il peut être également dû à des maladies, qu'elles soient physiques ou mentales, qui altèrent les capacités intellectuelles, mentales ou motrices des personnes qui en sont victimes, enfin à des effets liés au vieillissement. Il peut s'agir au niveau physique de cécité, surdité, d'incapacité totale ou partielle (sans aide) à se déplacer, à marcher, à effectuer des taches quotidiennes seul-e comme se laver. Au niveau mental il peut s'agir de déficiences telles que l'autisme, les psychoses, la trisomie, et leur conséquence sur le mode de sociabilité (qui contrairement à ce que l'on pense n'est pas une absence de sociabilité), sur l'autonomie (définie comme la capacité à subvenir seul à ses besoins: se laver, manger, se déplacer seul, etc.) et les capacités psychomotrices des personnes touchées.

Ces déficiences ont souvent pour conséquence des difficultés sérieuses pour les personnes touchées à subvenir à leurs besoins au sein d'un système capitaliste qui ne laisse souvent guère de place pour les personnes qui au vu de celui-ci ne sont souvent pas « adapté-e-s » au monde du travail tel qu'il se présente globalement, qui n'entrent pas ou entrent moins dans sa logique de rentabilité.

Du stigmate social…

La première chose qu'il est aisé de constater, c'est à quel point l'idéologie et l'influence judéo-chrétienne pèsent dans la perception que la plupart des personnes ont du handicap et des handicapé-e-s. Le christianisme a ainsi développé envers le handicap et les handicapés, comme l'a fait envers la misère et les pauvres (surtout ceux qui présentent les stigmates les plus évidents de la pauvreté, comme les sans-logis et les mendiants) une attitude qui mélange les sentiments haïssables de la pitié, de la peur et de l'infantilisation.

Cette attitude de pitié, même quand elle n'apparaît pas directement liée au christianisme, nie les personnes atteintes de handicap dans leur dignité. Elle les plonge dans un misérabilisme qui n'a de cesse de leur rappeler leur différence, et qui tend à instituer une différenciation en terme de hiérarchie ou de reconnaissance sociale entre personnes dites « normales » et les autres.

Cette notion de « normalité » a pour conséquence de considérer les personnes atteintes d'un handicap non comme des personnes et individu-e-s à part entière, méritant le même respect et la même considération que chacun-e d'entre nous, mais comme des personnes n'inspirant que la pitié. Cette logique qui conduit à ces attitudes inacceptables et insupportables se complète souvent de réactions de peur, voire de quasi-dégoût de la part d'un certain nombre de personnes lorsqu'elles croisent notamment des handicapé-e-s mentaux dans la rue. Cette peur c'est le résultat de la « dictature de la norme », de la méconnaissance de la différence et des stéréotypes, de tout ce qu'un handicapé mental peut amener en tant que personne, de tout ce qu'EST une personne souffrant d'un handicap et qui n'est absolument pas modifié par cela.

A la peur et la pitié s'ajoute une infantilisation qui tend à considérer ou assimiler les adultes ou enfants touchés par le handicap à des bébés auxquels on doit faire des « risettes », en clair très souvent ces personnes sont prises pour des conne-s par nombre de gens qui les rencontrent. Or celles-ci perçoivent les différences d'attitudes qui quelquefois sont mal vécues car tout ceci contribue à nier les adultes et les enfants handicapés mentaux surtout, en temps que personnes.

Face à l'enjeu qu'est pour nous libertaires la reconnaissance de tout-e individu-e comme une personne à part entière quelles que soient ses caractéristiques physiques ou mentales, son âge, son sexe, etc., nous devons tous et toutes, remettre en cause chez nous ce qui relève de telles attitudes, les dénoncer au sein de la société et dénoncer les idéologies qui les sous-tendent.

Lorsque nous sommes amenés à observer de telles pratiques, il nous appartient dans la mesure du possible de faire entrevoir aux personnes qui en usent la perspective différente qu'est la reconnaissance de tout être humain comme une personne à part entière, qui devrait posséder les mêmes droits et mériter la même considération et le même respect que toute autre.

… à la maltraitance

C'est en lien avec celle-ci que nous devons mettre en cause la maltraitance, là où elle se trouve. Parfois, dans certaines situations, les personnes souffrant de handicap, surtout mental, subissent des actes de maltraitance de la part du personnel qui en a la charge. Le caractère en « huis-clos » de beaucoup de foyers et d'hôpitaux psychiatriques limite parfois les possibilités de contrôle extérieur de la réalité quotidienne de ces structures et laisse un champ certain à de possibles actes de maltraitance. On a ainsi récemment entendu parler de viols successifs sur des femmes handicapées mentales dans plusieurs

institutions, rendus possibles par une opacité de certaines de ces institutions. Cependant il serait hasardeux d'en faire une règle générale.

Un des facteurs déterminants qu'il est facile de mettre en évidence dans le processus de maltraitance, s'il n'est pas le seul, est le manque chronique d'effectifs et de moyens pour une prise en charge adaptée de l'ensemble des personnes souffrant de handicap, dans certains pavillons d'hôpitaux psychiatriques et dans certains foyers. La sous-dotation en postes de personnel soignant et éducatif peut conduire les personnels, débordés, soumis au stress, à la pression et à la fatigue liées au sous-encadrement, à maltraiter les personnes dont elles ont la charge. Cette maltraitance recouvre des violences de type physique: le soucis d'efficacité lié à la nécessité de pouvoir s'occuper de l'ensemble des personnes dont elles ont la charge conduit souvent les personnels soignants à privilégier une voie de confrontation physique afin de faire accomplir les actes quotidiens, plutôt que choisir la voie, plus humaine, bénéfique mais plus longue de l'apprentissage progressif. L'adoption par soucis d'efficacité d'une attitude fonctionnaliste négatrice de la personne est une autre forme de maltraitance physique et psychologique: nutrition à la chaîne, attachement systématique des personnes.

Enfin certains médecins usent de surdoses de tranquillisants ou de prescriptions exceptionnelles de ceux-ci pour « avoir la paix » avec une personne: on « shoote » celle-ci pour qu'elle ne pose pas problème, quand, débordé-e-s, les aides soignant-e-s ou les infirmièr-e-s doivent s'occuper d'autres personnes. Ces pratiques sont le plus souvent en vigueur dans les hôpitaux psychiatriques qui connaissent un manque criant d'effectifs. Il n'est malheureusement pas étonnant de constater que celles-ci sont très souvent la conséquence de l'incapacité tout à fait humaine de gérer un travail qui devrait être normalement effectué par trois personnes pour que celui-ci se fasse dans de bonnes conditions.

Ce déficit de personnel peut ainsi être de nature quantitative, mais également qualitative: les restrictions budgétaires tendent en effet souvent à remplacer, dans les hôpitaux psychiatriques HP ou dans les foyers, les éducateurs ou les infirmières psychiatriques par des aides soignant-e-s, moins cher-e-s (un éducateur coûte 2000 F de plus qu'une AS). Le personnel n'est ainsi pas toujours suffisamment qualifié pour assumer des tâches dépassant la simple hygiène de vie quotidienne et le soin.

Or ces tâches, éducation, accompagnement, prise en charge des personnes handicapées, sont justement une grande partie de ce qui rend aux personnes concernées un certain cadre de vie et un rapport à leur personne digne et individualisé, garant de leur bien être et de leur reconnaissance en temps que personne.

Manque de moyens et de personnel

Ce manque d'effectif ou cet usage d'un effectif qui n'est pas qualifié pour l'accompagnement, l'animation et « l'éducation » (psychomotricité et apprentissage des actes de la vie quotidienne), parallèlement à un manque de moyens qui maintient le nombre de foyers d'accueil à un niveau insuffisant, conduit les hôpitaux psychiatriques, à assumer de manière permanente la prise en charge de personnes ne nécessitant pas de soins médicaux urgents. Or suite aux pressions du mouvement antipsychiatrique dans les années 70 ceux-ci ne devaient être destinés qu'à la prestation de soins médicaux, afin d'améliorer les conditions de vies des personnes atteintes de problèmes psychiatriques. Cette logique de maintien en (HP) d'une population qui devrait normalement avoir sa place en foyer est d'ailleurs paradoxale puisque bien qu'elle soit la conséquence du manque de moyens alloués aux foyers, elle auto-entretient une partie de ce manque (une journée d'hôpital psychiatrique étant équivalent à 2 fois le prix d'une journée en foyer).

Ce manque de moyens produit également un différentiel flagrant entre hôpitaux psychiatriques et foyers, et au sein des foyers, les personnes prises en charges en HP étant beaucoup moins autonomes que les personnes en foyers. En effet, dans des services hospitaliers, on trouve souvent un sous-effectif et un caractère médical exclusif qui veut que pour 20 « patients » dans un pavillon, il n'y ait parfois que 3 ou 4 infirmières psychiatriques en permanence, et encore, qui sont systématiquement débordées. Celles-ci ne peuvent assurer la plupart du temps que des actes du type: effectuer des soins, laver et coucher les « patients ». Les personnes dont elles ont la charge n'ont alors que très peu ou pas du tout accès à des activités éducatives, à des animations, bref à tout ce qui pourrait leur permettre d'avoir une certaine vie sociale, de rompre la monotonie du quotidien, de s'amuser ou trouver une forme de bien-être, voire dépasser un certain nombre d'incapacités au travers de l'effort éducatif. Un certain nombre de foyers sous-dotés sont également confronté aux mêmes problèmes. Ainsi, on peut parfois observer des foyers ou le rapport d'encadrement est d'une personne pour 6 ou 7, et les chambres regroupent 6 à 7 lit.

Tout cela s'inscrit dans une logique de restrictions budgétaires, comparables à celles que l'on peut observer également par exemple dans l'Education nationale. Cette logique considérant le traitement du handicap comme secondaire puisque non rentable et très peu inscrit dans le monde économique, a pour conséquence un manque chronique de matériel, de personnel, qui se traduit par un manque de places en foyer. Les personnes atteintes de handicap doivent de ce fait très souvent patienter sur liste d'attente pendant longtemps avant d'y être admis. Cette situation perdure au détriment direct de l'intérêt des personnes handicapé-e-s qui se voient ainsi pour un certain nombre privé-e-s d'une prise en charge réellement adapté-e, qui ne s'arrête pas au seul aspect médical et qui leur assure un certain bien-être.

Il est grand temps pour la société de prendre en charge comme elle le devrait le handicap. Il

est grand temps pour celle-ci d'assurer à l'ensemble des personnes (et non plus à une seule partie de celle-ci) qui en sont victimes une existence décente, une prise en considération de leurs besoins, une vie qui n'est pas qu'une succession d'actes médicaux mais qui possède aussi ses ruptures, ses découvertes.

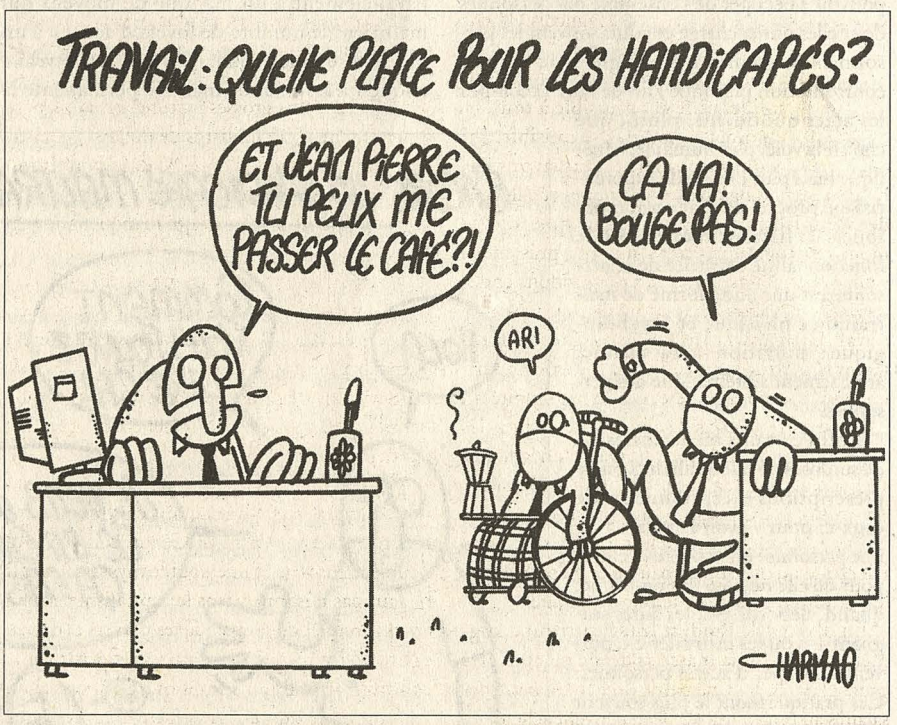
Il convient ainsi, en augmentant la dotation des foyers de privilégier ceux-ci comme lieu de vie pour les personnes handicapé-e-s mentales, de leur permettre de mettre en place des animations et des activités pédagogiques en les dotant d'éducatrices/eurs et d'animateurs en nombre suffisant, et en ne réservant les hôpitaux psychiatriques aux seules urgences médicales, pour le plus possible temporaires. C'est à ce prix que nous avancerons vers une société égalitaire, qui n'exclura plus toute une partie de la population. C'est à ce même prix que nous ferons progressivement disparaître une bonne partie des actes de maltraitance.

La simple observation du budget de la défense, des bénéfices que les entreprises se font sur notre dos, nous laisse à penser que les ressources financières sont aisément trouvables pour améliorer cet état de fait dès maintenant, en attendant la prise en charge, souhaitable, hors de l'État, du handicap, au sein d'une société libertaire.

Handicap et travail

Un autre aspect du traitement social du handicap qu'il est important d'analyser, c'est la relation entre handicap et travail. Ainsi, un certain nombre de personnes concernées par des handicaps physiques ou mentaux travaillent en CAT (Centre d'apprentissage par le travail). Ceci pose un certain nombre de problèmes: le flicage qui peut être ressenti par certaines de ces personnes, qui acceptent peu et qui vivent mal le fait d'avoir toujours quelqu'un sur le dos, de voir leurs entrées et sorties contrôlées. Un autre aspect problématique qui peut surgir au niveau des CAT est de plus en plus leur mise en concurrence. Les conditions de travail s'en ressentent de ce fait: cadences accélérées, moindre temps consacré à l'apprentissage. Bien entendu, il n'est même pas question de syndicat, ou de grève... Pensez donc... « On leur fait déjà une fleur de les faire travailler! » Voilà la logique, corollaire de l'infantilisation de l'individu (on prétend s'occuper de tous les aspects de sa vie, donc également de ses conditions de travail), qui peut animer, souvent inconsciemment, les personnes qui gèrent les CAT.

Cependant il convient de constater que les CAT, comme les foyers, ont malgré tout permis à de nombreuses personnes handicapées d'avoir une activité et donc de rompre la monotonie quotidienne, de gagner malgré tout de l'argent. Les salaires cependant ne sont souvent pas mirobolants et leur gestion est souvent assumée non par le ou la travailleuse/eur elle-même mais par leur personnel d'encadrement. Les CAT ont également permis à celles\ceux-ci de se confronter à d'autres personnes handicapées et donc d'y trouver un lieu de sociabilisation, sur « pied d'égalité »: il n'est pas toujours facile de subir et supporter le regard différencié des personnes que l'on croise dans la rue pour une personne souffrant d'un handicap, le CAT permet une sociabilité où la pitié chrétienne, difficile à vivre, n'intervient pas. Le CAT peut enfin permettre à ces personnes de trouver une certaine valorisation sociale par le travail, malgré tous les aspects aliénant que celui-ci peut avoir par ailleurs. Il a permis de rompre l'isolement des parents et des handicapés. Tout en étant conscient de ces caractères positifs, il convient de pousser encore plus loin l'exigence d'une amélioration du traitement du handicap, et donc de meilleures conditions de travail, d'un respect de leur personne.



Contre la pitié chrétienne

Malgré toutes les critiques énumérées ci-dessus, qui correspondent toutes à des réalités, au moins de manière partielle (c'est à dire dans certains hôpitaux, foyers, pavillons, services), d'importants progrès ont été faits, de nombreuses personnes dévouées, au sein des personnels d'hôpitaux psychiatriques ou de foyers s'acharnent dans des conditions souvent difficiles à essayer d'améliorer le quotidien des personnes atteintes de handicap. L'ensemble de remarques qui précède soulève cependant la nécessité d'une véritable lutte pour une prise en charge, à la hauteur des besoins réels et non « budgétairement déterminés », du handicap par la société, donc d'un financement rompant la logique de restriction budgétaire. Elles réaffirment la pertinence d'une véritable lutte contre une vision du handicap basée sur la peur, la pitié, le dégoût, l'infantilisation, portée par des idéologies telles que le christianisme ou certains systèmes de pensée aux relents de « darwinisme social ». Ces remarques soulignent enfin l'impératif pour nous anarchistes de la prise en compte de l'ensemble des personnes handicapées comme des personnes à part entière, par la mise en place en ce qui concerne les enfants et adultes handicapés mentaux d'une « pédagogie » et d'un apprentissage antiautoritaire, prenant en compte le rythme de chacun et chacune, refusant autant que possible des rapports de contrainte ou de violence physique, ce qui nécessite de fait une forte augmentation des dotations de personnel.

Une société où un projet social libertaire ne saurait se passer de prendre en compte une telle problématique. Nul doute qu'une société anarchiste, basée sur les notions d'égalité, d'entraide, de recherche de pratiques antiautoritaire, de respect de l'individu dans son identité propre, serait un cadre idéal pour l'épanouissement de tous, y compris au travers d'un traitement social du handicap sur des bases de ce fait plus saines et avec des moyens plus importants.

Sam. – groupe Durruti (Lyon)

Sources: Le handicap se conjugue au pluriel, Pierre Mormiche, INSEE, groupe de projet HID.

Avec l'aimable collaboration de Flo, Steph, Olivier et Dedette qui ont bien voulu me faire part de leurs expériences personnelles et professionnelles sur le sujet.

Capitalisme, autopsie d'un Dieu mortifère

« Ce monde n'est perpétuel,
Quoi que pense riche pillard:
Tous sommes sous mortel coutel »
(François Villon)

AUJOURD'HUI ON SAIT FABRIQUER solide, utile et accessible à tous, et éliminer l'inutile et le nuisible. En économie réelle, nous avons les moyens technologiques, scientifiques et culturels de produire suffisamment pour que tout le monde, sur Terre, ait une vie décente, puisse subvenir à ses besoins, ait accès à des produits et des services de qualité. Et ce en réduisant le temps de travail, en abaissant l'âge de la retraite, en diminuant la natalité pour contrôler la démographie, les ressources de la planète n'étant pas illimitées.

Les services publics deviennent des usines, les services de proximité sont fermés, au détriment de l'usager, pour cause de rentabilisation avant privatisation. Or depuis trente ans on n'a pas arrêté de produire des richesses. Mais on nous fait croire qu'on est plus pauvre et qu'on n'a plus les moyens d'un service public de qualité.

En dix ans, le Produit Intérieur Brut a augmenté de 70 %, la masse salariale de 40 %, les profits de 500 %. Une partie du PIB est passé des salaires au profit. Les 40 % ne peuvent acheter les 70 % de richesses, d'où de surproduction et chômage.

La réalité, c'est quoi?

Un crime contre l'humanité perpétré par le capitalisme. De quelle crise parle-t-on ? Les chiffres du rapport de l'ONU de 1999 sur le développement sont éloquents:

• La planète produit 6 fois plus de richesses qu'en 1950, et dans 174 pays le revenu moyen par habitant régresse depuis 10 ans, ainsi que l'espérance de vie.

• Entre 1970 et 1985, la richesse mondiale a augmente de 40 %, et le nombre de pauvres s'est accru de 17 %. Entre 1965 et 1980, 200 millions de personnes se sont appauvries, et entre 1980 et 1993, plus d'un milliard d'habitants.

• 780 millions de personnes souffrent de la faim, 40 000 enfants meurent par jour des conséquences de la famine, alors que l'on produit de quoi nourrir toute la planète.

Tandis que:

• Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au Produit Intérieur Brut total des 48 pays les plus pauvres.

• Les 225 plus grosses fortunes de la planète représentent 1000 milliards de dollars, l'équivalent du revenu annuel de 47 % de la population mondiale, la plus pauvre, soient 2 milliards cinq cent millions de personnes qui manquent de l'essentiel.

Véritable génocide des pauvres, la crise n'est pas pour tout le monde. Au-delà des personnes, des représentants, c'est d'un système dont il s'agit. Il y a de plus en plus de richesses, et de plus en plus de pauvres. La pénurie s'installe dans la surabondance. Dans cet écart, le capital s'enrichit par la plus-value.

Mais on ne parle que d'argent, et non d'économie réelle, sans pour autant expliquer comment fonctionne l'argent. Ce qui constitue un double mensonge et une double mystification. Il ne faut pas raisonner dans le capitalisme, sauf à être prisonnier de ses paradoxes pervers et de son délire de toute-puissance, mais réfléchir sur le capitalisme pour en comprendre l'aberration. Rupture entre capital, valeur fictive, et économie réelle, l'homme se transforme en argent qui se personnifie dans l'homme. La quête effrénée d'objets à consommer conjure un vide dans l'être qui se perd à accepter la terreur d'un système délirant, autonomisé, qui nie la réalité vivante qui, heureusement, lui échappe.

Le capitalisme contredit la démocratie

La démocratie est vidée de sa substance par la privatisation de tout; elle ne décide plus de rien. L'État ne garde que son rôle répressif. Le régime politique est celui de fiefs féodaux capitalistes dominés par une oligarchie où tout se décide, gouvernement d'actionnaires au prorata de leur part. Seul l'argent détient le droit de parole.

Éducation, santé, transports, énergie, eau, alimentation, culture, information, communication, sécurité sociale, retraites, et bientôt l'air qu'on respire... tout est privatisé et devient source de profit pour le capital. Le soin lui-même n'est prodigué que s'il rapporte de l'argent. C'est le droit à l'existence même qui doit se payer. Le capitalisme est a-humain et n'aime pas la vie.

La lutte de pouvoir entre factions offre le spectacle de fausses oppositions et de vaines polémiques aux procédés viciés. Le discours parcellaire et égocentrique projette sur l'autre les problèmes dans l'antagonisme de la concurrence, en politique comme en économie. Formules toutes faites, phraséologie, dénigrement de l'autre, amalgame, manipulation, l'enjeu de pouvoir pervertit tout débat. Représentant à la place d'un signifiant, la mise en scène des puissants, des riches, des célébrités ou autres perpétue l'apparat religieux et monarchique. Cette mythologie joue sur les processus psychiques de l'enfance et sur le rêve, fixés dans l'inconscient.

Toutes ces factions, en fait, restent dans le capitalisme, privé ou étatique, qui se prétend seule vérité et seul possible. La propagande relayée par les médias recourt aux processus primaires de la pensée. Partie pour le tout, moyen pour but, contenant pour contenu, déformation du rapport de cause à effet, commentaire orienté, elle privilégie l'événementiel, et la forme sur le sens. Des connotations dénaturent la signification. L'analyse sur le fond est sacrifiée.

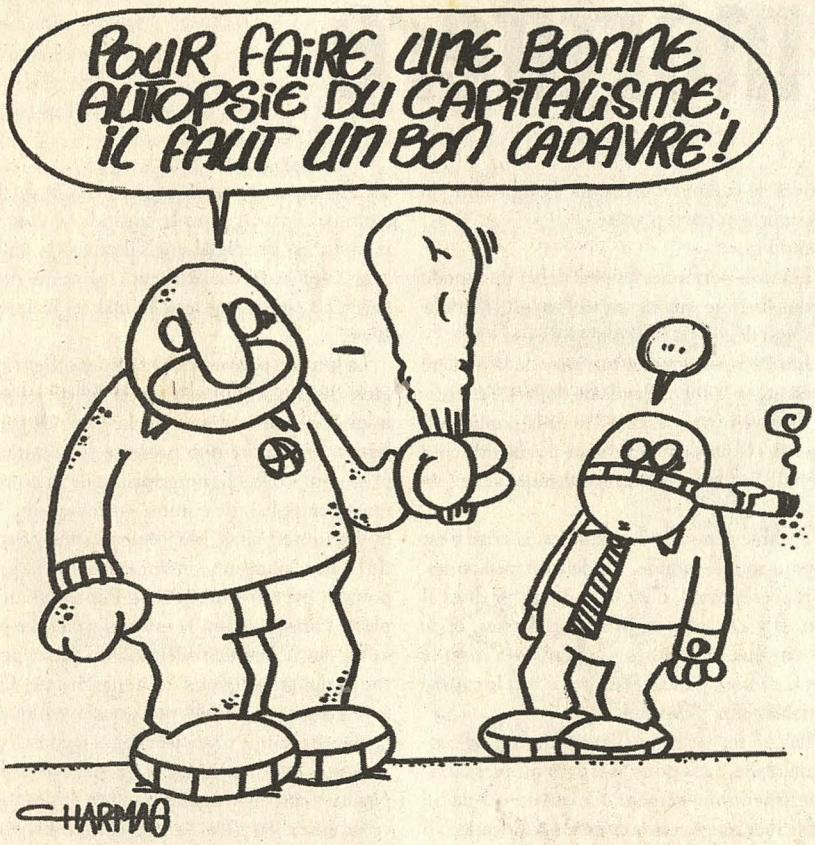
Les paradoxes pervers de la plus-value

L'imposture idéologique a le visage du narcissisme et de la perversion de la plus-value. Elle masque l'aberration globale et par nature du capitalisme, dont elle recouvre le délire psychotique de toute-puissance où la valeur d'échange disqualifie le réel et la personne. L'adhésion à ce système est irrationnelle.

La plus-value (profit) exclut de l'échange, et la valeur d'échange (monnaie) inclut tout dans son système. Injonction paradoxale. Le capitalisme repose sur une économie de manque créé par la plus-value tandis que la valeur d'échange annule ce manque par le fantasme de sa toute-puissance. La plus-value pose la question de l'exploitation

et la valeur d'échange celle de l'aliénation.

La plus value, prélevée en échange de rien, est à distinguer de la valeur ajoutée, salaire, correspondant à un travail, rentrant dans l'échange. La plus-value empêche la valeur ajoutée d'acheter toutes les marchandises.



La plus-value contredit la production. En raison du profit, le prix de vente est supérieur au total des rémunérations. Une partie des produits ne peut donc être vendue, entraînant une accumulation. La concurrence fait augmenter la productivité pour baisser les coûts et conquérir le marché. Plus on produit, moins ça rapporte. Contradiction. Mais, globalement le profit empêche toujours la distribution. Le crédit ne fait que reculer le problème, et l'aggrave par les intérêts. Contradiction.

L'exploitation des pays du tiers monde illustre ces contradictions. Les cultures vivrières sont abandonnées, accentuant la famine et détruisant la trame socioculturelle. Le développement n'est pas conçu pour répondre aux besoins locaux des populations. Alimentation, santé, éducation, routes, transports, eau, énergie manquent cruellement au quotidien faute de moyens. L'exode rural aggrave la surpopulation des mégapoles et la misère, avec ses petits boulots, mais aussi la mendicité, la prostitution, les trafics, la délinquance comme survie.

L'avenir est d'être les serfs des pays riches dans la sous-traitance de multinationales mal payée, le tourisme exotique voire sexuel, la production d'enfants pour adoption ou d'organes pour greffes, le stockage des déchets.

Les monocultures et élevages intensifs, les mines et le pétrole, sont tournés vers l'exportation et détruisent l'environnement. L'augmentation de la production sature le marché et les cours s'effondrent. Les pays ne peuvent même plus rembourser les intérêts des dettes contractées pour lancer leur économie. Ils produisent plus de richesses et sont plus pauvres.

Pendant la crise, le profit continue, aggravant la crise

Il n'y a pas de solution à l'illogisme qui distribue 5 F de salaire et veut qu'on dépense 10 F pour acheter tout ce qui est produit, pour réaliser 5 F de profit. Manquent 5 F pour l'échange créant un manque artificiel. Avec le système de classe, le manque est pour l'autre. Paradoxe pervers, on organise la pénurie en phase d'abondance. On n'a jamais produit autant de richesses et il y a de plus en plus de pauvres. Autre paradoxe.

On nous dit de consommer pour exister, en fait pour faire marcher le système, tout en devant accepter des baisses de salaire ou le chômage, et donc moins consommer. Contradiction.

Le profit ne revient pas dans le circuit d'échange quand il est confisqué par le capital pour sa guerre de monopole. L'augmentation de la productivité et la diminution des salaires aggravent la crise par la surproduction et la baisse du pouvoir d'achat. Contradiction. Par le chantage au chômage, on baisse ainsi les coûts sans toucher au profit pour conquérir les marchés. Mais l'emploi créé est du chômage ailleurs, où l'on ne peut plus acheter... Autre contradiction.

Petit ou grand, le capital a le même fonctionnement. Paradoxe, la concurrence tue la concurrence, le plus compétitif absorbe l'autre dans une tendance à la concentration du capital et au monopole. La propriété détruit la propriété de l'autre. Paradoxe, on dépossède le plus grand nombre au nom de la propriété privée.

Le capitalisme ne fonctionne que par le manque

Le problème généré par le capital n'est pas de produire, mais de distribuer. Sans le capital, on pourrait produire et distribuer et que tous bénéficient de l'évolution et des progrès.

Par la plus-value, le capital peut accumuler à l'infini, accaparant toute production, qui doit à son tour devenir infinie.

La seule issue du capital est l'expansion à l'infini où la plus-value se reconvertit en valeur ajoutée. Le profit doit s'investir dans un nouveau marché, nouveau manque, créateur d'emplois et de salaires pour relancer l'échange.

Quitte à produire l'inutile et le nuisible pour que le système marche, dans le produire – consommer toujours plus comme unique existence, dans une effrayante fuite de tout.

Mais c'est pour réaliser encore plus de profits, nouvelle crise, et ce sans fin, jusqu'à l'absurde. Sans question sur la finalité humaine, ni sur les dégâts écologiques. Le raisonnement est faussé et perverti. Les activités ne sont pas définies pour l'homme, mais par rapport à l'argent. Le travail n'est pas conçu pour l'être humain, mais pour produire de l'argent, produire du capital. Le temps lui même est source d intérêts et se transforme en argent.

Le seul but du capital, c'est le capital lui-même. C'est un système fictif qui parasite l'économie réelle et la pervertit.

On nous attire par l'appât du gain, dans une mystification: votre argent travaille pour vous. Ce n'est pas l'argent, mais un autre qui travaille dont on tire profit.

Le délire de possession hystérique rêve de posséder – être possédé par l'objet tout puissant, le phallus argent. La plus-value suscite l'avidité narcissique primaire dont elle organise l'égocentrisme. Le plaisir et la vanité pour l'un, le déplaisir pour l'autre, sans éprouver de culpabilité. Surenchère d'idéalité, l'autre doit être tout puis-

sant et à la disposition. La moindre frustration conduit à la procédure, comme si la punition et l'argent pouvaient tout réparer, ou à l'agressivité dans le fantasme d'être tout puissant aux dépens de l'autre. Le capitalisme sacrifie le besoin réel des uns au désir imaginaire des autres. Jouissance du pouvoir. Le spéculateur s'apparente au joueur pathologique. L'argent est une drogue dure à accoutumance, il en faut toujours plus pour annuler tout manque, et conduit aux paradoxes pervers: créer un manque et prétendre l'annuler. Le manque est pour l'autre. Le fantasme de posséder exclusivement est celui de posséder le corps de la mère et ses fruits.

Rupture entre l'humain et le capital

Il y a rupture entre travail et capital. Le capitaliste exige un revenu proportionnel au capital. Il n y a plus de rapport de cause à effet entre le travail réel effectué et sa rémunération d'une part, et la valeur marchande du produit d'autre part.

Il y a rupture entre l'humain et le capital. Le capital n'a de but que lui même et définit les activités pour son profit. L'être humain est à son service et l'argent ne parle que d'argent.

L'argent organise les compétences et la société dans un collectivisme et dans une hiérarchie de classes qui nient les individus. Le seul critère est celui de la valeur ajoutée qui rapporte de la plus-value. Les individus ne sont que des fragments d'un tout, le capital. Les riches le sont par une surévaluation de leur fonction et par le profit qu'ils tirent du travail de l'autre.

Le capitalisme oppose la liberté et l'égalité. La seule liberté est celle de l'argent, et l'égalité de droit devient inégalité de fait. Or inégalité n'est pas différence, mais injustice. L'égalité n'est pas uniformité, mais le même droit d'être différents, non comparables, dans les faits et d'en avoir les moyens. La solidarité ne s'oppose pas à la liberté.

L'être humain est un individu doué de sociabilité. La plus-value est la pomme de discorde entre classes, et une discordance dans l'individu qui s'oppose à lui-même et s'auto-exploite en tant qu'actionnaire, producteur et usager.

L'être humain s'aliène quand il laisse un médiateur, quel qu'il soit, décider de son échange et de son usage, de son activité et de sa pensée, et que ce médiateur devient un système en soi, autonome, dominant, dont on n'est plus que le serviteur.

En laissant l'argent décider pour lui, l'homme se perd pour n'être que le reflet d'une valeur, marchande en l'occurrence, dans une conscience séparée de soi-même, déchiré entre la valeur dominante et la réalité de soi.

N'existe que le prix. Et l'être humain laisse l'argent vivre à sa place. L'argent supplante l'être humain. Signe désincarné, il est la marque hallucinée d'un vide.

La lutte du travail contre le capital, c'est la lutte du réel contre l'imaginaire tout puissant

La rupture entre capital, valeur fictive, et économie réelle, le travail, est de nature schizophrénique.

Le désir imaginaire doit se lier au besoin réel pour un plaisir possible. Le capitalisme dissocie les deux dans sa jouissance de toute-puissance, impossible satisfaction.

Le capitalisme, comme tous les systèmes, occupe la place d'une dualité humaine qu'il entretient dans une rupture entre imaginaire et réel, psyché et corps. L'être humain ne peut pas y trouver un sentiment d'unité et de totalité.

Dans le capitalisme, il n'y a pas de filiation. L'argent ne donne pas d'identité. Déni du travail, du rapport de cause à effet comme quoi c'est l'homme qui crée les richesses qui doivent lui appartenir. Le raisonnement est faussé. Le prolétaire n'a pas d'existence, devenu marchandise avec son prix, dissocié de l'être pour soi.

Le capital veut être cet objet phallique imaginaire, vampire insatiable, s'auto-engendrant par la plus-value. Tel Dieu, omnipotent, omniscient et omniprésent, il se veut créateur de tout et de lui-même, dans un déni des origines puisque c'est l'être humain qui crée les richesses. Le capital est une chose inerte qui ne produit rien par elle-même. Discours psychotique, le capital est un phallus mort qui hallucine le vivant pour lui voler sa substance.

La mythologie capitaliste est une métonymie. Elle n'existe que prise au pied de la lettre. Elle ne contient ni symbolique ni métaphore, pour évoquer le réel et la personne. Rôles de pantins stéréotypés, pseudo rationalité, discours vide de sens, pseudo individuation et pseudo sociabilité, la mort et la vie sont exclues. Automatisme mental totalitaire interprétant l'existence, c'est la machine à influencer du schizophrène. Cet œil de mère vide où regarde un mort.

Histoire de choses, ce mythe mortifère ne fonde ni filiation, ni filiation des idées, ni identité. Ne reste à l'homme que le rêve d'être l'esclave gavé du système, dans le fantasme de voler la vie de l'autre pour être immortel du temps du vivant.

Jeannot

Des doutes sur le « réchauffement global »

Ça y est, le pli est pris: dès qu'il y a inondation, tempête ou mauvais enneigement, c'est la faute au « réchauffement global ». Pourtant la réalité climatologique est beaucoup plus complexe. Les dérapages de populations durement touchées qui accusent par exemple d'avoir été volontairement inondées pour que telle métropole soit mieux protégée, bien qu'au mépris de la réalité et des simples lois élémentaires de la physique comme de la topographie, doivent nous alerter sur les dangers de l'irrationalité. Toute « peste émotionnelle » favorise à terme la démagogie d'un quelconque homme providentiel prompt à la récupérer. Le FN et Le Pen l'avaient bien compris qui avaient mis au rang de leurs priorités la lutte contre les incendies de forêt et contre l'énergie nucléaire.

Quelles réalité?

L'idée du « réchauffement global » (scénario dit de « l'effet de serre » ou encore « global warming ») repose principalement sur trois points: 1/Le taux de CO_2 dans l'atmosphère; 2/Les courbes thermiques moyennes à l'échelle hémisphérique ou globale; 3/Les prévisions de modèles numériques climatiques. Examinons-les brièvement l'un après l'autre.

1/La quasi totalité des scientifiques s'accordent à reconnaître une augmentation du taux de CO_2 dans l'atmosphère. Mais l'origine de celle-ci n'est pas si évidente que cela. Certes, les pollutions industrielles et automobiles y contribuent. Mais il ne faut pas oublier les récentes éruptions volcaniques qui peuvent dégager des quantités gigantesques de gaz (dont du CO_2). Beaucoup d'analyses négligent voire occultent leurs conséquences climatiques (pour les plus récentes: St-Helens 1980, El Chichon 1982, Nyos 1986, Pinatubo 1991, Hudson 1991, Spurr 1992...).

2/La théorie de l'« augmentation globale des températures » soulève des questions.

- Tout d'abord, il faut disposer de données suffisantes si l'on veut tirer des conclusions pertinentes, sachant que depuis des milliards d'années le climat ne cesse de changer – êtres humains ou pas (époque des dinosaures tropicaux, glaciations, réchauffement holocène, petit âge glaciaire, etc.). Or les scientifiques ne disposent de relevés corrects que depuis un siècle, et encore pas dans tous les endroits, malgré les progrès de la paléo-climatologie.

- Des problèmes concernent les relevés thermiques actuels. La plupart des stations météorologiques de haut niveau se situent sur un aéroport qui était autrefois situé loin de la ville mais qui a été rattrapé par la nappe urbaine. Leurs relevés thermiques ne peuvent alors que refléter un phénomène micro-climatique bien connu, et incontestable, celui de « l'îlot de chaleur urbain », élévation de température locale provoquée par les activités urbaines (chauffage des habitations, échappement automobile, pollutions, phénomènes qui ne relèvent pas tous des « gaz à effet de serre »). Si une analyse ne prend en compte que ces relevés urbains « surchauffés », elle est partielle et faussée en extrapolant un « climat global » à partir de quelques climats locaux.

- Compte tenu des niveaux techniques (qualité des thermomètres autrefois et actuellement, etc.), il est admis que les relevés thermiques offrent une marge d'erreur pouvant s'élever jusqu'à 1° C. Quand on sait que les théories du « réchauffement global » établissent une fourchette de réchauffement allant de 1° à 3° sur le siècle écoulé, on peut s'interroger sur la pertinence des supputations qui en découlent. Des raisonnements entiers sont bâtis sur des approximations relevant d'un ou deux degrés à peine.

- Le réchauffement est constaté en certains endroits de la Terre et pas dans d'autres. Là est le nœud du problème. Car il évident qu'en fonction de telle ou telle interprétation, l'analyse du climat peut totalement changer (comme elle l'a déjà fait dans le passé puisque dans les années 1970 certains écologistes et climatologues nous promettaient un refroidissement rapide du climat, pratiquement en fonction des mêmes critères, l'argument, à l'époque, étant que la couche de nuages provoquée par la pollution allait priver la terre de son ensoleillement normal et donc la refroidir...).

Or, que se passe-t-il? Certes, dans les latitudes médianes les glaciers reculent (les Alpes, une partie des Andes) et l'enneigement est moindre. Mais le recul de la calotte glaciaire de l'Antarctique reste à prouver. Quant à celui de l'Arctique, les experts sont divisés. Si certains arguent que la fonte et un certain réchauffement s'effectuent du côté oriental du Groenland (mer de Groenland, mer de Norvège), il ne faut pas oublier qu'on constate au contraire un refroidissement du côté occidental (mer de Baffin, nord du Canada), jusqu'en Sibérie. Ce deuxième phénomène correspond aux vagues successives de froid et de blizzards qui touchent l'Amérique du Nord depuis une quinzaine d'années (certains ont peut-être en tête les images spectaculaires du blizzard de janvier 1996), ainsi que la Russie (qui a connu à l'automne 1998 son automne le plus froid des annales météorologiques).

Des études contrastées

Pour ceux qui s'appuient sur les travaux du géographe climatologue Marcel Leroux (1) ou de l'ingénieur Yves Lenoir (2), ces deux phénomènes (réchauffement d'un côté, refroidissement de l'autre) s'expliquent par le jeu des AMP (anticyclones mobiles polaires), qui descendent du Canada septentrional, d'où le froid, et qui font simultanément remonter, en provenance du sud tropical, des masses d'air chaud de l'autre côté de l'Atlantique, sur l'Europe occidentale et vers la mer de Norvège. Enfin pour la fonte des glaciers européens, Denis Lamarre et Pierre Pagney rappellent qu'« il faut bien voir que la décrue des glaciers alpins a commencé avant l'arrivée massive des effluents anthropiques dans l'atmosphère [...] et qu'il est difficile aujourd'hui de séparer ce phénomène à caractère non anthropique d'un éventuel « effet de serre » naissant » (3).

- Pour plusieurs chercheurs, les phénomènes de réchauffement et de refroidissement ne peuvent s'additionner mécaniquement pour donner une moyenne qui, en fonction des relevés choisis, irait dans un sens ou dans un autre. Autrement dit, l'idée même de « réchauffement glo-

bal » est a priori délicate, sinon pernicieuse, et scientifiquement discutable. Sa théorie semble même incapable d'expliquer la violence du temps dans les latitudes européennes qui devaient au contraire s'adoucir par le réchauffement.

- Aussi bien chez les experts que les commentateurs ou les citoyens, il y a pourtant eu un glissement sémantique. Du principe systémique de « climat global » (tout se tient, tout se répercute sur tout, avec ses excès d'analyse du type « battement d'ailes d'un papillon dans une île du Pacifique »), on est subrepticement passé au « changement climatique global », qui reste techniquement extrêmement difficile à expliquer, ou à représenter, et qui peut même être considéré comme un pléonasme trompeur car, par définition, le climat change tout le temps et partout, c'est comme cela depuis des millénaires et il n'y a aucune raison que cela s'arrête. Puis on en est arrivé au « réchauffement global », le nouvel évangile.

Une théorie discutable

3/Les prévisions de modèles numériques climatiques brassent des moyennes qui gomment les différences locales (car même les ordinateurs les plus sophistiqués ne peuvent rentrer toutes les données climatiques jour par jour!) et qui ne rendent pas compte des processus à l'origine de ladite température. Elles reposent essentiellement sur les courbes de températures, dont on vient de voir les problèmes techniques d'évaluation ou scientifiques d'interprétation, ce qui est réducteur: elles ignorent bien souvent les facteurs dynamiques et aérologiques. Pour Yves Lenoir, les conséquences de l'extension des surfaces irriguées et donc de l'évaporation accrue qui en résulte restent encore très mal connues comme effet de serre local possible. Idem pour le rôle des courants marins ou l'évolution du couvert végétal (car il n'y a pas seulement déforestation mais aussi reforestation de vastes espaces).

Des trois points sur lequel s'appuie la théorie du réchauffement global, seul le premier est scientifiquement avéré mais il ne repose pas uniquement sur des facteurs d'origine anthropique: la pollution humaine au CO_2 n'est pas la seule responsable, il faut y ajouter le volcanisme, les incendies, le rôle des forêts (qui absorbent mais dégagent aussi du CO_2, difficile à évaluer comme viennent de s'en rendre compte certains experts). L'effet de serre existe déjà à partir de la vapeur d'eau, pour une soixantaine de pour cent. La quarantaine de pour cent restant provient des divers gaz.

Comment alors, expliquer le succès de la théorie du « réchauffement global »? La question touche au politique et au socio-psychologique, elle dérange trop de choses, trop de monde. Il faut pour le moment se contenter d'hypothèses. On peut avancer qu'il y a une triple convergence entre les scientifiques, les politiques et les médias dans une interrelation qui, là comme ailleurs, fonctionne presque en vase clos.

De la naissance de l'écologisme

Lorsque le gouvernement américain décida, dès avant Reagan, de réduire les budgets de la NASA et des instituts afférents, il a fallu, dans une société réduite à la loi de l'offre et la demande, même chez les scientifiques, trouver d'urgence de nouveaux créneaux de recherches porteurs. L'écologie en était un, soulevé à juste titre par les préoccupations des citoyens dont le cadre de vie se dégradait. Mais pour avoir de l'argent et du soutien, il faut frapper les esprits: le « global warming » dans sa simplication abusive devint un moyen tentant, avec sa récompense en espèces sonnantes et trébuchantes (programmes de recherches lourds, chapeautage par l'ONU, considération et légitimité...). Le courant écologiste anglo-saxon, mélange extrêmement composite de militants radicaux et de scientifiques socialement bien intégrés, s'est engouffré simultanément dans la brèche du catastrophisme. C'était d'autant plus facile que ce catastrophisme était déjà pratiqué dans d'autres domaines. L'esprit de simplification gagna les militants, souvent contraints dans les tracts à écourter l'argumentaire.

Plus globalement, il semble que le principe de la mono-causalité fascine toujours les êtres humains, qu'il soit baisse tendancielle du taux de profit, péché originel ou effet de serre - avec ses inductions collatérales: dictature du prolétariat, pénitence-abstinence ou voter vert. Il s'agit probablement d'un héritage des millénaires de civilisation religieuse, dominée par l'idée de Dieu, le fatalisme sinon le déterminisme. Même les scientifiques ont du mal à y échapper, car l'enveloppe socio-culturelle et collective est trop prégnante. La libre pensée est encore loin. Même dans le malheur, la cause unique est séduisante car rassurante. Pareil pour la solution. Le catastrophisme attire gourous et prophéties auto-réalisatrices.

Cette attitude rencontre celle des politiciens et des médias, chacun dans leur domaine prompts à véhiculer des formules toutes faites et des explications bon marché. Les médias cultivent le sensationnel, le simpliste et l'immédiat. Loft story et la vallée de la Somme, même combat. Montrer des images de populations les pieds dans l'eau et désespérées est plus facile, et plus frappant, que d'expliquer le détournement des plans d'urbanisme, avec des autorités acceptant la construction d'habitations sur des terres inondables, ou bien les conséquences à long terme de l'éradication du bocage dans l'Ouest français. Exemple de journaliste à courte vue, celui qui, interviewant un climatologue (sur Europe 1, le 14 avril dernier), Robert Candell, lequel expliquait prudemment que le climat était très difficile à analyser, s'est esclaffé qu'on puisse et qu'on doive

remonter au Moyen âge pour comprendre les phénomènes actuels... Dites-nous ce que nous voulons entendre, telle est la ritournelle des médias immédiatistes...

Un dogme bien gardé!

De simple hypothèse, le « réchauffement global » est devenu un dogme. Même Jacques Chirac, le croit, c'est dire... Les chercheurs qui contestent ce dogme ou qui proposent d'autres explications sont marginalisés, sinon méprisés. Des organismes lourds et très institutionnels comme Météo-France sont comme paralysés par les enjeux – car une prévision erronée coûte de l'argent, et le droit à l'erreur s'estompe. Ils préfèrent désormais crier au loup en annonçant des catastrophes qui n'auront pas lieu, plutôt que de revoir leur copie pour des épisodes antérieurs mal analysés (comme Vaison-la-Romaine septembre 1992, Languedoc-Roussillon novembre 1999...). A contrario, l'analyse de Marcel Leroux, qui, depuis une quinzaine d'années, postule une augmentation des violences et des risques naturels météorologiques sous les latitudes moyennes (Europe occidentale) en raison du refroidissement de l'Arctique et de la dynamique des AMP (Anticyclone Mobile Polaire), semble plus pertinente, même si elle est contraire à l'argumentaire de la douceur issu du « global warming ».

Devant la difficulté du problème, même les gourous du dogme, comme ceux du « Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat » (IPCC), mis en place par l'ONU en 1988, se montrent plus prudents. Dans leur dernier rapport (conférence de Shanghai, février 2001, suite à la conférence de La Haye, novembre 2000), ils ont quelque peu tempéré leurs prévisions: la température augmenterait de 1,4 à 5,8 ° au cours du siècle qui commence. Une évaluation qui va du simple au triple, on peut voir le degré de finesse dont disposent les scientifiques et les citoyens! Cela nous change-t-il de l'époque, en 1990, où la prévision (les mêmes?) nous donnait du 3° péremptoire? Dans l'état actuel des connaissances et des techniques, les météorologues sont incapables de nous prévoir exactement le climat au-delà de trois jours. Comment le pourraient-ils sérieusement pour les cent ans à venir?

Du courage et de l'audace

Quant à l'estimation de la variation du niveau marin pour les cent ans à venir, qui découlerait du « global warming », elle n'a cessé de se réduire, passant de 200 cm en 1986, 66 cm en 1990, 48 cm en 1992 à 37 cm actuellement... Les scientifiques français, pour ne prendre qu'eux, se montrent de plus en plus prudents sur ce point (Pirazolli, Paskoff), comme sur la question de l'effet de serre (Lamarre, Pagney, Duplessy...)

Enfin, autre explication qui boucle la boucle, les scientifiques sont quelque peu bousculés par l'irruption des nouvelles techniques informatiques et météorologiques. Celles-ci sont très nombreuses, complexes, sophistiquées, et cela depuis peu de temps. Il faudrait en réalité bousculer les vieilles théories climatologiques (qui elles-mêmes ont évolué depuis un siècle: écoles classique, norvégienne, dynamique de Rossby...), donc les pesanteurs intellectuels, et les inerties. Du courage et de l'audace. On revient à la question du dogme. Il faut du temps pour digérer les nouveautés, tenter de les intégrer dans les situations passées où on ne dispose pas des mêmes données.

En réalité, scientifiques et citoyens sont confrontés à l'impossible: résumer le temps, cet élément par définition mobile, instable, changeant constamment, de saisons en saisons, de jour en jour, en tout moment et en tout lieu. Les mécanismes sont rationnellement connus et explicables, le fonctionnement d'ensemble, anarchiquement déterminé, beaucoup moins. Le temps ne peut pas être réifié ni même déifié comme dans les philosophies déterministes ou métaphysiques.

Quant au président G.W. Bush, s'il vient de renoncer à la promesse de ratifier les accords de Kyôto, censés lutter contre le réchauffement global, ce n'est pas par vertu anti-dogmatique mais tout simplement pour relancer les activités pétrolières et l'industrie américaines dans un climat [...] de concurrence exacerbée. Il faut bien souligner qu'à cette occasion les commentateurs ont pleuré sur les risques du « global warming » mais n'ont rien dit sur les pollutions directes qui touchent (déjà) les riverains de ces industries. Ils ne parlent pas de la difficulté à respirer maintenant dans les zones polluées et préfère nous paniquer sur l'avenir de la « planète terre » dans cent ou mille ans! Autrement dit, dans le métalangage dogmatique du « réchauffement global », c'est « sauvons la planète pour la planète », quant aux habitants et à la question sociale qui se pose, c'est « débrouillez-vous! » « Réchauffement global » = arnaque totale?

Philippe Pelletier
groupe Nestor Makhno

(1) Leroux Marcel (2000). *La dynamique du temps et du climat.* Paris, Dunod, «Masson Sciences», 370 p.

(2) Lenoir Yves (1999) : «Chaos climatique». *Le Monde,* 12 janvier.

(3) Lamarre Denis, Pagney Pierre (1999) *Climats et société,* Paris, Armand Colin, chap. 3.

Droit et anarchie

Jean-Jacques Gandini est juriste, essayiste et participe dans le cadre d'un collectif à la revue *Réfractions*, dont le n°6 est consacré à « Droit et anarchie ».

Jean-Jacques Gandini : Le sujet est rarement évoqué par les libertaires car le droit est toujours considéré comme un instrument au service des classes dominantes sur fond d'autorité et de hiérarchie. La vision anarchiste est tout à fait contraire à ces principes et les anarchistes voient d'un mauvais œil le principe de droit en tant que tel. Nous vivons actuellement dans une société « démocratique» avec une relative liberté comparée aux sociétés autoritaires ou totalitaires. Les anarchistes devraient, néanmoins, avoir une autre approche du droit, dans leurs luttes au quotidien et pour mener une réflexion plus générale puisque la société a évolué et s'est complexifiée. Peut-être faut-il envisager au sein des rapports sociaux une forme de régulation ? Non pas basée sur un principe de hiérarchie et de domination, mais dans le cadre d'un rapport entre individus.
Sur cette base, il était intéressant d'aborder dans *Réfractions* les relations entre le principe des idées libertaires et le droit. La présentation historique permet un éclairage général puis concret sur la façon dont certains penseurs anarchistes ont tenté de réflechir à ce problème du droit et de l'idée de justice, notamment avec l'anarcho-syndicalisme. Au niveau de la Justice, il existe actuellement une volonté d'aller plus loin. Les juges qui s'intéressent de près à la délinquance économique et financière en Europe se retrouvent dans une impasse, bloqués par la notion d'Etat. L'Etat reste encore, pour eux, un garde-fou, une protection contre le système économique et multinational.
Comment réfléchir alors à un autre modèle de société ? Leur constat montre que la justice actuelle se pose des questions. Si une dialectique s'instaure plus largement, il est possible d'apprendre des autres, et ce numéro de *Réfractions* est intéressant de ce point de vue. La juridicisation croissante de la société déclenche un questionnement qui dépasse la vision traditionnelle et limitée des non-libertaires vis-à-vis de la pensée anarchiste.

ML : La notion de droit n'est donc pas contradictoire avec une société libertaire ? Ce qui est à remettre en cause, c'est son utilisation ?

J-J G : Absolument. Dans notre société hiérarchique, le droit n'est jamais qu'un reflet de la société. Un droit « logique», un droit juste ne peuvent coexister dans des rapport inégalitaires. Le droit est inégalitaire et reflète notre société. Dans une société libertaire, basée sur l'idée de liberté et d'égalité, le droit ne conservera qu'un aspect technique de résolution, de régulation des conflits entre individus. Le droit peut avoir cet intérêt technique sans le présupposé idéologique qui masque les rapports entre individus.

ML : Qui contrôlerait ce ou ces moyens techniques ?

J-J G : Sans apporter de réponse directe, on peut dire que l'organisation de la société génèrera des individus autonomes, ayant des rapports d'égalité entre eux. Cependant, instaurer l'anarchie en tant que telle ne peut se faire du jour au lendemain. Chaque individu a ses propres problèmes, sa manière de progresser vers des rapports intersubjectifs pour comprendre le droit et permettre le dialogue. Le présupposé idéologique s'effacerait alors au profit de l'usage technique. Cela prendra du temps et la vigilance est de mise, certains pouvant déraper dans un rapport idéologique de domination.

ML : Ce type de réflexion peut-il faire évoluer la perception du terme anarchie et la manière négative dont il est utilisé actuellement ?

J-J G : L'anarchisme est toujours considéré de façon péjorative dans les médias traditionnels. On utilise souvent l'expression « la négativité de l'anarchisme». L'anarchisme est effectivement contre l'autorité, contre l'Etat. Rarement est évoquée la version positive de l'anarchisme : l'anarchisme pour une société libertaire, égalitaire avec des rapports sociaux différents. Le droit devrait s'inscrire dans ce rapport. L'intérêt des idées libertaires est uniquement perçu dans sa fonction tribunicienne, pour éclairer les dysfonctionnements de la société. Mais les anarchistes sont jugés incapables de proposer un système de pensée ni même un modèle différent de vie en société. Cette réflexion sur le droit aide à inverser ces a priori.
L'entretien sur l'anarcho-syndicalisme montre comment utiliser le droit pour aller plus loin dans les rapports entre les personnes. Proposer un autre modèle ou existerait une régulation grâce au droit est possible. La réflexion sur le droit international qui se met en place lance une multitude de concepts, mais il faut se garder de tomber dans la mystique des « droits de l'homme». Non à la transcendance des droits humains comme une espèce de principe éthéré, au-dessus de la réalité ; oui s'ils s'appuient sur des notions de base : liberté, égalité, justice sociale, solidarité, ancrées dans la lutte au quotidien.
J'ai suivi deux procès concernant la Confédération paysanne, le procès des OGM (1) et le procès McDonald au cours desquels la presse et la télévision ont focalisé sur José Bové. Si Bové était décrédibilisé, tout le mouvement en subirait les conséquences. Pour éviter cela, il est important de fonctionner collectivement et que chacun s'exprime en fonction de sa spécificité.
L'un des intérêts des affaires OGM et McDo réside dans la prise de parole des prévenus qui dénoncent la société actuelle comme étrangère au droit international, bloquée dans un système figé et régulé par les Etats. Si la société internationale pouvait s'ouvrir et avoir des recours au niveau d'un tribunal international réellement indépendant avec un mode de fonctionnement satisfaisant, il serait possible d'envisager un modèle de société « au niveau mondial», avec des rapports sociaux différents. La question du fédéralisme souligne l'importance du droit et de son rôle dans l'organisation d'une société future. La question est de savoir comment agir sur le plan local et proposer des alternatives. Le droit semble être un instrument utile sur ce plan.

ML : Le droit dans une société libertaire serait une forme de respect envers les libertés de chacun et chacune ?

J-J G : Si une volonté commune permettait de transcender tous les clivages, il ne serait plus nécessaire de passer par une technique particulière pour régler les rapports entre individus. En vidant le droit de son présupposé idéologique et en l'utilisant sur un plan technique, cela devient un simple instrument de régulation entre individus.

Chroniques rebelles (*Radio libertaire*)

(1) Précisons que lors du procès, René Riesel, dont l'analyse est plus radicale, n'était plus membre de la Confédération paysanne.

Prisons : après les mots... quels actes ?

Les conséquences directes de la parution du livre du Dr Vasseur et des commissions d'enquête parlementaires sur les prisons sont la réforme de l'application des peines et l'arrivée de l'avocat au prétoire. Des avancées non négligeables, néanmoins partielles.

Un an et demi après le tapage médiatique autour du livre de Véronique Vasseur, « Médecin-chef à la Santé », qu'est-ce qui a changé dans les prisons? La loi sur la présomption d'innocence s'est vue dotée par les parlementaires d'un volet sur les aménagements de peines, qui vient notamment de permettre la libération conditionnelle de Patrick Henry après 25 ans de détention, alors qu'il avait été condamné à perpétuité. Autre avancée incontestable: l'arrivée des avocats dans les commissions de disciplines (prétoires). C'est la conséquence d'une loi du 12 avril 2000 relative « aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ». Si l'importance de ces deux changements législatifs ne peut être niée, la grande « réforme de la prison » n'est pas encore venue. En outre, ces deux avancées ont émané des parlementaires, non du gouvernement. La loi pénitentiaire en cours d'élaboration à la Chancellerie semble si mal engagée que les sénateurs ont adopté en première lecture le 26 avril sept mesures d'urgence pour les prisons, de peur de ne jamais voir de suite à leur rapport d'enquête de juillet 2000.

Relance des conditionnelles

Adoptée le 15 juin 2000, la loi sur la présomption d'innocence visait officiellement à réduire le recours à la détention provisoire. Mais en n'encadrant que les procédures d'instruction, la loi laisse de côté l'essentiel de ce qui fait la justice pénale d'aujourd'hui: les procédures correctionnelles, parmi lesquelles les comparutions immédiates en plein essor. Néanmoins, on a pu voir depuis l'entrée en vigueur de la loi quelques détenus libérés avant leur jugement pour cause de durée de détention provisoire trop longue. Les premiers chiffres diffusés par le ministère de la Justice indiquent une baisse de 29 % des placements en détention provisoire. Un conseiller du garde des Sceaux a d'ores et déjà déclaré que « l'objectif de la loi du 15 juin 2000, faire de la détention provisoire une mesure exceptionnelle, est atteint ». Une interprétation hâtive, puisque les causes et la durabilité de cette baisse sont loin d'être établis. La Chancellerie indique en effet qu'environ 9 sur 10 des demandes de détention provisoire émises par les juges d'instruction sont en fait confirmées par le juge des libertés et de la détention (JLD), ce qui tend à démontrer le peu d'impact de la création de ce nouveau magistrat. Par ailleurs, la baisse des détentions provisoires était déjà amorcée depuis plusieurs années. Entre 1996 et 2000, le nombre de détenus provisoires avait baissé de 25 %. Un mouvement de déflation continue avec 20 844 prévenus en détention au 1er octobre 1996, 20 567 au 1er octobre 1997, 19 447 au 1er octobre 1998, 17 849 au 1er octobre 1999 et 15 694 au 1er octobre 2000.

C'est en fait le volet sur « l'application des peines », ajouté par amendements des députés contre l'avis d'Elisabeth Guigou, qui change véritablement la donne. Pour les condamnés à des peines inférieures ou égales à dix ans ou ceux dont le reliquat de détention à effectuer est inférieur ou égal à trois ans, la loi du 15 juin 2000 prévoit que le juge de l'application des peines (JAP) est désormais compétent pour accorder ou refuser les libérations conditionnelles et autres aménagements de peine (à l'exception des réductions de peine, des permissions et autorisations de sortie). À partir du 16 juin 2001, le JAP statuera en chambre du conseil au sein d'une nouvelle juridiction, après avoir entendu le détenu et son avocat, ainsi que le procureur. Il devrait rendre des décisions motivées et susceptibles d'appel.

Pour les condamnés à des peines supérieures ou égales à dix ans, la décision d'octroi de la libération conditionnelle – ou autre aménagement de peine – ne relève plus du garde des Sceaux depuis le 1er janvier 2001. Une « juridiction régionale de la libération conditionnelle » composée de trois magistrats (un conseiller de Cour l'appel, deux juges de l'application des peines est désormais compétente. Un transfert de compétences qui semble d'ores et déjà favorable à la relance d'une mesure en voie d'extinction. Depuis le 1er janvier, 26 décisions ont été rendues par ces nouvelles juridictions, dont 19 positives, soit un taux d'octroi de 73 %. Entre 1970 et 1999, le taux d'admission à la libération conditionnelle relevant du garde des Sceaux était passé de 64 à 30 % des dossiers examinés. Paralysés par des logiques électorales, les ministres de la Justice se sont illustrés par leur incapacité à favoriser la réinsertion des condamnés à de longues peines. Patrick Henry a ainsi été admis au bénéfice de la libération conditionnelle le 26 avril et élargi le 15 mai 2001, alors que les gardes des Sceaux successifs avaient rejeté par sept fois sa demande. Ce sont les magistrats de la nouvelle juridiction régionale qui ont assumé ce choix hautement symbolique qui « prouve que la société accepte que personne n'est irrécupérable, pas même un assassin d'enfant », selon les termes de Jacques Lerouge, lui-même ancien condamné à mort en libération conditionnelle.

L'avocat au prétoire

Autre avancée réclamée depuis des décennies: les détenus peuvent être assistés d'un avocat depuis le 1er novembre 2000 lors de leur comparution en réforme, qu'elle a même tenté de détourner. L'article 24 d'une loi du 12 avril 2000 relative « aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations » prévoit que dans toute administration, les usagers puissent se faire assister d'un avocat avant qu'une décision défavorable (disciplinaire, par exemple) soit prise à leur encontre. C'est Eric Péchillon, maître de conférence à l'université de Rennes 1 et proche de l'OIP, qui a découvert que cette loi avait pour conséquence de faire entrer l'avocat en prison. Le ministère de la Justice a d'abord déclaré le 15 avril que la nouvelle loi ne s'appliquait pas à l'administration pénitentiaire. « Les services d'Elisabeth Guigou mettent en avant l'article 728 du code de procédure pénale, selon lequel "Un décret détermine l'organisation et le régime intérieur" des prisons: "La nouvelle loi ne peut en aucun cas s'y substituer, et ici nous pensons qu'elle ne s'applique ni au prétoire ni au régime disciplinaire" » (*Libération* du 15-16 avril 2000). Quelques mois plus tard, les services du garde

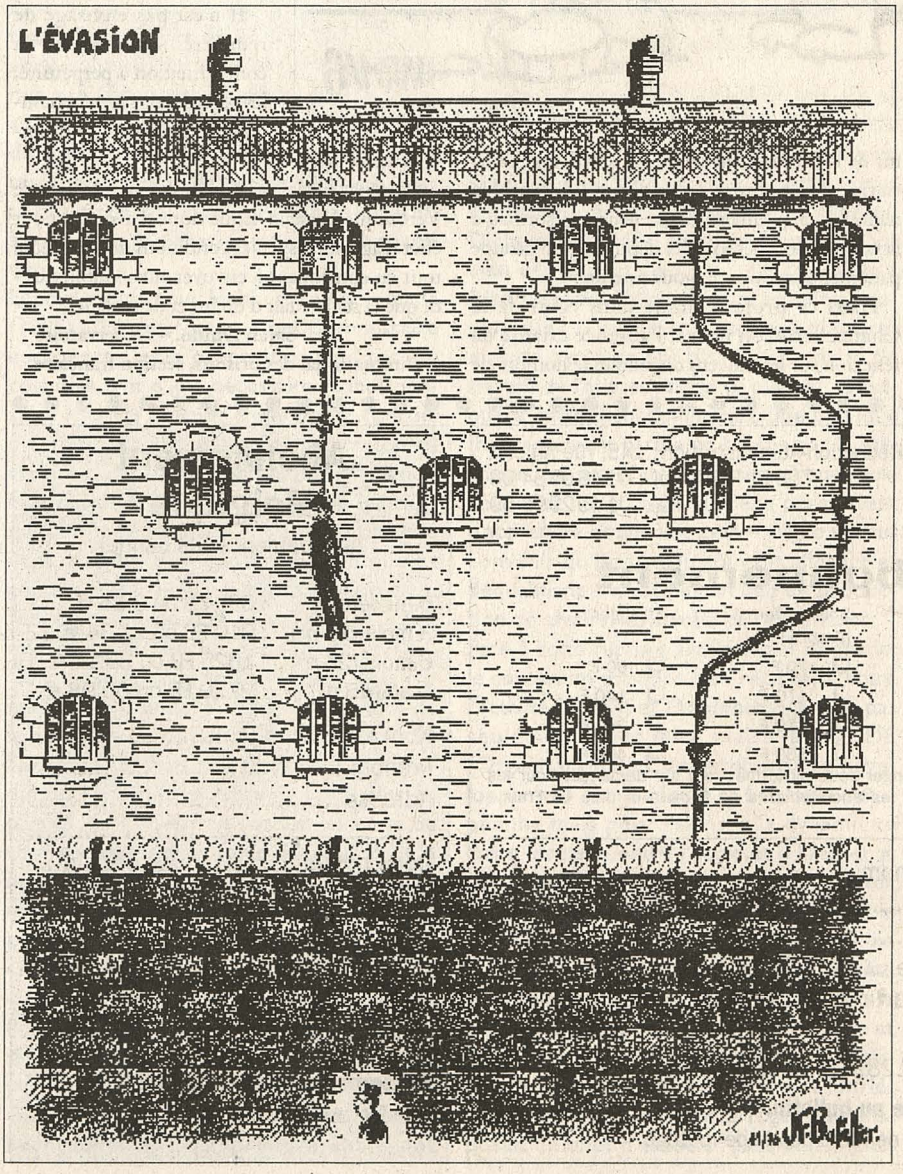
des Sceaux ont changé leur fusil d'épaule. Le Conseil d'État, saisi par la Chancellerie, a en effet donné un avis contraire à l'interprétation du ministère. « Le Conseil d'État a dit ce que tout le monde pensait qu'il allait dire; l'administration pénitentiaire n'échappe pas au champ d'application de la loi du 12 avril », explique alors un proche de la ministre de la Justice (AFP, 13 octobre 2000).

Ne s'avouant pas vaincue, tout en affichant un discours favorable à l'entrée des avocats en prison, la Chancellerie adresse le 31 octobre 2000 aux directeurs de prison une circulaire d'application de la loi du 12 avril 2000 qui sera décriée comme illégale par des juristes. En effet, ce texte cherche à étendre les cas d'inapplication des droits de la défense au prétoire. La loi du 12 avril dit qu'il est possible de ne pas entendre l'avocat ou le mandataire de l'intéressé « en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles » et en cas de risque pour l'ordre public ou la conduite des relations internationales ». La circulaire en déduit abusivement que l'administration pénitentiaire est exonérée d'entendre l'avocat en cas d'« incidents graves mettant en cause l'ordre ou la sécurité de l'établissement », d'« urgence à réunir la commission de discipline », de « mise en prévention au quartier disciplinaire ». Lorsque la loi affirme le droit de l'usager à se faire « assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix », la circulaire prévoit que « la personne choisie autre qu'un avocat soit préalablement agrée par l'administration pénitentiaire » et fournit une liste des personnes ne pouvant pas être agréées (détenus, étrangers en situation irrégulière, anciens condamnés, titulaires du permis de visiter le détenu, etc.).

Hormis cette aberration de la part d'un ministère de tenter de détourner un texte adopté par le Parlement, la loi du 12 avril prévoyait que les modalités d'applications de l'article 24 ne puisse être définies que par décret en Conseil d'État, et non par simple circulaire. Un recours pour excès de pouvoir a donc été déposé au Conseil d'État par Me Eric Plouvier, avocat au Barreau de Paris proche de l'OIP, et l'un de ses clients de Fleury-Mérogis, dans le but de faire annuler ce texte. Dans l'attente d'une décision, il faut savoir que les circulaire s'imposent aux directeurs de prison comme à tout personnel pénitentiaire, mais pas aux détenus ni à leurs proches. « Elles ne peuvent par conséquent pas servir de fondement à une décision administrative. La motivation des décisions de l'administration pénitentiaire doit uniquement se fonder sur les lois et les décrets », explique Eric Péchillon.

Ces hésitations du ministère, si elles n'ont finalement pas empêché que la loi s'applique, ont cependant largement embrouillé les esprits et participé au manque de préparation de l'arrivée des avocats dans les prétoires. Rares sont les Barreaux ayant organisé avec les directeurs des établissements pénitentiaires de leur région une permanence d'avocats prêts à être commis d'office en commission de discipline. La plupart d'entre eux n'avaient rien prévu au jour de l'entrée en vigueur de la loi, soit par désintérêt, soit en raison d'un débordement lié à l'entrée en vigueur simultanée des dispositions sur l'avocat en garde à vue et la juridictionnalisation de l'application des peines à partir du 1er janvier 2001.

En outre, l'assistance des détenus en commission de discipline ne devrait pas être couverte par l'aide juridictionnelle avant 2002. En attendant, le ministère suggère aux conseils départementaux d'accès au droit (CDAD) rencontrant déjà des difficultés de financement. Ce sont donc pour l'instant des avocats volontaires qui assistent les détenus sans ressources suffisantes. Le font-ils toujours? Et pour combien de temps?



Les sept mesures du sénat

Alors qu'une loi pénitentiaire est en cours d'élaboration à la Chancellerie, le sénat a décidé d'adopter le 26 avril 2001 une proposition de loi comprenant sept mesures d'urgence pour changer la vie en prison. La commission des lois du sénat estime en effet que « compte tenu des contraintes du calendrier parlementaire, il est vraisemblable que le projet de loi pénitentiaire ne fera l'objet, au mieux, que d'une lecture dans chaque assemblée avant les élections législatives et présidentielles de 2002 ». Et de pronostiquer son adoption pour 2003. Les sénateurs ont donc pris les devants, lassés de voir qu'un an après leur rapport d'enquête, aucune des mesures qu'ils avaient préconisées n'a été mise en œuvre. La proposition de loi des sénateurs Hyest et Cabanel prévoit l'interdiction de maintenir des condamnés en maison d'arrêt plus de six mois après leur condamnation définitive. Alors que nombre de maisons d'arrêt sont surpeuplées, la

commission d'enquête du sénat a constaté que 1800 à 2000 places étaient disponibles dans les établissements pour peines, dont les conditions de détention sont plus favorables. Les sénateurs prévoient également la possibilité pour le juge de l'application des peines de suspendre l'exécution de la peine de tout condamné atteint d'une maladie mettant en jeu le pronostic vital. Aujourd'hui une telle mesure est réservée aux condamnés auxquels il reste moins d'un an à purger. Les sénateurs proposent également l'instauration d'un contrôleur général des prisons, doté de larges pouvoirs d'investigation, tenu de porter à la connaissance des instances concernées tout à fait susceptible de poursuites pénales ou disciplinaires.

Les constatations du contrôleur des prisons seraient rendues publiques par un rapport annuel. Enfin, les sénateurs réduisent la durée maximale de la sanction de cellule de discipline (mitard) à 20 jours (au lieu de 45 actuellement) et introduisent une possibilité de recours contre les mesures de transfert et d'isolement. Autant de dispositions qui ne traitent qu'une infime partie des problèmes soulevés par les parlementaires et ne donnent que des réponses partielles. Reste à savoir quel sera l'avenir de la proposition de loi des sénateurs. L'initiative de l'examen de la loi par l'Assemblée nationale en première lecture revient désormais à la commission des lois des députés, à un groupe parlementaire ou... au gouvernement.

Dans ce projet comme dans celui de la Chancellerie, on notera l'absence criante de réflexion sur les moyens de réduire le nombre de détenus et la place de l'emprisonnement dans l'échelle des sanctions. La tentative du sénateur Bret d'ajouter deux amendements afin d'interdire la peine de prison pour les étrangers en situation irrégulière et les toxicomanes a été rejetée, alors que ces propositions figuraient dans le rapport de la commission d'enquête.

Alors que parlementaires et professionnels pénitentiaires s'accordent sur la nécessité de réduire massivement le nombre de personnes incarcérées, aucun projet de loi déjà adopté ou en cours d'élaboration ne prévoit de refonte du code pénal.

Il n'est pas envisagé de remettre en cause la condamnation à perpétuité, les périodes de sûreté, la contrainte par corps, le quantum des peines...

Le débat sur les prisons soulevé par le livre de Véronique Vasseur risque donc d'avoir eu pour effet d'agir sur les seules conditions de détention, tout en continuant à envoyer aux « oubliettes » ce que la société fait d'exclus et de malades.

Sarah Dindo. – Observatoire international des prisons, section française

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (n° hors-séries inclus)		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 45 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 105 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 195 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 350 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° .....(inclus).

Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Abonnement Belgique

(uniquement sous bande)

5 numéros : 390 FB ou 9,15 €
3 mois (13 n°) : 910 FB ou 21,34 €
6 mois (25 n°) : 1625 FB ou 38,11 €
1 an (45 n°) : 2720 FB ou 60,98 €

Nom .....
Prénom.....
Adresse .....
.....
Code postal.....
Ville .....
Pays .....

Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Formation initiale et formation continue : L'imposture de la dichotomie

Je crois qu'il serait bon et surtout productif d'en finir avec la rupture artificielle et entretenue entre formation initiale et formation continue. Pas seulement pour s'inscrire béatement dans la tradition encyclopédiste et dix-huitiémiste de Condorcet qui redonna pour un temps une dignité au travail avant que la division et la parcellisation fordiste ne la nie à nouveau.

Pas non plus, pour s'inscrire sans regard critique dans l'esprit de ce marquis progressiste (celui-ci n'était pas divin) qui considérait que l'Éducation ne devait pas s'arrêter au sortir de l'école mais durer tout au long de la vie à la fois pour développer et entretenir ses connaissances que pour éduquer sa qualité citoyenne, c'est-à-dire sa capacité à participer à la gestion des affaires sociétaires.

Encore moins pour légitimer le Livre blanc (1995) d'Edith Cresson, alors Commissaire européenne, et sa proposition de « société cognitive » et d'une nécessaire et indispensable long life learning entièrement conçue, malgré un habillage humaniste de bon ton, au service du libéralisme et de la dérégulation internationale du travail. Long life learning qui pense l'éducation initiale et continue dans le cadre d'un continuum et non plus comme deux temps distincts d'éducation, l'éducation initiale d'avant le travail et la formation continue de pendant le travail. Continuum éducatif souhaité aujourd'hui par quelques-uns et qui s'organiserait autour de la flexibilité du travail, de la précarité et de l'exigence toujours plus forte pour le « producteur » d'auto-entretenir et de plus en plus souvent à ses frais (notion perverse de co-investissement) sa force de travail dans le nouvel habit de la compétence qui exige moins aujourd'hui d'entretenir une force physique que les neurones exigibles dans le cadre des nouveaux procès requis dans cette « société cognitive » annoncée.

Formation professionnelle continue, troisième temps d'une valse, composée par les puissants où il conviendra, surtout de ne pas chanter l'Internationale, mais de danser et éventuellement d'apprendre entre des périodes travaillées mais pour une part sur le temps libéré (?) et des périodes chômées, voire aujourd'hui lors des moments de forte précarité et de temps très partiels où il s'agira de « s'entretenir la compétence » afin d'éviter l'obsolescence de sa qualification vite synonyme pour les moins qualifiés d'exclusion sociale, la relégation à Cayenne ou en Nouvelle Calédonie n'étant plus d'actualité.

Une construction sociale bien utile

Cette dichotomie formation initiale et continue est construite historiquement sur une logique de séparation de la sphère du savoir de la sphère du faire, au moins pour ce qui relève de l'enseignement général. Dichotomie à mon sens inopportune pour bien des raisons, parce qu'elle contribue à faire accepter l'idée de deux mondes antagoniques (l'école et l'atelier) d'abord, ensuite parce qu'elle dissocie l'activité (le travail) de l'apprentissage et que par conséquent cette dichotomie participe de l'idée (heureusement battue en brèche par la validation des acquis de l'expérience) que seule l'école et l'éducation formelle permettent d'apprendre et que le travail – même s'il faut convenir qu'il est trop souvent aliénant et déqualifiant – n'est pas un lieu de production de savoirs : les savoirs de l'expérience.

Face à cette rupture artificielle et illégitime, le continuum est donc bien nécessaire entre l'activité (travail) et l'apprentissage, non pas seulement pour faire plaisir à l'OCDE (Organisation de Coopération et de développement économique) et à l'Union européenne mais pour relancer la dynamique entre les lieux, entre l'école et « l'atelier », pour redonner du sens au savoir. Savoir comme moyen non seulement de penser le réel mais aussi de pouvoir agir sur lui. Il ne s'agit pas à mon avis de penser une société sans école mais de réintégrer l'école dans la société et dans ce qui lui permet de vivre et de se développer, c'est-à-dire l'activité sociale et le travail. En ce sens, le projet fouriériste mériterait d'être réinterroger. Il se proposait en effet d'associer passionnément : éducation et plaisir/pulsion, éducation et action, éducation et activités sociétales. Pédagogie associative, pédagogie papillonne et pédagogie de la découverte où l'apprenant au cœur de ses apprentissages pourrait, de choix en choix et d'expérience en expérience, œuvrer à la fois à sa construction identitaire et à la construction de la société.

Au-delà de ce refus de dichotomiser le réel social, il me semble qu'une continuité d'une autre sorte est à organiser, à revendiquer : celle de la pédagogie. Le combat pédagogique est au cœur de la question sociale. En effet, quels que soient les lieux, les temps des apprentissages et les publics (adultes ou non), il convient de s'interroger sur la finalité pédagogique, l'outillage et la méthode n'en sont que le moyen. Ainsi, il existe des pédagogies actives, participatives, coopératives… qui, lorsqu'elles sont reliées à des valeurs, et non pas construites à des fins utilitaristes et court-termistes de l'action pour l'action, participent d'un projet social émancipateur. D'autres, au contraire, plus expositives, plus magistrales en bref transmissives à orientation normative, comme l'écrivait Marcel Lesnes, qui visent à installer des sociétés autoritaires ou à reproduire le système de domination des élites sociales en place. Il conviendrait donc de penser ce continuum entre pédagogie et modes d'organisation sociale, de redonner de la cohérence et du sens aux pratiques pédagogiques. De plus en plus la formation des adultes, elle-même, longtemps irriguée par un projet de transformation et/ou de promotion sociale, de deuxième chance, innervée de pédagogie rogerienne se voit investie de plus en plus par des pratiques infantilisantes et pseudo-magistrales (règne du transparent et du vidéo projecteur) où la parole et l'action des apprenants sont soumises au discours « technologisé » et « autorisé » du formateur.

A qui sert la dichotomie ?

A qui sert cette séparation des pouvoirs, du pouvoir, en bref à qui profite le crime pédagogique tant du point de vue de la nuisible

différentiation entre formation initiale et continue que de celui des pratiques éducatives. L'école a toujours été pensée en rupture: rupture de milieu (la famille), de lieux entre éducation et activité sociale (dont le travail), rupture de temps (rythme scolaire et année civile)... Cette logique de la rupture a plusieurs origines (je n'en évoquerai que deux) et a connu plusieurs époques.

Une première avait pour but de protéger dans l'esprit des « républicains » l'apprenant (surtout quand il est jeune donc fragile et conformable telle une pâte molle) non seulement, des néfastes influences familiales et des mauvais bergers cléricaux mais aussi (et surtout ?) des représentants les plus conscients de la classe dangereuse. D'où des écoles carcérales (la grille est une caractéristique pédagogique de l'architecture scolaire), coupées du monde et refermées sur elle-même, tel un cocon protecteur. Espace intérieur, physiquement conçu comme une succession de cellules (au sens propre et figuré) où le maître règne en despote pas toujours éclairé: la classe. Espace doté d'une extension sous haute surveillance, d'une aire de « jeux » à condition qu'ils soient autorisés. Espace clos, avec ses propres rythmes et ses propres rites (cloche, calendrier scolaire, horaires, distributions des récompenses et des châtiments) ses propres lois et ses propres tribunaux (règlement intérieur, conseil de discipline), son propre système de pouvoir (maître, directeur), ses modes de distinctions (classement, filières)... En bref, un monde à part où il s'agissait, en vase clos et surtout en principe, de construire des citoyens actifs mais pas trop, responsables mais délégataires, acteur de second rôle du devenir commun. En réalité, un espace de dressage social où les maîtres complices ou victimes devaient sans cesse avoir en têtes « quelles sont les idées, les sentiments qu'il faut imprimer à l'enfant pour le mettre en harmonie avec le milieu dans lequel il doit vivre ». Il s'agissait dans cette optique, malheureusement toujours présente, davantage de conformer que de former ! Projet inacceptable aux yeux de certains, mêmes si ceux-là connaissaient et espéraient dans le pouvoir émancipateur du savoir.

Ainsi, Pierre-Joseph Proudhon, conscient avant bien d'autres des enjeux de l'éducation, voyait déjà se profiler dans le projet éducatif des dominants, en recherche d'une main d'œuvre plus adaptée aux exigences du temps, une machine à produire des individus dressés « pour la servitude, au mieux des intérêts et de la sécurité des classes supérieures ». Ce qui conduit Proudhon, après Charles Fourier d'ailleurs, à préconiser une éducation intégrale qui associe dialectiquement: développement de la main et de l'esprit dans le cadre d'un espace non strictement pédagogique, l'atelier pour l'un, le phalanstère pour l'autre. Education conçue en lien direct avec l'activité de travail et le développement de capacités réelles d'acteur social autonome. Le même souci animera plus tard les militants syndicalistes révolutionnaires des Bourses du Travail qui tenteront sans relâche d'élever le niveau culturel du producteur, au sein des Bourses, dans la même recherche d'équilibre tout en soulignant le risque d'une école au service de l'industrie qui viserait « à faire de l'enfant un manœuvre, un accessoire de la machine, au lieu d'en faire un collaborateur intelligent », un producteur auto-suffisant. Réflexion anticipatrice qui laisse à penser que l'éducation, comme le reste, ne se délègue pas et qu'une structure qui ne se propose que de conformer ne peut émanciper. Il s'agissait en fait pour la République, derrière le voile de la laïcité, d'isoler le futur citoyen à la fois de l'Eglise et du Travail, pour mieux le préparer à accepter cette République « une et indivisible » et à lui faire accepter sa fonction d'acteur docile, partageant les valeurs d'un système qu'il l'avait construit et qu'il servirait, si besoin jusqu'au sacrifice de sa vie comme la boucherie guerrière de 1914-1918 le démontra.

Une initiation à l'inégalité sociale

Une deuxième cause de rupture s'inscrit, elle, dans le cadre de l'affrontement du Capital et du Travail, mais relève d'une toute autre logique. L'école doit être close, séparée du monde réel, là encore pour protéger l'enfant des influences néfastes de l'industrie mais cette fois, la cause est acquise, l'école est républicaine et la Commune oubliée. Pour les autoritaires étatistes, elle participera à l'émancipation du travail mais dans un cadre strictement défini. Les hussards de la République ne sont-ils pas acquis depuis longtemps au progrès social ? Emancipation pensée centralement dans l'intérêt du prolétariat et mise en œuvre par une phalange disciplinée d'instituteurs. Autre manière de conformer, cette même cire molle en dépit de ses aspirations, mais cette fois au service d'un grand dessein social où l'individu doit se soumettre et disparaître face aux volontés collectives. Les déterminismes socio-économiques ne se discutent pas et le socialisme est une science !

C'est cette logique, d'après-guerre (la seconde) qui préside encore à cet enfermement de l'école sur elle-même et à la légitimation par certains de cette fermeture aux influences extérieures et à la non-inscription de l'éducation dans la société. Protéger l'enfant de la seule logique productive, parfait, mais à condition d'échapper à la logique reproductive d'un système honni. Et ce ne fut pas toujours le cas, l'école et l'éducation participant largement au maintien du système ou pour le moins d'un système autoritaire. Il s'agissait de contrôler l'école pour donner une chance au prolétaire de devenir un maillon conscient de l'avenir et du rôle historique de sa classe mais toujours dans un esprit de surdétermination pour ne pas

écrire de subordination. Esprit de subordination qui ne déplaît pas toujours aux puissants capables de délégués, car si le risque de former des « révolutionnaires » existe (politique des risques marginaux), cette école aux mains des « rouges » prépare fort bien au travail et à l'obéissance. Elle est l'outil parfait où le prolétaire de l'éducation participe (souvent inconsciemment et en toute bonne foi) à l'aliénation des futurs prolétaires de l'industrie. Que demande le patronat, sinon un outil efficace et protecteur de ses intérêts, que demander de plus qu'un outil contre productif en matière d'émancipation aux mains mêmes de ceux qui s'en réclament. L'école de la République est une machine de guerre contre le socialisme et la liberté, où les rôles et les clefs du pouvoir sont des mieux répartis dans le cadre d'un compromis historique qui ressemble, si ce n'est à une compromission, à un renoncement. Cette conception de l'éducation coupée du monde est une erreur historique, d'aucuns comptaient y préparer le prolétaire discipliné et progressiste, ils ne fabriquaient le plus souvent que des « accessoires de la machine ». Si le prêtre, l'armée et la famille sont des écoles de la soumission, l'Ecole - elle-même construite sur un savoir éclaté et disciplinaire - préparait (d'ailleurs à quoi prépare-t-elle aujourd'hui?) au travail usinier et aux tâches parcellisées des administrations, rarement à l'émancipation de la Classe, car une structure organisée autour et sur la contrainte ne prépare qu'à accepter la contrainte. L'école, si on admet cette clé de lecture, – même si elle n'a pas que cette seule fonction – est un petit laboratoire de la soumission, comme l'usine ou le bureau, elle est un espace clôt (portail, grille) enserrer dans des temps et des rythmes spécifiques (cloche, sirène), soumis à un droit original (code du travail et règlement intérieur…), à un système de classement et de sanctions locales (récompenses, primes, discipline…), à des rites particuliers (distribution des prix, médailles du travail…), soumise à une hiérarchie forte - malgré l'illusion de la liberté dans la classe - (inspecteur, contremaître…), le tout préparant au respect des autorités légitimes (instituteur, père, adjudant, patron, mari…). En bref, un tout petit monde qui initie à la vraie vie, celle où l'inégalité et l'abus de pouvoir sont la règle. Espace social doublement contrôlé qui à mon sens explique le caractère définitivement marginal des « pédagogies nouvelles ».

Pour une nouvelle association de l'éducation et de l'activité

La séparation des espaces et des temps sert les tenants du pouvoir ou ses aspirants. On ne peut concevoir une société libre qui se construit dans un environnement contraignant et dont les fins sont contradictoires avec les finalités recherchées. À société et à entreprises auto-organisées, éducation et pédagogie autogestionnaires. Il s'agit donc pour que chacun, chacune, puissent prendre part aux décisions et à l'action que les structures éducatives les y préparent. Si on veut travailler autrement, il faut apprendre et penser autrement. En d'autres termes, pour autogérer demain les organisations de travail, il faut apprendre collectivement (apprenants, personnels éducatifs, parents) à autogérer les espaces d'éducation en les réengageant clairement dans une logique locale et interprofessionnelle. Il conviendrait de réinventer, en quelque sorte une forme nouvelle et adaptée à l'époque de Bourses du travail où l'école serait en débat.

Ici s'inscrivent les projets innovants dont on débat aujourd'hui, et ici s'inscrit aussi, sauf à conserver un caractère marginal-toléré, leurs échecs relatifs. Car s'ils sont des réussites ponctuelles et très localisées et pour des collectifs d'enfants très réduits, leurs capacités de transformations sociales, sont obérées par ceux-là mêmes qui les autorisent. La volonté de rapprocher « travail et éducation » se pense dans les mêmes limites et le même champ de contraintes mais il conviendrait néanmoins d'y œuvrer car en réassociant, à l'occasion de ces innovations, les deux termes et les deux formes d'activité (apprentissage et action), non seulement, ces projets s'inscriraient dans l'esprit des « pédagogies nouvelles » mais ils participeraient d'une toute autre recomposition sociale que celle que le MEDEF insuffle et propose. Ils rapprocheraient les deux termes d'une pseudo contradiction entre éducation et production. Contrairement aux idées reçues, le travail peut nourrir l'apprentissage et la pensée et l'apprentissage peut permettre de mieux maîtriser l'action. La pédagogie en alternance, qui ne nuit en rien aux capacités d'abstraction et aux opérations hypothético-déductives, dans un espace et des dispositifs pédagogiques socialement et syndicalement contrôlés, en est une préfiguration intéressante. Une telle ambition ne peut s'appuyer que sur une pédagogie de rupture, autogestionnaire et anti-autoritaire. En ce sens comme l'écrivait, il y a déjà quelques temps déjà Jacques Ardoino, « il n'y a pas de pédagogie sans projet »! Osons donc notre pédagogie, afin de réaffirmer et d'éclairer notre projet sociétal, celle d'une société sans État, celle de l'association du Travail et de l'Apprentissage.

En bref, si on veut se réapproprier le travail, il nous faut d'abord nous réapproprier l'Éducation et tenter l'association des deux termes, avec passion, à l'instar de Charles Fourier.

Hugues Lenoir
groupe Pierre Besnard

article paru dans « Le nouvel éducateur » ICEM Freinet n° 128 avril 2001.

Vocabulaire, sens et abus de langage

Le vocabulaire est rarement neutre dans la mesure où, souvent, les mots sont obérés de sens implicites se déduisant de jugements de valeurs et de convictions philosophiques, religieuses, politiques... non explicitement énoncés. Par ailleurs, il est de plus en plus courant d'avoir recours à des abus de langage pour, en détournant des mots ou expressions de leurs sens véritables, prononcer, mais sans le dire, des jugements de valeur au nom de convictions philosophiques, religieuses, politiques... J'en donnerai ci-après quelques exemples.

Vocabulaire et sens

Athée, athéisme, incroyant, incroyance, non-croyant, non-croyance, mécréant, mécréance, agnostique, agnosticisme... autant de mots formés par l'adjonction d'un préfixe négatif à une racine. En ceci, rien à dire du point de vue de la grammaire. Pourtant, au plan sémantique, de telles constructions sont lourdes de sens, de sens obérés de présupposés et de jugements de valeur idéologiques.

En effet, cette adjonction d'un préfixe négatif signifie que, d'une part, ces constructions linguistiques sont des extensions ou, plus précisément, des destructions de ces bases, de ces fondations/fondements que sont les racines révélant ainsi leur incapacité à se nommer/définir comme catégories autonomes et, que, d'autre part, les catégories désignées par les racines sont la norme, la normalité, les nouvelles catégories ainsi construites par opposition n'étant que la dé/ré-duction des premières et, par conséquent, leur déviance, leur dégénérescence, leur monstruosité... comme autant de manifestations de l'anormalité. Autrement dit, dans le premier cas on est dans l'a priori, l'essence, la spiritualité et la normalité alors que dans le second on est dans l'a contrario, l'existence (voire la quiddité), la matérialité (au sens vulgaire et péjoratif du terme) et l'anormalité.

Si, par esprit soit de provocation (comme les libertins du XVIII[e] siècle ou des paillards modernes comme Brassens, Brel...) des bonnes consciences bourgeoises et du conformisme intellectuel qui en résulte, soit de révolte/combat contre l'ordre établi de croyances et de morales qui, se voulant dominantes au sens de normales, oublient trop facilement – malgré toutes les repentances carnavalesques auxquelles il peut leur arriver de se livrer – les assassinats, massacres, génocides, éthnocides..., les interdits dogmatiques, les insultes à la raison ou même, plus simplement, à la sagesse du bon sens commun, les dénis d'esthétique... auxquelles elles se sont joyeusement livrées depuis leur origine et auxquelles elles continuent de se livrer sous des formes plus subtiles, plus rusées, plus... marketing, il m'arrive souvent de revendiquer et de clamer mon athéisme, il n'en demeure pas moins que cette question de sens me pose problème au double point de vue de la philosophie et de l'éthique.

En effet, je me refuse à considérer et admettre que je suis a-normal du seul fait que je suis athée. Au contraire, pour moi, être athée, avant d'être une position philosophique, éthique et subséquemment, politique – prise et assumée au terme d'une réflexion raisonnée, est, tout simplement, un état naturel conforme à cette condition qui est la mienne, à savoir celle d'un être vivant appartenant à un écosystème universel et qui, issu de l'animalité a évolué vers l'humanité? état différent du règne strict de l'animalité sans que cette différence n'emporte une quelconque supériorité –, c'est-à-dire vers une forme de vie, individuelle et collective, douée de conscience (de soi et des autres), de raison et donc de libre arbitre en mesure de poser sa condition de vie comme un mode, un projet, de vie : l'humanisme.

C'est pourquoi, je suggère que nous nous efforcions de faire œuvre de linguistes pour substituer aux mots/concepts dont il s'agit des mots/concepts autonomes nommant/signifiant leurs objets per se et non plus a contrario.

Dans cette attente, je propose d'utiliser le terme de libre penseur pour athée et d'humanisme pour athéisme.

Du licenciement préventif...

Voici à présent une nouvelle expression apparue il y a peu sur la scène médiatique: le licenciement préventif.

En droit, un licenciement est une rupture du contrat de travail sur l'initiative de l'employeur. Toujours en droit, on ne connaissait jusqu'à présent et on ne connaît toujours que le licenciement économique, le licenciement disciplinaire et le licenciement pour cause personnelle.

Le licenciement préventif obéirait à des motifs économiques et ne serait donc pas une réelle innovation. A voir...

En pure logique économique– et, plus précisément, capitaliste, même assorti du qualitatif libéral– le licenciement économique apparaît comme une contrainte, purement économique, consistante en l'obligation de réduire le coût du travail par une diminution, totale ou partielle, des effectifs afin de permettre à l'entreprise concernée, financièrement déficitaire ou soumise à une concurrence commerciale insurmontable ou incontournable autrement, de recouvrer un excédent d'exploitation (duquel se déduit le... profit) ou de préserver, voire accroître sa part de marché et, dans les deux cas, de ne pas déposer le bilan, c'est-à-dire de cesser d'exister du double point de vue économique et juridique.

Notons que, bien que fondé en logique strictement économique, le licenciement économique n'émarge pas moins à une certaine irrationalité économique. Ainsi, souvent, la réduction de coût effectuée porte sur un seul paramètre de l'équation d'entreprise : le travail, alors que d'autres coûts, dont on pourrait s'interroger sur la pertinence et la nécessité toujours en pure logique économique, ne sont pas réduits.

Autre constat: la plupart du temps ce sont les emplois productifs – encore une fois au plan strictement économique– qui sont supprimés alors que d'autres emplois, non nécessaires à la production sont maintenus, ce qui, sauf s'il y a par ailleurs de véritables gains de productivité, entraîne une diminution de la capacité de production et donc de vente et, par conséquent, une diminution de la compétitivité et de la profitabilité de cette même entreprise.

Relevons également que cette approche/justification du licenciement économique repose sur une équation simpliste et non économiquement fondée: travail = coût alors que l'une des principales ressources d'une entreprise est constituée

de son personnel – de l'exécution à l'encadrement – et que, toujours économiquement parlant, toute perte de ressource est nécessairement un appauvrissement.

D'autres exemples d'irrationalité économique pourraient être donnés au sujet du licenciement économique mais notre propos n'est pas là.

Revenons à cette notion de licenciement préventif. La prévention peut se définir comme l'ensemble des dispositions prises pour empêcher la survenance d'un risque identifié et reconnu comme néfaste.

Que veut donc prévenir un licenciement préventif? Une baisse de la productivité et, de ce fait, de la compétitivité et de l'excédent d'exploitation? La survenue d'un nouveau concurrent particulièrement agressif et dangereux? Une aggravation de la situation générale de la concurrence? Une baisse ou une perte de part de marché, voire du marché dans sa totalité en raison de l'obsolescence des produits vendus ou de tout autre motif? Une baisse de la profitabilité et, plus précisément, du taux du profit et, encore plus explicitement, du profit net d'impôt?... Non. Rien de tout cela. Le licenciement préventif veut préserver, voire améliorer un... différentiel. De quoi s'agit-il?

... à la logique boursière

Actuellement, la logique économique dominante n'est plus celle ayant présidé à l'élaboration de la théorie/doctrine du libéralisme du XIX[e] siècle pour laquelle l'économie (qualifiée en outre de politique) était une réalité globale réunissant non seulement toutes les activités économiques (de production, de transformation, de transport...) mais également toutes les fonctions – ou politiques managériales – existant au sein des entreprises (technique, administratif, commercial...) et qui, en outre, ne faisait pas de distinction entre le micro-économique, l'entrepreneur, le consommateur... – et le macro-économique, l'économie nationale et même internationale –, la somme d'intérêts individuels ne pouvant, grâce à la main invisible du marché, que concourir à l'optimisation de l'intérêt général.

Or, de nos jours, de générale, globale l'économie est devenue... essentiellement financière et, plus précisément boursière. Ce qui compte donc désormais c'est la capitalisation, c'est-à-dire la valeur boursière des entreprises. Or, la capitalisation boursière d'une entreprise ne se fonde pas tant sur le taux de profit de cette entreprise que sur le taux de rendement boursier des titres boursiers de cette même entreprise.

Un tel taux n'est pas apprécié en soi, notamment relativement à son évolution dans le temps ou, plus accessoirement, dans l'espace. Il ne l'est pas non plus relativement à des taux similaires, c'est-à-dire à ceux d'entreprises en tous points comparables. Non, cette appréciation se fait par rapport à ce que l'on appelle improprement une tendance et qui, en fait, est une moyenne d'autant plus fluctuante qu'elle est calculée au jour le jour.

Sous la pression, effective ou supposée, de ses actionnaires, un chef d'entreprise va donc chercher à faire en sorte que l'écart entre le taux de ses titres et celui de la tendance soit le plus faible possible ou, mieux encore, que la valeur du taux de ses titres soit supérieure à celle de la tendance.

Cet écart est le différentiel sur lequel le chef d'entreprise a le regard rivé. Et si l'évolution du différentiel n'est pas favorable alors il procèdera à... des licenciements préventifs qui n'ont d'autre finalité préventive que de freiner cette évolution et, si possible, de l'inverser.

Plus que jamais, la clause – toutes choses égales par ailleurs – des économistes du XIX[e] siècle est mise en avant pour justifier la décision prise relativement à un seul paramètre de l'équation, en l'occurrence le facteur travail, sans même essayer de faire (d'abord) varier les autres paramètres!

Les tenants du licenciement préventif, qui participe d'une logique purement spéculative et d'un calcul à très court terme, m'impose une image: celle d'un marcheur devant traverser un désert et qui, pour pouvoir marcher plus vite et arriver plus tôt, se délesterait de toutes ses réserves au motif que c'est là un fardeau (coût au regard de l'effort à fournir!) inutile puisque, en l'instant précis,... il n'a pas soif!

La notion de laïcité abusée

J'en viens à présent à un autre abus de langage: la notion de laïcité ouverte qui, en raison d'une modernité bien comprise (d'un modernisme, d'un progressisme...) serait, au minimum, le dépoussiérage de principes, de valeurs mais aussi du droit ayant présidé à la fondation de la laïcité républicaine et, à l'optimum, la véritable refondation d'une laïcité nationale (et donc exceptionnelle) à l'aune de l'Europe et, singulièrement, de la spiritualité européenne.

Par principe, la laïcité est universelle. Elle est donc effectivement fermée à toutes les ingérences et, a fortiori, mainmises particulières. Cette universalité et ce refus de la particularité sont les garants des droits fondamentaux que sont la liberté (de conscience, d'expression...) et l'égalité.

Les tenants d'une ouverture de la laïcité sont, en fait, les tenants d'un droit qui serait reconnu à des particularités d'investir le champ de l'universalité pour, à terme, pouvoir y exercer une position sinon dominante, du moins privilégiée (censeur moral, par exemple!).

Il est remarquable que l'ouverture ainsi revendiquée n'est pas... universelle mais, bien au contraire, sélective.

Ainsi, si les clercs et laïcs des religions monothéistes établies (christianisme sous ses formes catholique et protestante, judaïsme et islam) revendiquent le droit d'investir la laïcité et, par delà, la République et ses institutions – à commencer pas l'école –, ils dénient ce même droit aux clercs et laïcs des sectes qui ne sont jamais que des religions non encore établies même si pour certaines, en certains lieux, elles sont en train de le devenir!

De nombreux croyants ont admis que la laïcisation de la société était la libération absolue non seulement de la société – le corps social dans sa totalité ainsi que ses institutions, son Droit... – à l'égard de tout pouvoir absolu, qu'il soit civil ou religieux, mais, aussi et surtout, des individus et, partant, des religions elles-mêmes.

Réengager une critique radicale

Parce qu'elle implique l'intrusion du particulier dans l'universel et explicite le risque majeur de la subordination de l'universel au particulier, la notion d'ouverture de la laïcité n'est pas seulement un abus de langage: elle est l'expression d'une projet politique, réfléchi, organisé, méthodique, systématique, de délaïcisation de la République et donc, plus globalement, de la société.

Au minimum, le dépoussiérage, la modernisation, l'actualisation... de la laïcité est une lente dégénérescence de la République en autant de communautés.

À l'optimum, la refondation de la laïcité n'est pas autre chose que la restauration d'un ordre ancien qui, fondé sur la confusion/collusion des pouvoirs politique et religieux et réinstitué par un véritable coup d'État, serait l'assassinat de Marianne, c'est-à-dire de la République.

Dans les deux cas, c'en est fini des Droits de l'Homme et du Citoyen et de ces droits fondamentaux que sont la Liberté et l'Égalité.

D'autres exemples auraient pu être pris à profusion. Il ne s'agissait cependant pas de tenter d'en dresser une liste exhaustive mais, plus modestement, d'attirer l'attention sur le fait que le choix et l'utilisation de mots et d'expression ne sont pas forcément innocents et que, de même qu'il est nécessaire, au nom de l'humanisme, de réengager la critique radicale de la religion, il est tout autant nécessaire, en tant que militant des droits de l'homme et du citoyen, de critiquer et de dénoncer tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, en raison d'intentions inconscientes ou volontairement cachées, constitue l'immédiat ou peu constituer à terme une atteinte à ces mêmes droits.

J-C. C

Du conditionnement au viol Violences multiformes du patriarcat

Le patriarcat est un système où le pouvoir politique, économique et social est organisé par et pour les hommes. Il se caractérise par la mise sous tutelle, la dépendance, la discrimination et l'oppression des femmes et, dans une moindre mesure, des hommes qui ne participent pas ou mal à cette oppression. La logique patriarcale est une logique universelle, Si elle atteint son paroxysme dans des sociétés telles que celle engendrée par les talibans, ce système de domination masculine est à l'œuvre dans le monde entier, perpétué par des hommes et des femmes qui n'en sont pas toujours conscient-e-s. Comme tout système de domination, il se maintient par la violence, parfois visible, souvent diffuse.

Pour le sociologue Yves Michaud, la violence est « une action directe ou indirecte, massée ou distribuée destinée à porter atteinte à une personne ou à la détruire, soit dans son intégrité physique ou psychique soit dans ses possessions soit dans ses participations symboliques. » La violence directe est celle de ceux et celles qui excisent, brûlent vives, violent, torturent... La violence indirecte, celle de ceux qui lancent des fatwas contre telle écrivaine féministe. La violence peut être massée ou distribuée, c'est-à-dire immédiatement perceptible ou pas. La barbarie est la même quand on lapide une femme ou quand on la condamne à une mort certaine en lui interdisant de travailler ou d'avoir accès aux soins hospitaliers (comme c'est le cas aujourd'hui en Afghanistan). Dans le second cas cependant la violence est plus diluée, moins évidente.

Enfin la violence patriarcale est avant tout une violence symbolique. Cette violence symbolique est celle que l'on rencontre lorsqu'un « pouvoir parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force ». Ces procédures de violences symboliques aliènent l'individu-e et et provoque sa mort sociale. Elles sont presque abstraites parce qu'inaperçues et assimilées. Elles supposent une sorte de « complicité » entre le dominant et le dominé (la dominée en l'occurrence) qui reconnaît implicitement le pouvoir exercé sur lui. Cette forme de violence peut par son action toucher l'individu-e dans toute sa dimension physique, psychique et intellectuelle et entraîner un sentiment d'infériorité, d'incapacité, voire de culpabilité.

La violence patriarcale atteint les femmes dans leur corps

La violence patriarcale est donc multiforme (physique, psychologique, sexuelle, sociale, économique...). Elle s'exerce dans tous les domaines de la vie des femmes, dans la sphère privée comme dans la sphère publique ou au travail. Elle s'attaque à leur corps comme à leur conscience.

Le patriarcat atteint les femmes dans leur corps de bien des manières. Il serait illusoire de vouloir dresser une liste exhaustive des maltraitances dont elles peuvent être l'objet: viol, agressions physiques, lapidation, excision, meurtre... L'appropriation du corps des femmes reste un des fondement de ce système d'oppression. Cela passe par le mariage et la maternité forcés, par le contrôle de la sexualité féminine (par l'exigence de virginité par exemple), par la négation de leur droit à exprimer un « désir agissant », par le cantonnement au rôle de femme-objet du désir de l'homme. Cette réification peut aller jusqu'à la marchandisation du corps des femmes. C'est concrètement le cas pour la prostitution. Ça l'est symboliquement avec la publicité. De nombreuses pubs contribuent à renforcer l'idéologie de domination et normalisent les violences en les banalisant.

Ces sévices sont souvent tus par les femmes elles-mêmes. Pourtant, selon l'Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (Enveff), dont les premiers résultats ont été publiés en décembre 2000, une femme sur trois en a été victime. Dans la grande majorité, il s'agit de violence patriarcale.

Ainsi, 10% des femmes ont subi des violences conjugales au cours des 12 mois précédant l'enquête. Ces violences vont de l'insulte à la tentative de meurtre, en passant par les pressions psychologiques, le harcèlement moral, les menaces, l'humiliation systématique, le chantage affectif (menacer de s'en prendre aux enfants par exemple), la violence économique (empêcher d'avoir accès aux ressources), les viols et autres pratiques sexuelles imposées, les séquestrations et les agressions physiques... Toutes les femmes, quelles que soient leur origine sociale, sont également touchées. Mais les plus jeunes sont bien plus concernées que leurs aînées (15% des 20-24 ans). Notons que les violences faites aux femmes au sein de la sphère privée ne sont pas toutes « conjugales »: il s'agit également de celles qui sont perpétrées par les parents à l'encontre de leurs filles ou par les frères à l'encontre de leurs sœurs. Enfin, l'enquête ne prend pas en compte le fait que de nombreuses femmes soient ravalées au rang d'esclaves domestiques.

La violence sexuelle

Il n'est pas étonnant que, parmi ces violences de la sphère privée, les violences sexuelles aient une part importante. Le préjugé qui veut que l'agression sexuelle soit le fait de malades mentaux ne pouvant contrôler leurs pulsions est infondé. Bien au contraire, le viol est un des outils les plus efficaces du système de domination patriarcale. Ce qui sous-tend le passage à l'acte du violeur, c'est d'abord la volonté de soumettre plus qu'un désir sexuel irrépressible. Aussi il n'est pas étonnant que les guerres et les occupations militaires s'accompagnent souvent de viols en masse.

De même, les abus sexuels en prison ont pour principale fonction de structurer les rapports de domination et de soumission. Il y existe un pacte secret entre détenus et surveillants, fondé sur un ensemble de valeurs homophobes, sur une certaine

représentation des femmes et de leur rôle. Dès lors il s'agit d'être viril, fort et craint. Pour cela, une part importante des détenus s'emploient à soumettre les faibles et les anormaux, ceux qui ne montrent pas assez de qualités viriles. Les « pointeurs », les homosexuels, mais aussi les jeunes, les faibles psychologiquement ou physiquement, sont traités comme des femmes pour affirmer plus encore la virilité des abuseurs. Ils sont contraints d'effectuer les tâches ménagères au sein de la cellule, subissent des abus et des humiliations de toutes sortes…

En 1999, toujours selon l'Enveff, entre 31 700 et 63 500 femmes ont été victimes de viol en France. 11,4% des femmes ont subi une ou plusieurs agressions sexuelles au cours de leur vie. Moins de 5% des victimes ont entamé une démarche de dénonciation, encore moins quand l'agression a été perpétrée au sein de la sphère privée.

La violence symbolique

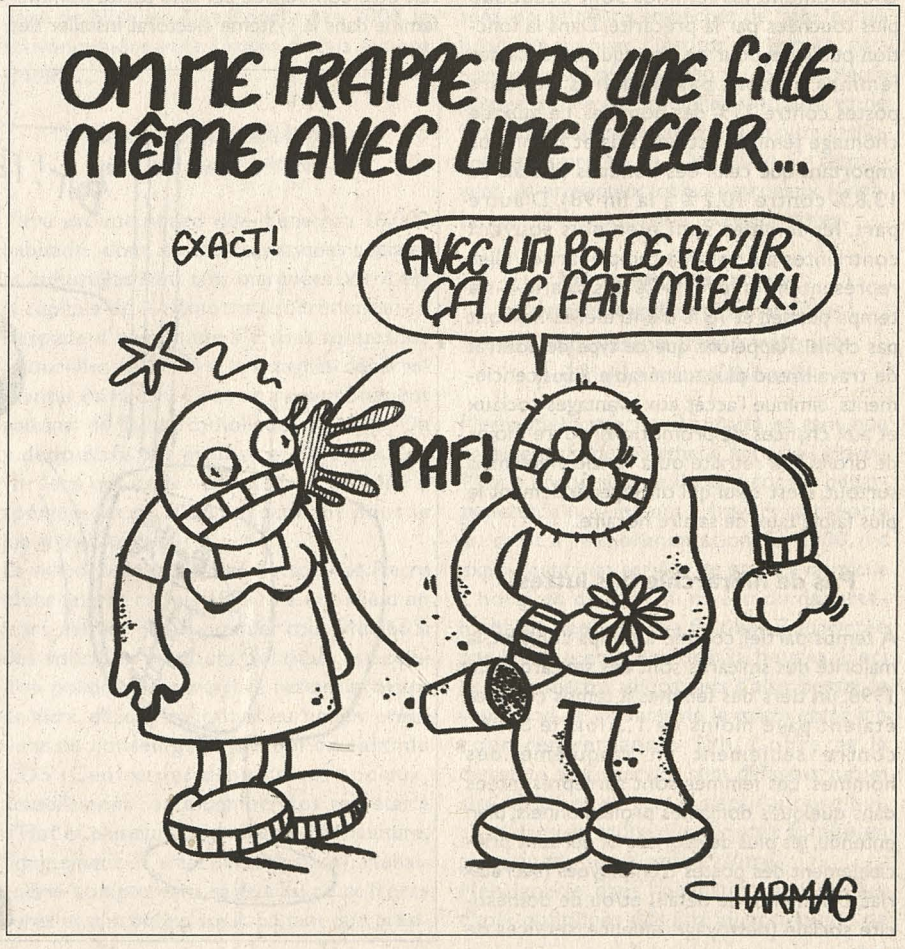
Ce silence des femmes sur les agressions dont elles sont victimes n'est guère étonnant. Il est le résultat de l'acceptation implicite de la domination patriarcale. La plus insidieuses de ces violences est en effet la violence symbolique. Celle-ci s'exerce avant tout par le conditionnement auquel nous sommes tous et toutes assujetti-e-s. Ce formatage des consciences, avec les religions comme fer de lance, nous a permis d'intérioriser ce que doivent être un homme et une femme. Le système patriarcal s'insinue jusque dans l'inconscient collectif féminin et masculin et détermine nos comportements les plus courants et les plus intimes. Les rôles sociaux sont donc définis par le sexe et nous l'apprenons dès notre naissance. Le conditionnement patriarcal, c'est pour les petites filles l'apprentissage de la passivité, de la séduction et de la soumission systématique, pour les petits garçons celui de la compétitivité, de l'agressivité et de la force physique obligatoire. L'inégalité des sexes est ancrée dès le plus jeune âge. En effet, la féminité et la virilité sont apprises très tôt jusque dans les postures physiques : minauder pour les filles, s'affirmer pour les garçons. Cela entraîne des constructions de personnalité très différentes : une fille apprend très tôt qu'il faut sourire et séduire pour obtenir.

Nous avons intériorisé que la place de la femme est moindre que celle de l'homme et nous expliquons le monde qui nous entoure en fonction de ces schémas. Aussi, si l'on montre à des enfants (garçons ou filles) la photo d'une femme et d'un homme en blouse blanche et qu'on leur demande de qui il s'agit, ils répondent pour l'homme que c'est un médecin pour la femme que c'est une infirmière. Avec un attaché-case, c'est un directeur et une secrétaire. Les adultes fonctionnent de la même manière. En présence d'un homme et d'une femme, ils prêteront à priori la compétence physique ou intellectuelle à l'homme. Malheureusement, l'éducation que nous recevons rend parfois vrais ces présupposés. Ainsi les petites filles reçoivent des poupées et des balais pour se préparer à leur future condition de mère et de ménagère, alors que les petits garçons reçoivent des pistolets. Pire encore, les jouets qui stimulent les apprentissages intellectuels (legos, mécanos…) sont plus souvent offerts aux petits garçons.

À l'école, il a été montré que les enseignants (hommes ou femmes) donnait plus souvent la parole aux garçons qui sont donc plus stimulés. Ce phénomène devient de plus en plus criant au fur et à mesure que l'on avance vers l'université. Les bacs dévalorisés sont pour les filles, les filières scientifiques l'apanage des garçons. De même, il y a plus de garçons que de filles qui font des études longues. Entendons-nous bien ! Les filles n'ont pas moins de capacités intellectuelles que les garçons, la bosse des maths n'est pas dans le chromosome Y. Mais les filles et les enseignant-e-s ont intégré l'équation fille = nulle en maths. Quand les difficultés apparaissent, moins d'efforts sont déployés pour les dépasser. L'équation est finalement démontrée.

Cette éducation genrée a des conséquences profondes sur le développement des individu-e-s. Les adolescentes par exemple ont globalement une moins bonne estime d'elles-mêmes que les adolescents. Ceci perdure à l'âge adulte. Le système d'oppression est bien enraciné dans les consciences, d'autant plus que le conditionnement patriarcal est sans cesse renforcé par tout ce que nous vivons, lisons, voyons ou entendons. Même le langage participe à la construction du schéma de domination : le féminin y a très peu de place, les mots qui désignent une femme ou un homosexuel deviennent des insultes… Pub, médias, tout concourt à nous imposer des normes physiques et comportementales particulièrement contraignantes et parfois dangereuses. L'exigence d'extrême minceur, par exemple, peut conduire à des maladies mentales comme l'anorexie (maladie presque exclusivement féminine, occidentale et contemporaine).

Les femmes ont tellement intériorisé cette nécessité de correspondre que certaines en arrive à accepter de subir ou de s'auto-infliger



des souffrances corporelles : s'interdire de dormir ou s'obliger à avoir froid pour brûler des calories par exemple. Par ce conditionnement perpétuel, le patriarcat réussit à imposer comme légitime son idéologie en occultant le rapport de force sur lequel il est fondé.

La violence économique

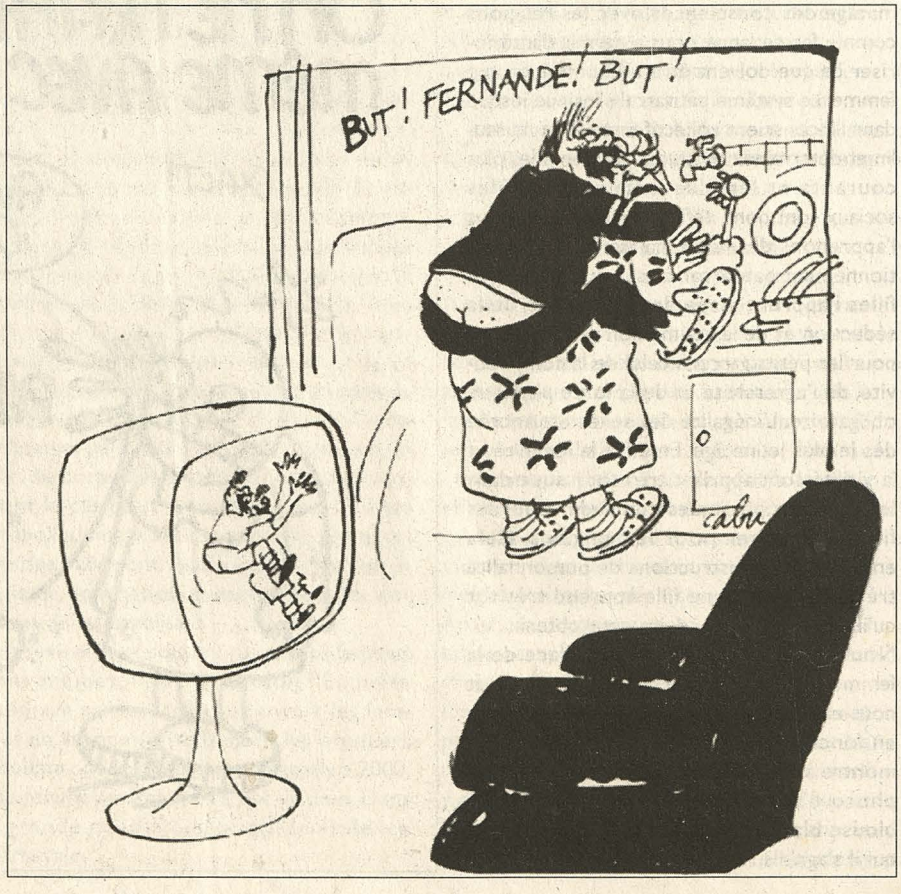
Après avoir malmené les femmes dans leur intégrité physique et psychique, après les avoir enfermées dans un moule comportemental, le patriarcat dispose d'un ultime moyen de pression pour assure sa contrainte : les priver de ressources. Ainsi, dans plusieurs pays du monde, les femmes n'ont pas, ou quasiment pas, accès au travail salarié. Quand elles l'ont, il n'est pas rare que leur salaire soit directement versé au mari. Ailleurs encore, elles n'ont pas la possibilité de posséder en leur nom propre, ou sont exclues de l'héritage. La loi coranique, par exemple, permet qu'une veuve se voie privée de moyens de subsistance au profit de son fils et ce, même s'il lui reste dix filles à nourrir.
En France aujourd'hui encore, l'écart salarial entre hommes et femmes à diplôme et expérience professionnelle égaux reste très important : il était de 27,2 % en 1998. Globalement, les femmes sont beaucoup plus touchées par la précarité. Dans la fonction publique, pour ne citer qu'elle, 31 % des femmes ne sont pas titulaires de leurs postes contre 23% des hommes. Le taux de chômage féminin est une fois et demi plus important que celui des hommes (il était de 13,8 % contre 10,2 % à la fin 98). D'autre part, les femmes sont bien plus souvent contraintes au travail à temps partiel. Elles représentent en effet 84 % des salarié-e-s à temps partiel, et 75 % d'entre elles ne l'ont pas choisi. Rappelons que ce type de contrat de travail rend plus vulnérable aux licenciements, diminue l'accès aux avantages sociaux et aux chances de promotions, ouvre moins de droits à la retraite ou à l'ancienneté, mais surtout, il est celui qui offre généralement le plus faible taux de salaire horaire.

Pas de hiérarchie des luttes !

À temps partiel, comme à temps complet, la majorité des smicards sont des smicardes. En 1996, un tiers des femmes à temps complet étaient payé moins de 1,3 fois le SMIC, contre seulement un cinquième des hommes. Les femmes sont surreprésentées dans quelques domaines professionnels, bien entendu, les plus dévalorisés et qui sont principalement des postes d'employées (secrétariat, commerce de détail) et/ou de domesticité sociale (nettoyage, enfance, services de restauration et d'hôtellerie, santé, aide sociale). Même face à l'oppression capitaliste hommes et femmes ne sont pas égaux.
Bien qu'il se fasse sentir de manière plus aiguë ici ou là, le patriarcat est le même partout. Il y a donc nécessité de le combattre mondialement. Condamner les talibans, les exciseuses, les intégristes de tout poil... ne doit pas être un prétexte pour se voiler la face. La lutte contre le patriarcat passe bien sûr par la revendication d'un statut de demandeuse d'asile pour les femmes qui fuient des violences patriarcales, mais elle passe aussi par la résistance au quotidien contre le sexisme ordinaire. La violence engendrée est la même ici ou ailleurs. Elle est plus ou moins larvée, c'est tout.
Les combats contre le patriarcat et contre le capitalisme doivent se mener de front, car il est vain de croire qu'en brisant l'un on abattra l'autre. Le patriarcat s'accommode très bien du capitalisme. Ils se renforcent même mutuellement. Mais ils peuvent aussi se passer l'un de l'autre. On a vu plus d'une société non capitaliste, mais aucune société non patriarcale n'a existé de manière avérée.
À l'inverse, penser que l'on « humanisera » le capitalisme par l'égalité des sexes est un leurre. De même, l'oppression de l'Etat ne saurait être compensée par une parité homme-femme dans le système électoral. Installer des députées à la place des députés, des « ministresses » à la place des ministres, des préfettes à la place des préfets, n'y changera rien. Pire, cela permettra, d'évacuer le problème du sexisme ordinaire, de laisser la situation empirer de jour en jour, en donnant bonne conscience aux classes dirigeantes. En Suède, où la parité est depuis longtemps un état de fait, les violences conjugales et les meurtres de femmes sont en constante augmentation. Une certaine catégorie de femmes a certes pu accéder au pouvoir, mais la situation n'a pas changé pour les femmes de ménages et toutes les oubliées de la bataille pour la parité.

Anne Turlure
Groupe de la Métropole lilloise

Sources :
Yves Michaud, article Violence, *Encyclopaedia Universalis*
Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*
Selon D. Weltzer-Lang, les détenus opèrent une distinction entre les « violeurs normaux » et les pointeurs. Ceux-ci sont les détenus pour délit sexuel envers les enfants, les femmes âgées et les personnes handicapées.
Daniel Welzer-Lang, Lilian Mathieu, Michael Faure : *Sexualité et violences en prison.*
Kellerhals, Montandon, Ritschad et Sardi : le style éducatif des parents et l'estime de soi des adolescents, *Revue française de sociologie*, juillet septembre 1992
Luttes féministes et combat libertaire, O.C.L., 1998.



Transport gratuit : c'est possible !

Depuis le Premier Mai 2001, la municipalité de Vitré (Ille-et-Vilaine) a mis en place une mesure socialement intéressante et que les anarchistes prônent depuis longtemps : la gratuité des transports en commun. Cette gratuité s'applique en l'état au réseau de bus municipaux, géré par la T.A.E. (Cariane, filiale de la SNCF).

Transports gratuits : rupture ou continuité ?

Le transport gratuit présente de nombreux précédents : en Wallonie, la ville de Mons a son réseau de bus intra-muros gratuit. En région parisienne, la ville d'Issy-les-Moulineaux avec son député-maire UDF André Santini l'a également mis en place pour son modeste réseau (TUVIM) de 3 lignes de bus assurant la liaison inter-quartier et permettant la jonction avec les autres transports en commun (les payants !) : le tram Val de Seine, le RER C, la gare SNCF, le métro et les autres bus.

Certaines municipalités l'ont instauré très ponctuellement dans le cadre d'opérations de désengorgement du centre-ville : à Vannes, depuis plus de 6 ans, tout l'été, une navette réalise 38 aller-retours par jour entre le centre-ville et les vastes parkings du parc des expositions (5 km), la circulation et le stationnement en ville étant de fait impossibles à cause de la trop grande concentration de population. A Groningue, aux Pays-Bas, des aménagements de « Park & Ride » ont été installés sur la périphérie de la ville. Ils offrent du stationnement pour les voitures et pour vélos, et on peut y prendre un bus gratuit pour le centre-ville. Dans le cadre d'opérations anti-pollution, la gratuité du transport en commun est parfois assurée : journée sans voiture à Poitiers, lors de grands pics de pollution à Paris.

Souvent, le transport gratuit est mis en place pour faciliter l'accès aux grands centres commerciaux, où la consommation est garantie à l'avance : à Romans, dans la Drome, McDonald offre le bus gratuit aux lycéens qui viennent manger. Souvent, les parkings sous-terrains des galeries marchandes situées en centre-ville sont gratuits pour la durée de l'achat ou en échange du ticket de caisse.

Le transport en commun est également gratuit dans des zones à très fortes concentration humaine où la rentabilité est d'ores et déjà assurée : système de navettes dans les stations de sports d'hiver, entre le centre-ville et les boîtes de nuit en province, entre les aérogares d'un même aéroport, entre la gare de Compiègne et les différents pôles de l'Université Technologique de Compiègne (Université privée). Lors du sommet européen de Nice les 7 et 8 décembre 2000, le stationnement et le réseau de bus étaient gratuits…

Dans ces conditions, quoi de neuf à Vitré ?

Vitré est une petite ville d'environ 16.000 habitants, dont les caractéristiques sociales et culturelles sont très marquées : Vitré est la capitale de la démocratie chrétienne : en l'espace d'une année s'y sont tenues les « Journées de la foi », le congrès départemental de la CFTC, et un rassemblement national de Jeunes catholiques militants. On y dénombre pas moins de 4 églises. Les vitréens ont également eu droit à l'édition spéciale locale d'un autocollant pour le Jubilé de l'An 2000 !

La ville de Vitré est le fief électoral de Pierre Méhaignerie depuis 1977. Il a été réélu en mars dernier dès le premier tour avec 66% des voix. Son parcours politique est celui d'un politicard d'envergure nationale : maire de Vitré, député français et européen, président du conseil général, chef de parti du CDS (Centre des démocrates sociaux, actuellement Force démocrate), secrétaire d'Etat et plusieurs fois ministre (Agriculture, Equipement et transports, Justice). Méhaignerie compte dans sa famille deux frères curés et une bonne sœur. En tant que président du conseil général, il est à l'origine du Campus privé de Ker Lann à côté de Rennes. De plus, il est actuellement impliqué dans une affaire du détournement d'argent public (400000 F) au profit du CDS dans le cadre de l'attribution des marchés publics des lycées d'Ile-de-France.

Ses grands chevaux de bataille théoriques sont le « contrôle de la dépense publique » et la « décentralisation » via l'interrégionalité. Il milite pour l'intercommunalité, pour le Sénat des communautés de communes, pour des régions fortes dans une Europe fédérale et pour une représentation des intérêts privés au sein des organismes décisionnels dans le cadre de la création des « pays ». En ce sens, on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement avec l'institut de Locarn, surnommé le « Davos Breton ». Cette école de pensée située en Bretagne intérieure est le bras armé théorique de la droite dure catholique (très proche de l'Opus Dei). S'y retrouvent les principaux lobbys patronaux (Glon, Le Lay…) réactionnaires et régionalistes.

De la récupération d'une revendication sociale à l'expression d'une volonté politique nauséabonde

Pierre Méhaignerie a souhaité en tant que président du département, faire de l'Ille-et-Vilaine une vitrine de l'action sociale départementale notamment à travers sa théorie du droit à l'expérimentation. En 2000, il a expérimenté un service de garde à domicile à horaires décalés au niveau du département, en réponse à la flexibilité apportée par la mise en place des 35 heures. Ceci pour permettre aux parents d'aller bosser le week-end, et en semaine le matin avant 8 h pour rentrer après 19h. L'offre et la demande de ce service sont diffusées sur un site Internet en temps réel. Aujourd'hui, c'est dans ce cadre que s'inscrit la mise en place du transport gratuit à Vitré.

Méhaignerie, dans l'obligation de faire des choix politiques dûs à la loi anti-cumul de

mandats choisira ainsi de se présenter à Vitré pour délaisser le département, dont il était président. Et pour cause: la commune est l'échelle humaine lui permettant de mettre en pratique ses théories de décentralisation qui cachent très mal la volonté de casse des services publics et des acquis sociaux. Dans ce cadre, le transport gratuit est le cache-sexe de sa politique antisociale.
À titre d'exemple, à Vitré, le taux de chômage est le plus bas de Bretagne: 4,7%. Et pour cause, on y compte une agence d'intérim pour 1778 habitants! Soit 3 fois plus en proportion que la grosse ville voisine de 35 kilomètres, Rennes, qui compte une agence d'intérim pour 5555 habitants. De même, l'usine « Mitsubishi Electric » de production de téléphones portables a touchée des millions de francs d'argent public pour s'implanter sur le territoire de la communauté de communes du bocage vitréen. Depuis Janvier 2001, ce sont 920 employés (sur un total de 2000) de cette entreprise qui ont été licenciés, tous salariés d'entreprises de travail temporaire. Dernier exemple de la politique sociale-catholique qui détermine la vie des habitants de la commune: la discrète famille Rozé, propriétaire de la Société Vitrénne d'Abattage (SVA, premier abattoir français, CA: 3,5 milliards de francs), est la 343e fortune de France. Elle procède à une exploitation éhontée de ses salariés: les conditions de travail y sont particulièrement déplorables.

La mise en place du transport gratuit à Vitré

En 1978 la municipalité de Vitré décide la création d'un service urbain. C'est une ville très dense avec plus de 5000 habitants au km^2. Le centre-ville est donc très rapidement saturé de véhicules en heure de pointe. Au niveau financier, l'exercice est simple: le réseau coûte 1,30 million de francs par an pour 150000 F de recette apportés par la billetterie. Le réseau se compose de 8 lignes de 6h45 à 19 h15 sur cette commune de 16000 habitants sur 3 km_. Avant cette opération, les bus roulaient quasi-systématiquement à vide, y compris en heure de pointe, le centre-ville étant par contre surchargé en véhicules. À noter également qu'une piscine privée pharaonique a été construite en pleine campagne à plusieurs kilomètres du centre, l'entrée étant fixée à 23 F plein tarif (après que la municipalité ait fermé la piscine publique, dans le centre-ville, dont l'entrée était à 15 F). Il convenait donc d'amener bon nombre d'amateurs de plongeons à cette piscine: une ligne de bus a ainsi été spécialement créée... Depuis que la gratuité a été instaurée, un comptage réalisé fin mai a recensé 450 à 500 personnes les jours scolaires, soit une augmentation de 80 à 100%, et près de 200 personnes le week-end. Les pics interviennent essentiellement le matin de 7h45 à 8h30 et le soir de 16h30 à 17h30 avec les scolaires. L'objectif de l'opération consiste à réduire les entrées des voitures en ville aux périodes des entrées et sorties des classes. Parmi les utilisateurs actuels, un sondage effectué par la municipalité indique qu'un tiers des utilisateurs prenait le bus auparavant, un autre tiers se déplaçait à pied, et le dernier tiers prenait sa voiture.
Ce sont donc en priorité les personnes âgées et les scolaires qui utilisent davantage le bus qu'avant, nous disent les médias. Or ces deux catégories de population n'ont que peu ou pas le permis de conduire, elles prenaient donc déjà auparavant le bus pour la plupart ou bien se déplaçaient à pied dans un centre-ville peu étendu, selon leurs moyens financiers (la fréquence des bus n'a pas été modifiée). Le bus est donc d'autant plus attractif qu'il est gratuit et que les finances de l'usager sont faibles. Les « études » officielles faites jusqu'à présent ne portent pas sur la catégorie sociale à laquelle les nouveaux usagers appartiennent. Est-ce vraiment un hasard? S'il était démontré par ces études qu'une personne à bas revenus prend davantage le bus depuis qu'il est gratuit (ce qui paraît une évidence), cela pourrait donner des idées à certains... Effectivement, 25 personnes sur 40 déclarent dans notre mini-sondage prendre davantage le bus parce qu'il est gratuit.
Le journal de la municipalité rajoute: « Alors que la ville réfléchit au plan de déplacements urbains, force est de constater que le transport en commun, quelque peu délaissé

jusque là au profit de la voiture, à bien sa carte à jouer ». Le transport gratuit s'intègre donc dans une politique beaucoup plus large d'aménagement de l'espace urbain, et si certains se font la réflexion suivante « Déjà, la fréquentation semble avoir doublé! Problème: s'il faut augmenter l'offre comment financer une telle mesure? ». La municipalité vitréenne pourrait apporter une réponse fort différente de celles des anarchistes.

Quelle conception du transport gratuit pour les anarchistes?

Evidemment la mise en place du transport gratuit – même en société capitaliste – est une avancée sociale, pour laquelle nous autres, anarchistes, militons. La spécificité de Vitré par rapport aux expériences précédentes en est la portée: ici, le transport gratuit touche tout le monde, (et non pas seulement une catégorie précise de la population: touristes, étudiants, consommateurs). La durée de l'expérience est d'une année: délai suffisamment long pour mener les études nécessaires en terme de retour sur investissement sur un cycle complet (saisons touristique, laborieuse et scolaire). Très clairement, l'opération transport gratuit à Vitré s'inscrit dans le cadre de la société capitaliste: sa durée étant limitée, si les « chiffres » ne sont pas bons, l'opération ne sera pas pérennisée. C'est également une opération politique, qui permet – à peu de frais – à Méhaignerie de clouer le bec à l'opposition déjà divisée... En effet, seuls 10% environ des recettes collectées par la TAE provenaient de la billetterie. Les anarchistes ont ainsi la confirmation que la mise en place du transport gratuit est une réalisation tout à fait envisageable y compris en société capitaliste. Ceci démontre la puissance de nos analyses et la pertinence de nos propos en opposition avec la qualification habituelle de « doux rêveurs » dont nous sommes parfois affublés.

Avant tout, il convient de s'inspirer de cet exemple concret à des fins pédagogiques envers le public. Comme déjà évoqué lors de la tournée de conférences « Gérons la ville nous-mêmes », la faisabilité de la mesure en système capitaliste est avérée, Vitré nous en apporte la preuve concrète. La lutte pour le transport gratuit est à articuler avec notre conception du service public. Celle-ci comprend deux axes principaux: D'abord l'accès à tous sans exception. Ceci implique la gratuité: les revenus de chacun étant très variables, c'est la seule garantie d'un même niveau de service fourni à tous. Ensuite la gestion directe par un collège décisionnel composé de travailleurs du service public, d'habitants et d'usagers du service. Une assemblée générale de travailleurs et d'habitants exercerait le contrôle de l'instance gestionnaire, sur la base du mandat révocable et impératif.

Néanmoins, on peut affirmer d'ores et déjà que la réalisation de la gestion directe ne peut s'envisager que dans le cadre d'un mouvement social particulièrement puissant, voire révolutionnaire. En effet, nous avons constaté cette année que lors de la grève, pourtant exceptionnelle en durée et en force du Service de transports de l'agglomération rennaise (STAR), les chauffeurs de bus rennais se sont peu reconnus dans la revendication du transport gratuit. De plus, les « comités d'usagers » étaient composés des commerçants les plus réactionnaires qui se plaignaient du manque d'affluence dans leurs échoppes pendant la grève. Dans ces conditions, pratiquer l'autogestion dans le cadre capitaliste peut être socialement dangereux. Ce n'est donc qu'au travers d'une lutte sociale de très grande ampleur que cette revendication pourra aboutir de manière non pervertie.

Qui doit payer pour se déplacer?

Il se pose ensuite la question du financement. Pour un service rendu, le capitaliste en attendra la rentabilité, quand les anarchistes en attendent la qualité. Ceci dit, pour que le service fonctionne, il faut bien sûr prendre les moyens nécessaires. Méhaignerie finance le transport gratuit par les impôts. Mais les impôts ne permettent pas de redistribuer les richesses à égalité entre chacun: ainsi au niveau national, 1% des personnes les plus riches ont en moyenne un revenu brut 15 fois plus élevé que les 10% les plus pauvres. Après « redistribution », les premiers sont encore 7 fois plus riches que les seconds. De même, les habitants d'une même commune ne sont pas non plus égaux face à l'impôt, puisque la taxe d'habitation (impôt local) est basée sur la valeur locative d'un logement. Or celle-ci ne croît pas dans les mêmes proportions que le revenu global de l'occupant. C'est donc un impôt dégressif, qui pèse proportionnellement plus sur les bas revenus.

En revanche, on observe que 75% des trajets effectués le sont pour faire le trajet domicile-travail. De plus, les grands patrons et les cadres dirigeants ont la plupart du temps un chauffeur à disposition, un véhicule de fonction, une carte professionnelle de réduction de train: l'entreprise paye leur déplacements, y compris privés. Il est donc tout à fait logique que ce soit les entreprises qui financent les trajets de tous leurs salariés. Evidemment, la mise en place de ce financement passe par une exigence forte de la part des usagers des transports en commun.

Le mouvement révolutionnaire, par ses discours et surtout ses pratiques, se doit non seulement d'en démontrer la faisabilité, mais aussi d'en exprimer la volonté. C'est dans ce cadre que se sont déjà inscrites les actions « Transport gratuit pour tous » menées par exemple par des mouvements de chômeurs dans l'Ouest, les actions « Free zone » des « Collectifs sans tickets » bruxellois (anti-contrôle et prise de contact avec des usagers), les actions trains gratuits lors de différents sommets (Cologne, Nice...). De même dans la campagne fédérale de la Fédération anarchiste sur le Transport Gratuit. Les opérations « Zéro franc, zéro fraude » permettent de poser le problème au public dans les grandes agglomérations.

À travers la question du transport gratuit, les anarchistes traitent naturellement de façon beaucoup plus large le thème de la liberté de circulation. En effet, celle-ci ne peut être économiquement atteinte et garantie que par la gratuité, et dans un cadre d'égalité économique et sociale. Nous devons de plus interpeller le pouvoir politique sur le droit qu'il se donne à permettre

aux marchandises de circuler librement, mais pas aux êtres humains.
Concrètement, et sans attendre la révolution, la mise en place du transport gratuit doit donc être exigée non seulement pour les transports en commun dans les agglomérations, mais aussi pour les transports longues distances. En effet, comment un chômeur de Bretagne sans revenu peut-il se payer le luxe d'un entretien d'embauche à Marseille sans savoir s'il aura ou non le poste?

Une revendication immédiate qui a ses limites

De même, il faut pouvoir s'inscrire à la mesure de nos moyens dans des processus d'opposition aux décisions néfastes dictées par l'intérêt capitaliste portant sur l'aménagement du territoire.
Ainsi, en tant que président du conseil général, M. Méhaignerie a beaucoup milité pour la création de l'autoroute des estuaires, destinée à relier l'Europe du Nord à l'Espagne en longeant la Manche et le littoral Atlantique. Avec 400 millions de francs par an, l'Ille-et-Vilaine est le département qui dépense le plus par habitant pour ses routes. De même, Méhaignerie met tout son poids politique pour la création de l'aéroport international de Notre-Dame des Landes entre Rennes et Nantes.
Nous pouvons nous investir dans des collectifs s'opposant à la construction d'autoroutes, et porter nos critiques sur le réseau TGV, en prenant l'exemple du TGV Méditerranée, dont l'arrivée a été fort médiatisée. On nous a ainsi vanté le nouveau confort des fauteuils, et les nouveaux services à bords, disponibles malheureusement seulement en première classe!
On nous a dit également que le TGV prendrait 25 % de part de marché à l'avion, et qu'il faudrait rentabiliser l'investissement faramineux. La construction de la gare TGV d'Aix-en-Provence sur le plateau de l'Arbois entre cette ville bourgeoise et l'aéroport de Marseille est fort révélatrice: elle s'accompagne de la création sur le site d'une zone industrielle de haute technologie où les encravatés pourront lever des millions pour financer leur start-down! Les usagers de TER de Marseille, fort mécontents de voir leurs trains toujours en retard, ont décidé pour chaque retard de leur train de bloquer un TGV au départ. C'est dans cette forme d'action directe que les libertaires ont un rôle à jouer et leur message anticapitaliste à faire passer.
La gratuité des transports publics est une mesure qui n'est pas en soit révolutionnaire. Si elle représente effectivement une avancée sociale pour la partie de la population la plus exploitée et paupérisée par le système capitaliste, la mise en place du bus gratuit à Vitré représente un accroissement de la charge de travail pour les chauffeurs de bus, qui doivent faire les mêmes tournées qu'avant. La cadence devant se maintenir malgré le doublement du nombre d'usagers, les chauffeurs doivent limiter leurs échanges avec la clientèle au minimum, et veiller davantage qu'avant à la sécurité lors de la montée et descente des voyageurs. C'est ici que la revendication de gestion directe prend tout son sens: par la prise en compte d'intérêts divers, les salariés et les usagers expriment la meilleure résultante économique possible: celle qui prend en compte la dimension pleinement humaine des activités de chacun; tantôt producteur, tantôt consommateur. C'est dans l'analyse théorique et le processus pratique de revendication de la gratuité que peuvent s'exprimer des consciences révolutionnaires.

Pierre, Groupe La Commune (Rennes) et accessoirement Vitréen
Avec la participation de Manu et Muriel

Interview d'un chauffeur de bus de Vitré

ML: Le transport gratuit des usagers a-t-il occasionné, pour vous, un surcroît de travail?
Alain: Bien sûr, nous avons par la force des choses davantage de monde, mais évidemment les horaires et les parcours n'ont pas été modifié pour autant; néanmoins cela nécessite une surveillance accrue.

ML: Quel rapport avez-vous avec les voyageurs?
A: Avant que cette mesure ne soit prise, nous les connaissions tous plus ou moins, on savait l'heure à laquelle les personnes montaient et descendaient sur toujours le même parcours et aux mêmes heures. Je pouvais leur parler, du moins à certaines d'entre elles, aujourd'hui ce n'est hélas plus possible; je ne veux pas dire qu'il y a trop de voyageurs, mais je n'ai plus le temps ni la possibilité d'entamer un petit dialogue avec chacun d'entre eux.

ML: Du personnel supplémentaire a-t-il été recruté pour faire face à ces nouvelles donnes suite à la gratuité et au nombre toujours croissant de voyageurs?
A: Non, nous avons toujours les mêmes horaires, les mêmes roulements, et comme je l'ai dit plus haut les mêmes distances à parcourir. Bref, à part un plus grand nombre de personnes, les journées sont les mêmes mais nous ne sommes pas plus nombreux comme chauffeurs.

ML: Les 35 heures, concrètement, c'est quoi pour vous, qu'en pensez-vous?
A: En toute objectivité, d'après le PS cela aurait du être formidable, mais faute d'une loi solide et forte, j'ai peur que l'on assiste à un gel des salaires, avec hélas la flexibilité en prime, l'annualisation et des heures supplémentaires à n'en plus finir (ce qui n'est heureusement pour l'instant pas le cas chez nous). Le contribuable finance l'intégralité des embauches (quand il y en a). Au bout du compte, j'ai bien peur que tout cela ne crée que très peu d'emplois. Pour en revenir à notre cas de chauffeur, c'est actuellement en discussion et pour l'instant je ne vois rien de nouveau.

ML: Quel est, en quelques mots, votre avis sur cette mesure (le transport gratuit)?
A: C'est bien pratique pour les personnes, notamment les étudiants et les élèves devant aller Place du Champ de Foire prendre leurs cars et pour ceux que les parents ne peuvent pas venir chercher.
Utile également pour les gens qui n'ont pas le permis de conduire (certaines personnes âgées par exemple). Mais cela a commencé au mois de mars pour être mis définitivement en place au mois de mai; comme par hasard, c'était les municipales et l'on ne m'ôtera pas de l'idée qu'il y a eu une relation de cause à effet dans la réélection de Pierre Méhaignerie.

Suède : violence d'Etat à Göteborg

J'AI PARTICIPÉ AUX MANIFESTATIONS/affrontements de Göteborg ce week-end du 15 au 17 juin 2001. C'était dans tous les journaux de Suède et de Scandinavie, mais je ne sais pas à quel point ils en ont parlé dans les journaux du monde entier. Et s'ils l'ont fait il s'agissait sûrement d'une version très « fabriquée ». Nous savons tous qui sont les propriétaires des médias et quels sont leurs objectifs. Je présente ici mon histoire et ma version des événements et d'autres personnes auront peut-être des vues quelque peu différentes des raisons et du déroulement des événements, mais je vais essayer de rendre compte de mon expérience dans une version la plus brute et la moins abrégée possible. J'écris ceci un jour seulement après être revenu à Stockholm et j'en suis toujours bouleversé. [...]

Une foule de contestataires

Un grand nombre d'organisations très critiques à l'encontre de l'UE, des organisations populaires, des organisations syndicales, des écologistes, des socialistes, des anarchistes, des militants homosexuels, des organisations antiracistes, des organisations d'immigrés, ont demandé aux autorités à participer aux réunions, mais la réunion devait restée dans tous les cas interdite au public. Cela a énervé bien des gens. Organisations et politiciens de la ville de Göteborg ont organisé des meetings et ont essayé de trouver des solutions pour satisfaire tout le monde même si les organisations contestataires s'étaient déjà compromises avec les autorités. Il y a eu un grand nombre de réunions et de préparation pour mettre en place les manifestations et les activités autour des rencontres afin de les gérer de la manière la plus douce possible et ceux qui représentaient la police avaient promis aux organisations contestataires qu'ils seraient cools avec les militants et qu'ils n'utiliseraient pas la violence, ni les chevaux ni les chiens. La police avait déclaré vouloir coopérer si les manifestants le désiraient vraiment ce qui était le cas. Ils attendaient environ 25 000 manifestants du monde entier et ils ne voulaient pas que la situation leur échappe complètement.

Ainsi les autorités de la ville ont loué quelques écoles aux organisations contestataires afin que les gens puissent dormir le soir et que les ateliers et groupes de discussion puissent se tenir le jour. Le thème commun de tous ces meetings était: « Pour une autre Europe », avec nos sujets, nos invités pour parler de notre futur. Les autorités avaient promis que 3 manifestations autorisées contre le sommet de l'Union européenne pourraient se dérouler à quelques pâtés de maisons des bâtiments de la réunion. Pas juste à l'extérieur bien évidemment. Nous sommes autorisés à exprimer ce que nous pensons des gens qui nous gouvernent, nous et notre futur, sur des affiches et des banderoles mais pas où ils pourraient nous voir...

Premiers incidents

Je vis à Stockholm en ce moment et je suis allé à Göteborg avec des amis le jeudi soir. Nous étions sur la route écoutant la radio quand nous avons entendu sur les infos que la police avait encerclé une des écoles où devaient se tenir les forums et qui devait servir de dortoir. Les policiers avaient formé une ligne et ensuite avaient rapidement construit un mur de containers autour de l'école de manière à ce que personne ne puisse ni sortir ni rentrer. La première justification de l'intervention donnée faisait référence à l'usage d'une fronde (vous savez un de ces jouets pour enfants) pour attaquer la police. Mais ils ont changé rapidement le motif en « suspicion de préparation d'actions violentes contre des agents de police ». Cette nuit-là quelques deux cents militants furent arrêtés dans les locaux de l'école et autour, des gens s'étaient rassemblés pour protester contre le blocus. Des amis furent détenus 12 heures dans une voiture de police sans motif réel de détention. Et les flics ont joué aux « méchants » pour les effrayer en les obligeant à supplier pour pouvoir aller pisser dehors et autres choses dans le genre. Les militants qui protestaient à l'extérieur décidèrent de se retirer pour éviter les violences policières mais c'est à ce moment là que la police a frappé en force et il y eu des affrontements entre les forces de police et les militants à l'intérieur et à l'extérieur de l'école. La police est intervenue avec des chevaux, ce quelle avait promis de ne pas faire

quelques jours auparavant. Voilà ce qu'il en coûte de discuter avec les autorités. Toutes les personnes investies dans les manifestations ont vu là une provocation et il est clair que la police avait donné le ton pour le reste du week-end.

Le vendredi matin, il y eu un grand meeting autorisé au centre de Göteborg où les groupes contestataires se sont rencontrés pour se regrouper et discuter de ce qui se passait. Beaucoup de monde était encore détenu par la police et les gens étaient en colère suite aux brutalités policières et au comportement de la police la nuit précédente et parce qu'ils avaient des amis détenus par la police pour, semblait-il, aucune raison valable. Ils étaient en colère parce que la police avait bloquée l'école qui devait accueillir ceux qui venaient à Göteborg en leur permettant de dormir et où devaient aussi se tenir les ateliers. Nous nous sommes rassemblés et nous devions être des milliers. Je ne sais pas exactement combien mais des milliers. Après le grand meeting en plein air, les gens ont commencé à défiler vers les lieux où se réunissaient les politiciens. À quelques pâtés de maison du lieu du sommet les flics en tenue d'émeute avec des chiens et des chevaux formaient une ligne. Les militants ont dû s'arrêter à quelques mètres des policiers. C'était une rue très étroite et des milliers de personnes venaient derrière, la tension était très forte. La police a crié aux protestataires de se reculer ce que les militants refusèrent, et tout d'un coup les policiers ont chargé sur les manifestants lâchant les chiens sur ceux du devant et là cela devint l'enfer. On courrait dans tous les sens, certains ont ramassé des pierres dans la rue, et les ont lancé sur la police. Beaucoup de jeunes ont été frappés sévèrement par la police même ceux qui étaient au sol et qui disaient « je me rends, ne me frappez pas ». Un simple passant fut frappé par la police même s'il n'avait pas participé à l'affrontement du tout. Peut-être son crime était de ne pas être blanc.

La police armée de chevaux et de chiens

La police a poursuivi la foule jusqu'à ce que nous appelons à Göteborg l'« Avenyn ». Un boulevard avec beaucoup d'enseignes comme McDonald et H & M. C'était peut-être la chose la plus stupide à faire de la part de la police à ce moment-là. Nous étions des milliers et en colère. Ils nous avaient fait reculer nous interdisant de manifester à l'extérieur des bâtiments. Et ils avaient utilisés des chevaux et des chiens ce qu'ils avait promis de ne pas faire ; ils perdirent le contrôle de la situation. Je me sentais impuissant et si méprisé par ces gens qui veulent diriger ma vie et en colère de ne pouvoir manifester à l'extérieur du sommet, en colère de savoir que la police n'avait tenue aucune de ses promesses et que certains de mes amis étaient encore aux mains des flics. Beaucoup de gens étaient en colère et commencèrent à briser les vitrines de McDonalds, de H & M, de Bang & Olufsen, et de la Swedish Bank. On en a largement rendu compte dans les médias et tous les militants furent dépeints comme des « hooligans et des terroristes saccageant le centre-ville. » Certains même allèrent jusqu'à écrire qu'il s'agissait d'un « viol » de la ville et des habitants. C'était complètement ridicule. Ce que les médias n'ont pas dit c'est que bon nombre de petits magasins et cafés n'ont pas été touchés du tout. Seules les grandes chaînes de magasin comme McDonald qui ont fait fortune en exploitant les pauvres et en utilisant le travail des enfants dans le monde.

La bataille a continué pendant environ deux heures. La police attaquait les manifestants et ceux-ci jetaient des pierres sur la police. La police récupérait les pierres et les jetait aux manifestants. Après quelques heures le calme revint. Des gens furent coincés par la police sur un pont et près de cent personnes furent arrêtées. Je rentrai chez un ami pour m'allonger et réfléchir et me reposer un peu parce que je savais que ce n'était que le début…

Front commun de la police et des fascistes

Plus tard ce jour là, je suis sorti avec mes amis pour participer à la fête « Reprenons la ville » (Reclaim the city) qui devait se tenir dans un parc en ville. Nous nous y sommes rendus et il y avait pas mal de jeunes réunis et deux grands camions avaient été loués. Des DJs faisaient de la musique et les jeunes dansaient; je pensais que c'était plutôt bien organisé. Mais il y avait une drôle de tension dans l'air et vous pouviez vous dire que cela n'allait pas durer longtemps. Tout à coup, j'ai entendu des cris du genre « ordures! Enfoirés de communistes! » et juste à côté de moi une bagarre à coups de poings a éclaté entre des militants et des jeunes fascistes qui s'étaient pointés. C'est parti des fascistes. Ils se sont rapidement enfuis quand les militants ont commencé à les chasser du lieu et cela m'a fait rire même si je déteste les bagarres. Parce que je sais que les gens d'extrême droite ont le cerveau vraiment ravagé mais je ne savais pas qu'ils étaient assez stupides pour aller à une fête en plein air organisée par des gens de gauche qui sont en colère pour avoir été poursuivi par la police toute la journée et les traiter « de sales communistes » et chercher la bagarre.

Les jeunes fascistes se sont enfuis mais les vrais fascistes sont arrivés peu après, la police suédoise. Ils ont entouré le parc, en tenue anti-émeute et avec des chevaux. Cela allait éclater… Quelque part les affrontements entre police et militants ont commencé et des gens se sont mis à s'enfuir devant les flics à cheval et qui jouaient de la matraque. Les militants les plus actifs commencèrent à lancer des pierres aux policiers. La police dut reculer et ensuite attaqua à nouveau et les gens s'enfuirent dans les rues mais la police avait encerclée la zone et vous aviez de la chance si vous pouviez vous enfuir. La police était en train de chasser les militants dans les rues et ceux-ci commencèrent à briser des vitrines. Je pense que ce n'était vraiment pas nécessaire. Briser les vitrines de McDonald dans une telle situation je peux clairement comprendre la logique mais quelle utilité de briser la vitrine du libraire local? Pour quoi faire? Je ne sais pas…

Tirs à balles réelles

Les confrontations continuaient et beaucoup de gens qui ne participaient pas à la manifestation se rassemblaient pour voir ce qui se passait. Certains ont commencé à lancer des pierres sur la police aussi! C'était intéressant. Des gens ordinaires sans foulards noirs lançaient des pierres aux violentes forces de l'ordre. Intéressant.

Les militants se sont avancés et ont commencé à reprendre du terrain sur les forces de l'ordre à nouveau. Les confrontations continuaient. Tout d'un coup j'ai entendu un « pan » aigu puis un autre… Je ne sais pas combien de détonations j'ai entendu. Mais j'ai regardé du côté des flics et j'ai vu un flic pointer son revolver vers les manifestants j'ai entendu des cris disant que quelqu'un avait été blessé par balle. Pour ce que j'en sais la police suédoise n'a pas dû tirer sur des manifestants depuis les jours sombres de 1931 quand 5 (ou 6 je ne sais plus exactement) militants syndicalistes furent tués par balles. Mais voir un policier suédois braquer son arme sur des jeunes du même age que moi restera gravé à jamais dans ma mémoire. Quand les coups de feu furent tirés un vent de panique s'en est suivi et j'ai pu m'enfuir à quelques pâtés de maison de la scène. Sur mon chemin essayant de ne pas me faire frapper (ou même pire tiré dessus) par la police, j'ai vu partout des affrontements avec la police. J'ai vu des policiers piétiner à cheval un jeune homme nu, Une de mes amies fut renversée par un cheval et dut aller à l'hôpital. Une autre amie vint vers moi avec du sang sur les mains, elle avait porté secours à un des jeunes qui avait été touché à la jambe. Cela semblait si irréel. Comme être à la TV ou dans un journal télévisé (ce qui était sans doute le cas tout ce temps là car le ciel était rempli d'hélicoptères de police). Les militants se sont rassemblés dans un parc et ce sont serrés en criant « plus de violence, plus de violence » alors que la police était en train d'encercler le parc, prête à frapper à tout moment. Les gens dans le parc ont continué à chanter et à danser et après quelques heures, la police a laissé place au bruit des acclamations des militants dansant dans le parc. Plus tard dans la nuit il y eu un meeting dans une des écoles qui n'était pas encore encerclée par la police. Un type

qui avait représenté les militants dans des réunions avec les autorités et la police nous dit que deux ou trois jeunes avait été blessés par balle par la police cette nuit. Un avait été touché dans le dos ou dans la poitrine (personne n'était sûr à ce moment-là) et déclara qu'il ne devrait y avoir « plus aucune coopération avec la police ». Il fut acclamé. Le meeting fut très court parce que des gens de l'extérieur nous appelaient pour nous prévenir que la police se rapprochait de l'école. Nous avons très rapidement quitté les lieux et nous nous sommes rendus à l'endroit où nous devions coucher. Pendant la nuit les flics renforcèrent leurs lignes autour des écoles où les réunions s'étaient déroulées.

Nous avons apris que la violence, c'est l'Etat

Ainsi... Qu'avons-nous appris de tout ceci? Bon, maintenant c'est difficile à dire. Peut-être que dans une perspective historique nous saurons tout des manifestations à Göteborg, Prague, Nice, Seattle... et quelles ont été les conséquences de tout ceci. Ce que je vois pour le moment c'est que le capitalisme globalisé et l'impérialisme néo-libéral sont les causes de tout ceci. La violence structurelle à l'encontre des pauvres et des travailleurs partout dans le monde devient si apparent que les gens partout dans le monde se rassemblent contre l'ennemi commun. C'est la même idéologie et les mêmes multinationales partout au pouvoir. Et quand les temps et les répressions se durcissent, les confrontations entre les gens et le pouvoir deviennent plus violentes et plus dures.

Beaucoup de gens aujourd'hui condamnent la violence utilisée par les militants pendant les manifestations de Göteborg. Les pierres jetées à la police etc. mais, la police savait qu'elle n'avait aucun contrôle sur la situation et ils ont essayé de montrer qui était le patron et sont devenus très violents contre tout le monde. Personne dans les principaux journaux ne semble critique envers la police qui jette des pierres et frappe les passants. Partout le policier qui a tiré sur le jeune de mon age dans le dos est décrit comme un héros. C'est effrayant. Et les réactions de bien des gens de gauche me laisse confus. Tout le monde acclame les zapatistes et les peuples qui s'arment comme l'enfer capitaliste dans le tiers-monde mais quand la face violente de la bataille contre le capitalisme se rapproche trop près de chez soi, les gens condamnent trop vite tout. McDonald, H & M et Burger King ont leurs vitrines brisées pendant les émeutes. Des multinationales qui ont grandi en exploitant les ressources naturelles des pays pauvres et en utilisant le travail des enfants. Tout le monde rejette cela mais dès que quelqu'un en a marre de cet état de fait, c'est un « terroriste » et les flics sont libres de lui tirer dessus. Le moralisme de droite s'étend jusqu'à des personnes ordinaires et honnêtes qui sont exploitées par les multinationales tous les jours. Et la violence policière est juste le signe de ce que nous avons dit depuis longtemps, que la globalisation et le néolibéralisme déboucheront sur des temps difficiles et violents pour tous, sauf pour ces gens qui se cachent derrière des murs de containers nous narguant. L'Union européenne n'est rien de bon pour la classe ouvrière et les policiers ne sont pas de notre côté. Nous nous sommes dressés contre la violence de l'Europe, si vous voulez dire quelque chose aux personnes en place, gare à vous... et pire vous pourrez vous faire descendre pour vouloir le dire.

Je pense que ce week-end sera historique. Peut-être de manière négative, parce que la police aura les mains libres dans le futur et peut-être ils mettront en place des cannons à eau et des gaz lacrymogènes en Suède. Peut-être sera-t-il plus difficile d'organiser des manifestations dans le futur. Peut-être que les gens ne se souviendrons que de la violence vue à la télévision et non des 25000 militants réunis tous ensemble pacifiquement pour manifester et dire ce qu'ils pensaient. Mais les gens oublie l'histoire si rapidement. La Suède avait autrefois le mouvement syndical le plus militant d'Europe jusque dans les années 30. Et tous les droits que nous avons, comme le droit de vote, la liberté d'expression, le droit des femmes à l'avortement, les congés payés et ainsi de suite ont été gagnés par la classe ouvrière après des combats avec les force de l'ordre et les gens au pouvoir. Mais ils ne nous l'enseignent pas cela à l'école.

S'organiser sur toute la planète

Je pense que c'est un défi. Nous devons nous organiser mondialement pour affronter cette nouvelle phase violente du capitalisme. Nous devons le faire tous ensemble et gagner par la force du nombre. Je ne suis pas du tout un pacifiste, mais je pense que ce qu'il est plus important de faire maintenant est d'organiser vos amis, vos voisins, votre famille, les amis au travail ou à l'école. Faites savoir aux gens ce qui se passe! C'est notre futur que d'être vendu par eux à celui qui paiera le plus... Et c'est à nous de changer les choses, et de faire ce que les gens ont fait à travers l'histoire encore et encore, pour gagner leurs droits. Eduquer, organiser et militer. Il se peut que cela soit violent mais peut-être pas. Mais je suis presque certain que les gens au pouvoir n'abandonneront pas leur argent, leur pouvoir, leurs modes de production, et leurs multinationales aux masses sans essayer de nous tuer d'abord.

Cependant je me sens plein de vie après tout ceci. ma vie ne sera plus jamais la même. Tout ce que j'ai pu lire et entendre sur la lutte des classes, la lutte pour les droits de l'homme, la politique et l'histoire sont devenues vraies et vivantes ce week-end, et fait le lien entre tout ceci: du Capital de Marx aux chansons de NWA sur la police...

Bon je crois que mon récit s'arrête ici, ou il commence tout juste. Avec le temps je pense que je mettrai tout cela en perspective et que j'en verrai les conséquences et je suis près à débattre de tout cela avec tout le monde. Mais pour le moment je termine en disant:

Détruisons le capitalisme! Mettons à bas la forteresse Europe! Une autre monde est possible!

Inge

Côte d'Ivoire : le nouveau visage du pouvoir

L'Afrique, et particulièrement l'Afrique noire, est une partie du monde sur laquelle nous disposons, en fait, d'assez peu d'informations. Les images les plus fréquemment véhiculées sont: guerres (ethniques), sida, famines et dictateurs au pouvoir depuis trente ans. Pourtant, les choses se transforment, les mentalités évoluent. Ces changements se font parfois de manière assez particulière, surtout si l'on essaye de les comprendre à travers une grille d'analyse typiquement européenne.

En Côte-d'Ivoire, depuis la mort d'Houphouët Boigny, la vie politique est en pleine reconstruction, où se mélangent culte de la personnalité, région d'origine, et repolitisation des habitants. Ce phénomène ne se limite pas à la Côte-d'Ivoire, mais plus généralement à l'Afrique de l'ouest. Nous nous proposons de décrire ici l'historique politique de la Côte-d'Ivoire et sur la façon dont le pouvoir se transforme.

Quand le roi se meurt...

Peu avant sa mort, Houphouët Boigny transforme la constitution afin de choisir son successeur, en cas de décès. Il désigne ainsi le président de l'Assemblée nationale, Bédié, qui vient lui aussi du centre-ouest de la Côte-d'Ivoire. Bédié prend donc le pouvoir en 1995. La situation politique du pays est alors assez confuse, à la sortie des quasi quarante ans de pouvoir aux mains d'un seul et même homme. Au niveau économique, des réclamations commencent à se faire entendre: les universités sont saturées, les bourses d'études ne sont plus versées et les fonctionnaires ont des arriérés de salaire. C'est la première grande grève du corps enseignant, orchestré par le FPI. Ce parti politique avait déjà infiltré le syndicat des étudiants.

Il faut bien voir que le poids des partis politiques est bien plus lourd que ce qu'on peut connaître actuellement en Europe où plus aucun parti n'est aujourd'hui capable de commencer ou d'arrêter une grève seul. Tout au plus peut-il apporter son soutien. Nous reviendrons plus loin sur l'investissement de la population à côté de ces partis.

Ces manifestations ont surtout marqué le pays par leur ampleur: en première ligne venaient les élèves du primaire, puis ceux du secondaire, puis le corps enseignants, encadrés par les étudiants du FPI. Les slogans remettaient en cause le pouvoir qui venait de s'achevait: « Houphouët voleur ». Ce style de manifestation était une première dans la vie sociale de la Côte-d'Ivoire.

Au même moment se crée un nouveau parti, le RDR, sous l'impulsion de Djeni Kobina, qui résulte plus ou moins d'une scission du PDCI, parti d'Houphouët. Au départ, ils ne revendiquent pas grand chose, le clash venant plutôt d'une volonté de jeunes membres du parti de s'autonomiser par rapport au PDCI, dont ils n'acceptaient pas la nouvelle tête: Bédié.

Le président du RDR fait appel à Allassan Ouatara pour être membre du parti. Celui-ci est l'ancien Premier ministre du pays, viré par Bédié. A la mort de Djeni Kobina, Allassan devient le nouveau leader du RDR, et donc futur opposant à Bédié pour les présidentielles de 1999. Bédié ne perd pas le nord et se met à promouvoir un nouveau concept: l'ivoirité.

Un nationalisme émergent

Pour bien comprendre, il faut voir que 26% de la population de Côte-d'Ivoire est immigrée, en provenance du Mali, du Burkina Faso, du Sénégal et d'Europe. De nombreux ministres en sont issus, sous l'impulsion d'Houphouët. En ouvrant ainsi les frontières du pays, il économisait sur l'armement et maintenait ainsi les relations avec les autres États. La Côte-d'Ivoire est alors considéré comme un pays ouvert où l'appartenance nationale ne pose pas vraiment problème.

Le concept d'ivoirité est une nouveauté visant à promouvoir une pseudo identité nationale. Le but non-avoué est d'écarter Allassan de la course au pouvoir, celui-ci étant supposé n'être pas né de deux parents ivoiriens. Aujourd'hui une enquête est en cours afin de tout savoir de la nationalité de ses géniteurs.

Mais pendant que s'agite les hautes sphères du pouvoir, la situation économique n'est toujours pas glorieuse. De retour de campagnes, des militaires ivoiriens embauchés par l'ONU attendent leurs salaires. L'ONU l'a versé dans les caisses de l'État d'où il n'est pas ressorti. Bien décidé à se faire entendre, ces militaires descendent dans la rue. Tout le monde s'en fiche. Ils investissent alors la radio et la télé nationale sans susciter plus de réactions. Voyant alors la route toute tracée, après la télé et la radio, qui ici comme ailleurs sont aussi offices de propagande, ils font appel à un général mis à la retraite par Bédié: Guéi, afin de rendre plus crédibles leurs propos. Guéi profite de la situation: un président tout nouveau et provisoire, des militaires qui lui font confiance, et s'installe au pouvoir. C'est le coup d'État du 24 décembre 1999. Joyeux Noël!

Guéi, qui n'est pas mauvais joueur, promet d'abord de balayer la maison et met en place un gouvernement de transition, en vue de futures élections. Il propose un référendum pour changer la constitution. Mais puisqu'il arrive souvent qu'en balayant on trouve des choses intéressantes, il propose entre autres d'inscrire dans la constitution le fait que le président doive être de père et de mère ivoirien. Exit Allassan, se dit-on.

Guéi devient candidat aux élections avec un nouveau parti, qu'il vient de créer et dans lequel il inclut des membres dissidents du PDC.

Beaucoup de partis, mais peu d'idées

À la veille des élections, il y a donc quatre principaux partis en compétition: le PDCI, le RDR, dissident du précédent, le pari de Guéi, avec aussi des dissidents du PDCI et le FPI, parti de Gbagbo.

L'ancien parti d'Houphouët est scindé en trois, et la population a déjà fait le bilan de ses quarante ans de règne. Gbagbo est l'opposant de la première heure et s'il a connu Guéi, c'est quand ce dernier surveillait le camp où il était enfermé. Le RDR est en panne de candidat, suite au référendum, et ne peut soutenir ses anciens collègues qui ont tout mis en œuvre pour l'écarter de ces élections, avec succès d'ailleurs. Il appelle donc à soutenir Gbagbo avec l'espoir que celui-ci annule les élections et la constitution.

Cela peut paraître fantaisiste, mais le RDR ne voit alors pas d'autres portes de sortie: ce n'était ni Guéi, ni le candidat du PDCI. avec les idées de Bédié (en exil en France, suite au coup d'État) qui pourraient le faire. Surtout, il compte sur une forte pression internationale : Allassan étant ce qu'on appelle un ancien « houphouetiste », il représente un allié sûr pour beaucoup d'États: la France qui a des accords de longues dates, les États-Unis qui souhaitent s'implanter et qui connaissent bien Allassan qui a travaillé chez eux pour l'ONU, mais aussi pour les pays africains qui ont un poids économique et politique, à savoir le Sénégal, le Gabon, l'Afrique du Sud et le Nigeria. Il reçoit aussi le soutien du Mali et du Burkina Faso. Ces derniers pensent ainsi pouvoir assurer la sécurité de leur population installée en Côte d'Ivoire.

Ils ont voté, et puis après?

Gbagbo est élu. Conséquences immédiates, le RDR, bien implanté au nord de la Côte d'Ivoire, appelle alors ces régions à scissionner du reste du pays. Ce qui se fait pendant un mois. Ils implantent le drapeau Burkinabé, puisque Allassan est dit burkinabé. Tous les fonctionnaires sont expulsés vers Abidjan. Au bout d'un mois, les services publics ne fonctionnent plus, l'économie non plus, les régions retournent à leur statut d'origine: tout d'abord des villes se désolidarisent du RDR, puis celui-ci abandonne ses velléités d'indépendance spontanée.

Au niveau international, la situation est aussi complexe. La communauté européenne avait déjà suspendu son aide, contenu des détournements de fonds et refuse de reprendre sous la pression de la France. Elle reprend quand même assez rapidement, nous verrons pourquoi. La Côte d'Ivoire qui avait été sous les feux de la rampe de l'actualité en Europe retombe dans l'oubli.

Pourtant ce n'est pas encore terminés. Après son élection, Gbagbo rompt les accords commerciaux avec les soutiens africains du RDR, dont principalement le Burkina et le Mali. Ces derniers dépendent du port d'Abidjan, et ce sont eux qui ont le plus d'immigrés en Côte d'Ivoire. Ce ne sont pas des pays économiquement et politiquement fort. Gbagbo ne va pas, par exemple, se brouiller avec le Nigeria qui occupe une place forte. D'ailleurs ce dernier va aussi éviter de prendre trop clairement parti par la suite, afin d'éviter tout risque de discorde.

Des présidents qui boivent et des populations qui trinquent

Le président malien par sa prise de position aux côtés du RDR, se retrouve devant une lourde responsabilité. Jusqu'ici, à chaque début de sécheresse, le Mali prenait de l'avance en achetant des denrées de base en Côte-d'Ivoire. La rupture des accords rend ces achats impossibles aujourd'hui, alors que la sécheresse se déclare. Conséquence de calculs politiciens qui seront encore payés, et chèrement, par la population. À l'heure actuelle, des centaines de camions attendent pour passer en Côte-d'Ivoire chercher des denrées. Les flics ivoiriens profitent du filtrage pour se remplir les poches de pots de vin qu'ils exigent pour laisser passer les véhicules autorisés. En effet, seuls quelques-uns uns disposent du laisser passer obligatoire pour faire la navette. Ils ne peuvent non plus s'approvisionner au Sénégal, car les voies de transports sont quasi inexistantes: il n'y a pas de routes entre Dakar et Bamako, situées à plusieurs milliers de kilomètres, et la voie de chemin de fer est quasi impraticable.

Les problèmes avec le Burkina ont commencé pendant la campagne électorale. Déjà, l'idée d'ivoirité avait commencé à faire son chemin dans les mentalités et les burkinabés devenaient les boucs émissaires de choix. Ce sont eux les plus nombreux et ce sont eux qui travaillent dans les plantations de cafés et de cacao, qui font les boulots de gardiennage, les travaux d'éboueurs. C'est à dire qu'ils occupent tous les boulots les plus pourris et sont rendus responsables de tous les maux. La période économique est catastrophique et les burkinabés sont accusés de prendre le travail d'Ivoiriens pur jus. Le concept d'ivoirité tombe aussi à point nommé pour catalyser la grogne de la population.

La situation pour les burkinabés s'est encore aggravée suite au coup d'État manqué de février 2001. Des 4C4 chargés d'armes en provenance du Burkina Faso sont entrées en Côte-d'Ivoire prétendument aux ordres d'Allassan Ouattara avec l'autorisation supposée du Burkina. La situation s'est encore aggravée pour la population installée en Côte-d'ivoire: depuis des centaines de burkinabés sont expulsés et leurs emplois redistribués à des Ivoiriens. N'oublions pas que Gbagbo et le FPI sont sensés être à gauche sur l'échiquier politique.

La politisation des populations

Avant 1990, il n'y avait, en Côte d'Ivoire, qu'un seul parti, le PDCI, et un seul journal: *Fraternité matin*. Au retour d'exil en France, Gbagbo et son parti le FPI crée *Notre Voix*, un quotidien qui a tout de suite pris dans la population. Depuis les années 60, c'est le premier journal qui prenait position et critiquait le

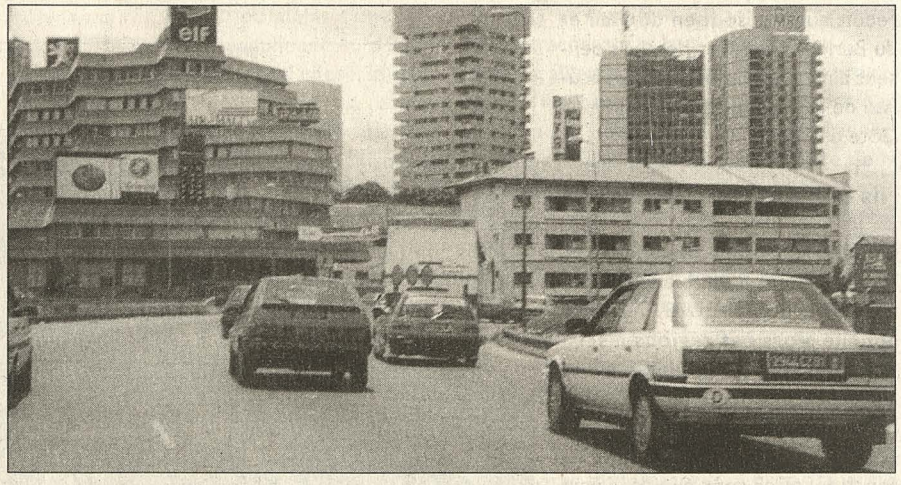
pouvoir. Dés que le multipartisme a été autorisé, au début des années 90, une dizaine de journaux partisans se sont créés, montés par chaque parti autorisé.
Pour la première fois, les politiques parlent à la population qui se met à s'intéresser à la politique. Mais la nouveauté de la situation brouille les cartes. Pendant quarante ans, Houphouët Boigny a concentré sur sa personne les inimitiés et les soutiens, non pas autour de concept politique, mais bien autour de sa personnalité. Les oppositions et les adhésions se sont donc constitués ainsi, et la vie politique continue à se cristalliser autour d'individus plus que d'idées. C'est ainsi qu'à la mort d'Houphouët, le PDC. RDA s'est scindé en deux, puis en trois autres partis, car privé de son leader, le discours politique était trop creux pour rester fédérateur.
C'est ainsi aussi que s'explique l'ampleur prise par le PDR. Allassan représentait une nouvelle tête capable de réunir autour de lui. Et même de catalyser assez d'espoirs pour arriver à provoquer une rupture au sein du pays avec l'éphémère indépendance des régions du Nord. Aujourd'hui qu'il est plus ou moins hors course, le PDR est au bord d'une nouvelle scission. D'un côté, il y a ceux qui soutiennent mordicus Allassan et sont prêt à tout pour le maintenir, et de l'autre ceux qui pensent qu'on peut continuer sans lui. Après tout, le parti a survécu à la mort de Djeni Kobina, son fondateur, et peut sans doute survivre à l'exil d'Allassan.
Un autre facteur qui explique la confusion des identités politiques tient à la manière dont Houphouët a manié la carotte et le bâton pendant son règne. Il a su monter les différentes régions les unes contre les autres. Par exemple, il a mené toute une campagne de propagande contre les gens de l'Ouest, car plusieurs de ses opposants en était issus. Du coup, un opposant au pouvoir semblait moins « valide », s'il n'était pas issu de l'Ouest. Surtout, les populations accordent leur confiance et leur soutien, certes à des personnalités fortes, mais surtout en fonction de leur région d'origine. Et non pas pour des motifs religieux comme le propageaient les médias françaises lors du clash avec les régions du Nord. Il y a des religions en Côte-d'Ivoire, comme ailleurs, mais le pouvoir est laïque.

Le FPI au pouvoir, l'arrivée de nouveaux hommes politiques en Afrique

Comme nous l'avons dit, le FPI au pouvoir a commencé l'expulsion en masse des populations d'origine immigrée. Réalisant ainsi la préférence nationale, chère à de nombreux politiciens partout dans le monde, ils se servent ainsi de la vieille théorie du bouc émissaire pour calmer la grogne de la population. Mais ce ne sont pas les premiers à passer ainsi aux actes. La Libye l'a déjà fait, ainsi que le Nigeria, sans pour autant résoudre les problèmes de chômage. Ce qu'il faut noter, c'est le silence total qui entoure ces expulsions. Si cela se produisait dans n'importe quel pays d'Europe, les médias s'empresseraient d'en faire leur une. Mais il y a un silence autour de l'Afrique qui laisse songeur. Ce continent est mis à l'écart de toute information, et reste dans bien des mentalités un continent arriéré et mystérieux.

Tout bouge, mais pas grand chose ne change

Pourtant des changements se font sentir. Si communauté européenne a relancé le programme d'aide avec la Côte d'Ivoire, ce n'est pas par charité, loin de là. Les hommes politiques qui arrivent aujourd'hui n'ont plus besoin de piocher dans les caisses de l'État comme leurs prédécesseurs, ils ont déjà tout, puisqu'ils récupèrent ce qui a déjà était pris auparavant. Pas besoin de se faire n'avaient jamais payé d'impôts depuis vingt ou vingt cinq ans. Ce qui veut dire qu'il peut s'autonomiser et choisir ainsi ses partenaires économiques. De quoi faire frémir nos dirigeants. La Côte-d'Ivoire est le premier producteur africain de bananes et d'ananas, on y produit du café, du cacao et il y a aussi des ressources pétrolières. Il faut donc contrôler ce pays qui pourrait changer radicalement la carte économique en Afrique.
C'est aussi ce qui a poussé les dirigeants africains à soutenir Allassan, plutôt que Gbagbo. Ancien de PDC, il fait partie de la même bande de dirigeants installés au pouvoir après l'indépendance, qui s'entendent entre eux pour faire leur popote. Gbagbo ne fonctionne pas ainsi, et il n'est pas le seul. Ces nouveaux hommes politiques sont formés et ne se laissent plus diriger par les anciens colons, ni par de vieilles accointances. Leur discours est dépourvu de langue de bois, et prend de court les journalistes européens. Ceux-ci vont devoir s'adapter à ces nouveaux maîtres qui refusent de prendre les habits des anciens.
Et la population, me diriez vous? Et bien, pour elle, il n'y a pas vraiment de changement, si ce n'est de manière assez imprévue. Des hôpi-



construire un palais avec les deniers publics, il y en a déjà un. Surtout, ils ont une formation politique acquise en côtoyant les milieux d'Europe ou d'Afrique, ce qui n'était pas le cas auparavant. Il s'agit sans nul doute de sales politiciens, mais ce ne sont plus les hommes de pailles des militaires ou des anciens colons. Gbagbo a ainsi mis en œuvre ce qu'il a appris en France. Le budget de la Côte-d'Ivoire a ainsi été rétabli de telle sorte que l'aide européenne n'est plus vraiment nécessaire. Gbagbo a instauré de nouvelles taxes sur les PME, les transports, des taxes foncières, et a rempli d'un côté les caisses de l'État, de l'autre les prisons avec les mauvais payeurs. Il faut voir que certains taux fonctionnent correctement à certains endroits, des transports, mais le chômage est toujours là. La nouveauté est au niveau géopolitique continental et intercontinental. Pour le moment, c'est le pouvoir qui change et qui s'adapte aux nouvelles donnes. Les gens s'engagent au côté d'un homme, d'un parti, mais le débat n'est pas réellement politique. Pourtant les mentalités évoluent très vite, et la population est de moins en moins dupe, même s'il est certain qu'il faudra encore du temps. Mais en cinq ans, beaucoup de choses ont bougé dans la tête des gens qui ne sont plus prêts à tout avaler.

Franck, groupe Déjacque. Lyon
Gaëlle groupe Durruti. Lyon

Algérie : des bazari en uniforme prêts à tout pour conserver leurs prébendes ?

En Algérie, les crimes des islamistes continuent alors que ceux commis par l'Etat ne parviennent toujours pas à les endiguer… Même si ces événements sanglants épargnent la capitale et les principales villes du pays, chaque jour la presse relate la poursuite du cycle infernal : aux attaques islamistes répondent les ripostes des forces de sécurité. La guerre continue donc et démontre à l'envi l'échec de la politique gouvernementale fondée sur la combinaison hasardeuse entre répression et pacte de « concorde civile ». Alors que l'éradication du terrorisme islamiste demeure un slogan mobilisateur sans réalité, un second front s'est ouvert en Kabylie depuis le 18 avril, aggravant encore les contradictions dans lesquelles se débat le pays. Deux ans après l'élection d'Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la République, rien ne semble en mesure d'arrêter le lent naufrage de l'Algérie.

Un peu d'histoire

Jusqu'à la fin des années soixante-dix, l'Algérie a fait illusion en gérant habilement une double rente à la fois symbolique et financière : un socialisme mâtiné de tiers-mondisme et les hydrocarbures. C'était le bon temps de la guerre froide : toute critique de ce pays exemplaire fort de sa lutte d'indépendance et de sa position de leadership au sein du mouvement des non-alignés était aussitôt interprétée comme une attaque contre le camp socialiste tout entier et comme une collusion avec l'impérialisme. Les rappels à l'ordre de la part des matérialistes scientifiques étaient alors cinglants. Par ailleurs, les revenus des hydrocarbures gonflés par la crise pétrolière de 1973 permettaient une forme de redistribution estompant très légèrement les inégalités qui se creusaient. L'idéologie socialiste empêchait, en parallèle, un étalage trop criant de la richesse par la nomenklatura et l'économie administrée gérant la pénurie des biens de consommation réduisait d'autant les possibilités de frustrations.

Néanmoins, le mélange absurde d'étatisme bureaucratique sous appellation socialisme et de nationalisme arabo-musulman avait déjà porté un coup fatal au pays. D'une part, la priorité donnée aux « industries industrialisantes » a largement ruiné l'agriculture : l'Algérie, grenier à blé durant toute la colonisation, en est réduite à importer des céréales. Quant aux fameuses industries lourdes sensées entraîner toute l'économie du pays, elles se révélèrent désuètes avant même d'avoir amorti les investissements très importants que le pays avait consentis et bien incapables de remplir les fonctions d'entraînement que ses promoteurs escomptaient. Il serait anachronique de déplorer les irréparables dégâts écologiques…

Enfin la soumission au bon vouloir des religieux alliée à la croyance mécaniste qu'une population forte peut constituer un facteur de puissance ont interdit la mise en place d'une politique de contrôle des naissances. L'Algérie a vu sa population tripler en 40 ans et ses problèmes décupler : éduquer, soigner, loger, employer ses masses de jeunes relèvent de la mission impossible (1). L'emballement démographique a engendré une urbanisation sauvage symbolisée par ces bidonvilles où s'entassent des paysans déracinés et des centaines de milliers de jeunes chômeurs, les « hittistes », qui n'ont d'autre perspective que de « tenir les murs ». Le taux de chômage officiel atteint les 30 % et frappe plus durement encore les jeunes qui arrivent par dizaines de milliers chaque année sur le marché du travail.

Une falsification culturelle

Autre conséquence directe de la non-maîtrise des naissances, près de 40 % de la population a moins de 15 ans ; c'est dire que la jeunesse algérienne ne connaît son pays que dans une situation de guerre civile qui s'éternise. Or, la construction étatique autour de l'artefact « personnalité arabo-musulmane » a conduit à l'exclusion des dimensions culturelles ne pouvant entrer dans le modèle et, par conséquent, à un appauvrissement terrible tant d'un point de vue historique que culturel. En 1992, lorsque Mohamed Boudiaf rentre en Algérie après 30 années d'exil, l'immense majorité des jeunes découvrent qu'il fut l'un des fondateurs historiques du FLN. Au-delà de l'anecdote, la question culturelle constitue sûrement une ligne de fracture majeure en Algérie. Déjà fortement déstructurée par 132 ans de domination coloniale, l'Algérie a suivi une politique depuis l'indépendance qui n'a fait qu'accroître l'acculturation première : exode rural dans un pays dépourvu de fortes traditions urbaines, négation de l'Algérie pré-coloniale au nom du refus progressiste du féodalisme et du tribalisme, modèle idéologique complètement déconnecté de la réalité (mélange improbable entre socialisme et « personnalité arabo-musulmane »), histoire falsifiée pour correspondre aux canons officiels, etc. La faillite de la construction de l'Etat n'a pas permis l'émergence d'une véritable citoyenneté au profit du sentiment d'appartenance familiale voire clanique…

Dans la vision monolithique et mythique de l'histoire algérienne imposée pour cimenter la société sont niés la composante berbère et l'héritage français abusivement assimilés pour mieux les discréditer mutuellement ; quant à la contribution des juifs à l'histoire du Maghreb, elle constitue sûrement le tabou absolu. Le multiculturalisme, source d'enrichissement dans la diversité, est systématiquement occulté et même combattu en tant que séquelle du colonialisme. Poursuivant cette logique, l'arabisation à marche forcée a accentué les contradictions. Les langues parlées, l'arabe dialectal et le berbère, n'ont pas été retenues comme langues officielles au profit de l'arabe dit moderne que personne, en dehors des journaux télévisés, ne parle à la ville comme à la campagne, dans la rue, au travail ou à la maison. Cette politique donne aux berbères qui représentent une part importante de la population (2), le sentiment légitime d'être culturellement exclus de l'Algérie officielle (3). D'autre part, son imposition sans discernement dans l'école a littéralement annihilé l'effort considérable consenti pour l'éducation. La langue de l'école ne correspond pas à la langue maternelle des élèves algériens (4). De plus, l'appel à de nombreux « coopérants » du Moyen-Orient a retardé paradoxalement l'objectif majeur d'algé-

rianisation des enseignants. Les gouvernements du Machreck en profitèrent pour éloigner leurs indésirables : membres du Baas ou du PC et Frères musulmans qui importèrent, en même temps que l'arabe, leur vision du monde. Dans la mesure où la fraction la plus importante était composée d'intégristes, l'arabisation a été très largement synonyme d'islamisation. Dans un premier temps, le recours aux valeurs de l'islam, religion d'Etat, servait également au parti unique, le FLN, à faire taire les revendications légitimes : égalité des femmes, démocratisation, etc. Quant à l'échec, in fine, du système éducatif, il a diffusé à grande échelle de la frustration dans le pays. Pour l'aigreur et le ressentiment, il n'y a rien de pire qu'un chômeur diplômé ! D'un point de vue cynique, les gouvernants marocains ont été mieux inspirés en maintenant leur petit peuple dans l'analphabétisme…

La fin du modèle algérien

La mort de Houari Boumedienne clôt la décennie des années soixante-dix et marque un tournant. Tout s'accélère. Le printemps berbère en 1980 manifeste la première expression large d'une volonté de démocratisation et de refus de l'autoritarisme du parti unique. Le pouvoir répond en instumentalisant à nouveau les islamistes qui ne demandent pas mieux que de casser de l'athée. Mais les fondamentalistes gagnent vite leur autonomie et, comme ils proposent une alternative simple à la misère populaire, ils mobilisent largement à la fois dans les exclus et dans les couches intermédiaires inquiètes des transformations sociales en cours. Lorsque l'histoire parait sans issue, il ne reste plus comme solution que de la nier. Et c'est précisément ce que font les intégristes. Ce repli identitaire prétend construire une société pure et homogène dépourvue de toute contradiction afin de « vivre entre soi », phantasme collectif qui se matérialise pour les musulmans par la communauté des croyants frères et égaux, l'umma. Ce vaste courant réactionnaire touche l'ensemble des sociétés menacées par la globalisation, mais dans le monde musulman, il est galvanisé par la victoire des Iraniens contre le Satan américain et la lutte des Afghans contre l'occupation soviétique. La fameuse troisième voie semble prendre corps dans un monde où le modèle de l'Etat providence des sociétés occidentales entre en crise dans le même temps où le socialisme réel est en train d'agoniser.

En parallèle le pouvoir entrouvre la boîte de Pandore en réformant à la marge : amélioration de la consommation, timide libéralisation… Les contradictions de plus en plus criantes conduiront à la révolte d'octobre 1988 réprimée dans le sang mais qui pousse le régime, après avoir remercié Chadli Bendjedid, à concéder de véritables réformes : libéralisation de la presse écrite, fin du parti unique, organisation d'une consultation électorale ouverte. Paradoxe prévisible, elles profitent à ceux qui sont présents sur le terrain depuis le plus longtemps. Les premières élections libres, les municipales puis le premier tour des législatives, consacrent la victoire des ennemis les plus irréductibles de la démocratie, les islamistes rassemblés dans le FIS. Véritables détenteurs du pouvoir depuis toujours (5), les généraux inquiets, à juste titre, pour leur avenir décident d'arrêter le processus électoral entre les deux tours des législatives et déclenchent la guerre civile (6) en 1991.

Pendant les massacres, le business continue

Depuis, la guerre a fait des dizaines de milliers de victimes et les islamistes n'ont pas réussi à rallier à leur cause une fraction assez importante de la population pour faire basculer le pays. L'échec de leur ligne de masse (7) les a conduit vers le terrorisme le plus ignoble, le plus immonde qui contribue encore à les isoler. Malheureusement l'absence de réforme structurelle n'a pas permis de réduire totalement leur base sociale. Les forces armées (122 000 actifs et 150 000 réservistes) qui sont apparues, dans un premier temps, comme le seul rempart effectif contre la barbarie, se portent plutôt bien même si elles sont également traversées par les contradictions algériennes. Car, dans un second temps, les méthodes employées pour « éradiquer » le terrorisme ont porté atteinte à l'image de l'armée populaire qui aurait utilisé des escadrons de la mort pour des exécutions sommaires de sympathisants intégristes et d'intellectuels gênants ou, pire, pour organiser des tueries attribuées ensuite aux islamistes.

Pour autant, « le conflit a toutes les chances de durer tant que la rente pétrolière finance l'économie de guerre et tant que la pauvreté pousse les jeunes vers les maquis islamistes » (8). D'autant que les généraux sont les principaux bénéficiaires des timides réformes économiques mises en place depuis le début des années quatre-vingt-dix. En effet, dès 1990, les premières mesures

concernèrent la libéralisation de la monnaie et du crédit afin de mettre un terme au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur. La transition de l'économie bureaucratique vers une économie de marché dure toujours et cumule les désavantages des deux: accroissement des inégalités sans efficacité... Comme le dit pertinemment Djillali Hadjadj, « le résultat est un mélange d'économie planifiée et d'économie de bazar fondée essentiellement sur l'"import-import", tributaire de l'évolution des prix du pétrole » (9). Et il ne saurait y avoir de bazar sans ses bazari, sans ses boutiquiers. Les généraux, les mêmes officiers supérieurs qui sont à la tête de l'Algérie depuis plus de dix ans sont en fait ces bazari. Le phénomène n'est pas spécifique à l'Algérie mais touche tous les pays qui connaissent ce type très particulier d'économie mixte. Les entrepreneurs parasitaires s'y affairent « dans des activités d'import-export, la sous-traitance dans les industries du bâtiment et les travaux publics, le marché noir de devises et le commerce de stupéfiants, le passage en fraude de marchandises importées par les zones franches, le démembrement des terres domaniales, les agences de voyage et le trafic des marchandises subventionnées. » (10)

Le business des généraux

L'activité des généraux algériens se concentre principalement sur l'import (l'export se réduisant aux hydrocarbures) et le dépeçage des domaines agricoles hier encore « socialisés ». Les violences dans le bled ou dernièrement sur la côte non encore urbanisée à l'ouest d'Alger, qui font fuir les paysans vers les villes, servent évidemment cette main mise sur le foncier; pour autant, il est impossible de soutenir que ces violences sont directement commanditées par les spéculateurs qui peuvent s'emparer facilement des terres vidées de leurs habitants. L'adage « à qui profite le crime » ne démontre jamais la culpabilité... Quant à l'import, les généraux se sont partagés les secteurs (à toi l'automobile, à moi l'industrie pharmaceutique (11) pour leur plus grand profit et celui des firmes étrangères à qui ils consentent des conditions uniques dans les échanges internationaux. Le prix des médicaments n'est, par exemple, pas discuté. En retour, les généraux engrangent les dividendes du pétrole. Comme, ils ne font guère confiance à l'économie de leur pays, ils n'investissent pas en Algérie, en bons féodaux, en dehors de l'achat de terres et placent leur argent dans les places financières étrangères. Evidemment, cette accumulation de richesse s'effectue au détriment d'investissements dans les infrastructures et dans la production; le pays est maintenu ainsi dans le sous-développement et le sous-équipement chronique. De plus, l'Algérie demeure entièrement dépendante des hydrocarbures et des fluctuations de leurs prix. Enfin, l'argent ainsi détourné qui reprend la direction des banques des pays développés, vient abonder un circuit court où une part importante des recettes des hydrocarbures sert déjà à rembourser la dette (12). Les banques et les grandes entreprises des pays du nord apparaissent comme les principales bénéficiaires du système; ceci explique, en autres, l'embarras (euphémisme de rigueur) des gouvernants occidentaux pour prendre en compte la situation politique et sociale en Algérie. (13)

Or les prix des hydrocarbures ont considérablement augmenté. C'est bien là que réside le principal paradoxe de ce pays en crise sociale majeure: 14 millions d'Algériens vivent au-dessous du seuil de pauvreté dans un pays riche disposant de ressources considérables. La hausse des cours du pétrole et de la production génère un flux de devises que l'Algérie n'arrive même pas à dépenser. Ainsi en deux ans, entre 1998 et 2000, les recettes d'exportation ont quasiment doublé alors que, dans le même temps, les importations progressaient faiblement: la crise économique et sociale engendre une réduction de la consommation des particuliers tout comme celle des entreprises du secteur public pour beaucoup au bord du dépôt de bilan et du secteur privé encore embryonnaire. En définitive, les indicateurs macro-économiques sont excellents: la dette extérieure baisse, les réserves du pays en devises augmentent régulièrement et le budget de l'Etat est excédentaire. Le FMI peut décerner à l'Algérie son satisfecit. Malheureusement, aucune des plaies véritables du pays n'a été traitée au fond ni même soulagée...

Le rejet du système est général

Du coup, l'islamisme largement déconsidéré, le mécontentement social s'exprime à nouveau dans la rue de la part de jeunes en colère persuadés, à juste titre, qu'ils n'ont aucun avenir en l'état. Le soulèvement a débuté en Kabylie le 18 avril par des heurts entre la gendarmerie et des jeunes manifestants au sujet de la mort suspecte de Massinissa Guermouh, un lycéen de 18 ans, dans la gendarmerie de Beni-Douala. Depuis, les morts se comptent par dizaine et les grandes manifestations se multiplient rassemblant des dizaines de milliers de participants à chaque fois. Le rejet du système est largement partagé... La gestion calamiteuse de la crise par le gouvernement qui ne sait répondre que par la répression a entraîné une extension du conflit qui excède maintenant très largement les limites « régionalistes » de la Kabylie alors que la seule stratégie possible pour le pouvoir est justement de contenir la crise à la Kabylie pour la réduire à un affrontement ethnique. Mais malgré tout, la contagion gagne, à la fois, la capitale, théâtre d'une manifestation monstre le 14 juin qui s'est achevée dans la violence par des scènes d'émeute et des pillages, et tout l'est du pays: Annaba, Constantine, Tébessa, M'sila, Ain Mlila, Biskra et Guelma ont connu leurs journées de protestations violentes. En fait, la Kabylie n'a fait qu'exprimer la profonde colère de l'Algérie contre un pouvoir inique et incapable qui fonctionne principalement à la « hogra » (14). Sa réponse à la crise est typique de cette hogra haïssable: le gouvernement reste silencieux ou Bouteflika s'exprime en arabe classique à la télévision, langue que le petit peuple apprécie peu et pratique encore moins. En fait, le pouvoir semble parier sur un essoufflement du mouvement ou pire sur un pourrissement. Après la grande manifestation d'Alger, il a joué à fond la peur du casseur (15) pour discréditer la contestation sociale et tente, de manière classique, à diviser, à jouer le désordre pour apparaître comme le seul recours contre la chienlit ou pire la dislocation de la société toute entière. D'évidence, la stratégie qui « consiste à déplacer la contradiction et à faire en sorte que des révoltes politiques ou sociales soient perçues comme une lutte entre islamistes et démocrates, ou aujourd'hui entre Kabyles et Arabes » (16) est bien rodée.

Quels objectifs pour le mouvement populaire

De surcroît, la crise kabyle permet de mettre à jour des dissensions au sein de la classe dirigeante dont l'unité se fissure. Depuis son élection « arrangée », Bouteflika cherche à gagner son autonomie par rapport aux généraux qui l'ont porté à la présidence afin d'assurer sa survie politique et cela par tous les moyens. Il met à profit sa longue expérience de ministre des affaires étrangères pour chercher à l'extérieur du pays les soutiens qui lui font défauts à l'intérieur. Avec le soutien de l'Arabie Saoudite, il tente un retour aux vieilles lunes du régime de Boumedienne en s'alliant à certains cadres recyclés du FIS et en dénonçant les manipulations de l'ancienne puissance coloniale comme étant à l'origine du mouvement kabyle, forcément sécessionniste. Avec les généraux qu'il n'hésite pas à mettre en cause, le bras de fer est d'ores et déjà commencé. Ainsi, le général Lamari, Chef d'état-major, a refusé de faire intervenir l'armée en Kabylie obligeant Bouteflika à faire appel à la gendarmerie dont le commandant en chef fait partie de ses soutiens. D'autre part, si certains des officiers supérieurs n'entendent rien céder à leurs prébendes, d'autres, au contraire, sentent bien la nécessité des réformes pour éviter l'embrasement général.

Pour déjouer la stratégie mortifère de la politique du pire et, au contraire, exploiter les contradictions au sein du pouvoir, il faudra faire preuve de beaucoup de clairvoyance et de maturité politiques. Le problème principal qui se pose aux défenseurs de la justice sociale en Algérie est

de transformer ce large mouvement populaire en force politique pour mettre à bas ce régime honni et qu'il ne soit pas confisqué à nouveau par des marchands d'illusion comme en 1988. Or cette jeunesse privée d'histoire et très largement acculturée manque cruellement de références et de repères. Elle ne se reconnaît que fort peu dans les partis déjà existants qui, depuis longtemps, se sont discrédités et ne présentent plus une alternative sérieuse. Plus généralement, elle en veut à tous ses aînés: on assiste à une véritable rupture entre les générations. Quant à ses attentes, elles sont construites par la parabole: ce sont principalement des revendications de consommateurs. Comme tous les rêves d'immigration ne pourront pas être satisfaits («la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde » ni « Loft story » plus de deux beurs...), en conséquence, il faudra bien que l'Algérie construise elle-même son propre futur en se gardant des chausse-trapes que lui tend le pouvoir. C'est un défi terrible à relever.

Mato-Topé

(1) Ou donner à boire tout simplement... L'approvisionnement en eau potable est un problème majeur et les coupures d'eau qui peuvent durer plusieurs jours soulignent, au quotidien, l'incurie des pouvoirs publics aux yeux de toute la population.

(2) Toute tentative de quantification est tellement obérée par des prises de positions idéologiques allant jusqu'au racisme qu'il est préférable de ne pas intervenir dans le débat sur une évaluation stricte du pourcentage de berbères dans la population au Maghreb. Pourtant, si on considère la population qui devait vivre dans la péninsule arabe au temps de Mahomet, il est peu probable qu'elle ait été en mesure de peupler tous le bassin Méditerranéen... Dès lors, il est raisonnable de penser que tous les maghrébins sont des berbères plus ou moins arabisés en fonction de leur langue maternelle et qu'il s'agit en fait surtout d'une question de conscience, de perception subjective.

(3) Il ne faudrait surtout pas en déduire que les berbères sont maintenus dans une situation d'apartheid par rapport au reste de la société algérienne. Ils connaissent les mêmes segmentations, les mêmes lignes de fracture. Hassan Hattab qui dirige le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, le mouvement actuellement le plus actif des terroristes islamistes, est kabyle tout comme le général Tewfik Médiène qui commande le tout puissant Département du Renseignement et de la Sécurité, héritier de la fameuse Sécurité Militaire et chargé des basses œuvres du régime ou encore Ali Yahia Abdennour, Président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme et partisan du dialogue avec le FIS.

(4) Pour que la greffe prenne dans ces conditions, il faut une forte adhésion populaire autour d'un projet commun. À ce jour, seul l'hébreu a réussi ce pari.

(5) Depuis, l'élimination d'Abbane Ramdane, le «meilleur cerveau» de la révolution, en décembre 1957, le «fusil commande au parti» et les militaires détiennent sans partage la réalité du pouvoir.

(6) Pour les intégristes et leurs thuriféraires, l'arrêt du processus électoral légitime le recours à la violence. Cette version est soutenue au mépris de la réalité et de l'histoire. Les intégristes ne connaissent comme mode de fonctionnement, ici, là-bas et ailleurs, que la violence. Dès leur apparition dans la société algérienne, le vitriol et la barre de fer étaient les instruments préférés des islamistes dans leur lutte contre les femmes émancipées et les laïques. À partir de 1991, la violence a simplement changé d'échelle.

(7) Malgré les menaces de mort, leurs interdits frappant l'école ou les paraboles par exemple sont restés lettres mortes. L'Algérie n'est pas l'Iran et encore moins l'Afghanistan...

(8) Lahouari Addi, Bilan mitigé pour M. Bouteflika, *Le Monde Diplomatique*, avril 2001, p. 12.

(9) Un pays à bout de souffle, Mirages des réformes économiques en Algérie, *Le Monde Diplomatique*, mars 2001, p. 13.

(10) Les entrepreneurs arabes seront-ils les acteurs d'une démocratisation libérale? Nadia Omrane, in *Alternatives Citoyennes*, 20 mars 2001.

(11) L'humour étant l'arme favorite du peuple algérien, les généraux sont surnommés en fonction de leur domaine de prédilection, le général Sucre, le général Café ou le général Bière.

(12) Le service de la dette extérieure représente plus de 40% des exportations

(13) Le 14 juin, le jour de la grande marche de protestation dans la capitale, la foire d'Alger était "honorée" par la visite d'un membre du gouvernement français...

(14) Expression signifiant le mélange entre injustice et mépris arrogant.

(15) Selon le correspondant du *Monde* à Alger, «des témoignages publiés dans plusieurs journaux confortent l'impression que ces "contre-manifestants" étaient encadrés et orientés par des policiers, qui désignaient à leur vindicte des "Kabyles" et "leurs journalistes". De véritables lynchages ont été commis par ces "braves Algérois" contre des manifestants esseulés, mais aussi contre des journalistes». Le Monde, le 16 juin 2001. Quant à la mort des deux journalistes fauchés par un bus, elle demeure bien mystérieuse...

(16) Fatiha Talahite, *Le Monde*, 22 mai 2001.

Le mouvement anarchiste en Suisse
Histoire et état des lieux

C'est à Sonvilier, en novembre 1871 que tout a commencé. La Fédération jurassienne se créé dans le Jura suisse. La région regroupe une vingtaine de sections de l'Association Internationale des Travailleurs (la « Première Internationale ») mais seules huit d'entre elles sont représentées au congrès de Sonvilier. Celui-ci consolidera l'organisation: sections régionales, sociétés de métiers et cercles d'études sociales pour la formation et la propagande.
« Maintenons haut et ferme la bannière de l'autonomie, de la libre fédération des groupes contre toute autorité, toute dictature ! La société future ne doit être rien d'autre que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée ». Évidemment cela n'est pas pour plaire au Conseil général de Londres, contrôlé par Karl Marx et ses acolytes. En septembre 1872 le congrès de La Haye de l'Internationale prononce l'exclusion des délégués jurassiens, Michel Bakounine et James Guillaume dans le but d'évincer de ses rangs les « fédéralistes ». Quelques jours plus tard, des délégués espagnols, italiens, français et jurassiens se réunissent à Saint-Imier pour sceller une nouvelle alliance et « proclamer hautement que ce pacte a pour but principal le salut de cette grande unité de l'Internationale que l'ambition du parti autoritaire a mise en danger ». On y dira aussi que « la destruction du pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ».

L'apport de Michel Bakounine

En 1869, Michel Bakounine réside à Genève. Il fait sa première visite dans le Jura et d'emblée est enthousiaste. Il comprend la vie ouvrière et associative des vallées. La séduction est réciproque: les ouvriers trouvent en lui la théorisation de leurs luttes quotidiennes. Durant les trois années qui suivront, Bakounine écrit ses articles les plus concrets, il participe réellement à la vie des sections tant à Genève que dans le Jura. Il y sera apprécié et critiqué. Saint-Imier est son dernier congrès. Retiré au Tessin, il écrit, cultive son jardin, prépare la révolution en Italie. A sa mort, en 1876, la brève réconciliation entre anarchistes et socialistes, à Berne, sur sa tombe, ne dure pas. C'est une année charnière qui marque le passage de la propagande préfigurant la société future à l'action dénonciatrice: la propagande par le fait. Kropotkine, qui vit en Suisse à ce moment-là écrit: « Les socialistes révolutionnaires cherchent, par des émeutes dont ils prévoient parfaitement l'issue, à remuer la conscience populaire, et ils y arrivent ».
Les Jurassiens vivent essentiellement de l'horlogerie. La crise et le chômage dans l'industrie, le départ de militants, l'émergence d'organisations syndicales et politiques réformistes en Suisse vont avoir raison, vers 1880, de la Fédération jurassienne sous sa forme ancienne. L'anarchisme se constitue alors en mouvement spécifique.

La Suisse, terre d'asile

Le gouvernement fédéral suisse procède en 1872 à la première extradition politique de son histoire: celle de Netchaiev, accusé d'avoir liquidé un compagnon de son groupe en Russie. Mais la Suisse reste une terre de refuge: s'y retrouvent nombreux les proscrits de la Commune de Paris, les révolutionnaires russes et allemands, les réfugiés italiens, les déserteurs de toutes les armées. Ils publient des journaux, ouvrent des cercles d'études et de propagande, créent des groupes. Elisée Reclus, Jean Grave et Pierre Kropotkine (deux Français et un Russe) fondent à Genève en 1879, « Le Révolté ». Johann Most, August Reinsdorf et Michael Schwab, trois militants allemands – le dernier est l'un des martyrs de Chicago en 1886 - trouvent asile en Suisse allemande et se consacrent à leurs activités de propagande souvent clandestine avant de se faire expulser. La police est extrêmement vigilante: quand des réfugiés se mêlent d'attentats, en paroles ou en actes, elle intervient et les fait expulser. Quand des anarchistes suisses se mêlent de politique internationale, il arrive qu'on les enferme, qu'on interdise leurs publications. « Le Réveil/Il Risveglio » est fondé en 1900 pour relever le défi, pour critiquer – entre autres – la politique italienne sous la responsabilité d'un rédacteur suisse, Luigi (Louis) Bertoni.

L'œuvre de Bertoni

« Le Réveil » aura été essentiellement l'œuvre d'un homme, pendant 47 ans d'affilée: près de mille numéros en français et en italien, rédigés et composés par Bertoni et quelques collaborateurs, diffusées dans toute la Suisse et largement à l'étranger. Les premières années sont surtout celles du syndicalisme révolutionnaire: en 1902, une grève des tramelots à Genève entraîne une grève générale – la dernière grève générale dans le pays sera toute réformiste, en 1918, au sortir d'une guerre qui aura épargnée la Suisse. Durant cette courte période, des organisations se créent et se consolident, des boycotts durs sont organisées avec les alternatives que représentes les « ateliers communistes »; les activités culturelles et éducatives se multiplient. Les femmes luttent autour d'un journal « L'Exploitée » en 1907-1908, puis partent en guerre contre les suffragettes. Les immigrés s'organisent eux aussi.
Bertoni, quand il ne réside pas en prison, sous un prétexte ou un autre, parcourt inlassablement la Suisse pour donner des conférences et distribuer le journal, les brochures qu'il édite. « Le Réveil » est un des seuls périodiques anarchistes du monde à paraître sans discontinuité pendant la Première Guerre mondiale. Résolument pacifiste, il ouvre ses colonnes tant à ses amis qu'aux partisans de l'Alliance. Durant les années vingt, les quatre ou huit pages du journal se feront l'écho de la solidarité internationale: la campagne pour sauver Sacco et Vanzetti, l'antifascisme. Il relatera le débat important sur l'organisation entre Errico Malatesta et Nestor Makhno.
Le début des années trente voit se former de nouveaux militants. C'est la création à Genève de la Ligue d'Action du Bâtiment et de la Fédération anarchiste romande, avec Lucien Tronchet, qui, pour faire face à la crise, entend démolir les taudis de Genève pour démontrer qu'il y a du travail et critiquer ainsi les conditions de logement. On organise boycotts et sabotages sur les grands chantiers comme celui du Palais des Nations, on bousille quelques monuments aux morts…
La situation internationale reprend le dessus et remplit à nouveau les pages du « Réveil » avec le soutien direct à la révolution espagnole. Pendant la Seconde Guerre, le journal entre en clandestinité jusqu'à la mort de Bertoni en 1947. André Bösiger raconte

cette période d'activité intense dans son livre « Souvenirs d'un rebelle ».

En Suisse alémanique et ailleurs

Le médecin et psychologue zurichois Fritz Brupbacher mène la vie dure non seulement aux bourgeois mais aussi aux sociaux-démocrates rassis et aux communistes orthodoxes, à « tous les révolutionnaires de salon ». Même s'il a longtemps été membre du Parti socialiste puis du Parti communiste, il n'aura jamais été aussi heureux qu'au moment de son exclusion. Il se lie avec les révolutionnaires russes et allemands, correspond avec Max Nettlau, Kropotkine, James Guillaume ou Pierre Monatte. De part sa formation, Brupbacher se consacre surtout à l'éducation ouvrière, à ouvrir des cercles d'études, à formuler la critique des partis. Son audience, hélas, ne survivra pas à sa mort en 1945.
La Suisse italienne, en particulier le Monte Verita est elle aussi un refuge non seulement pour des militants étrangers mais encore pour des marginaux, bohèmes, artistes, expérimentateurs sociaux. Après Bakounine, Erich Mühsam, Gustave Landauer, Raphael Friedeberg, Max Nettlau, Margarethe Fass-Hardegger y séjourneront et y créeront des œuvres littéraires, artistiques, historiques ou simplement des lieux de vie.
L'Ecole Ferrer de Lausanne fonction de 1910 à 1919 en dépit des difficultés que lui font les autorités. Son écho ira bien au-delà des quelques dizaines d'élèves qui la fréquenteront.

Après la guerre

Les deux éléments moteurs, Bertoni et Brupbacher sont morts. La défaite de la révolution espagnole, les années de prison pour ceux qui ont refusé l'uniforme, le mouvement anarchiste sort exsangue. En 1957, un déserteur italien, un insoumis français un exilé bulgare et quelques anciens compagnons du « Réveil » fondent à Genève le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (CIRA) pour sauvegarder la mémoire du mouvement. Une nouvelle série, éphémère, du « Réveil » est publiée. Quelques années auparavant, un sociologue zurichois, Peter Heintz publie un petit livre « L'anarchisme et le présent », mais la barrière des langues et l'exiguïté du mouvement anarchiste de langue allemande fait qu'il passe largement inaperçu.
En Suisse romande on se tourne davantage vers l'Europe du Sud. Au début des années soixante, un attentat contre le consulat d'Espagne envoie plusieurs compagnons en prison ou en exil. Les Français retournent dans leur pays après la fin de la guerre d'Algérie. Il n'y a guère que le CIRA pour continuer à gérer ses fonds, à accueillir de rares visiteurs.
Depuis 1968, comme partout, tracts et publications fleurissent à Lausanne et à Genève, à Lugano, Zurich ou Bâle. Comme partout, il naît des groupes et des publications sporadiques, certains durent au travers d'avatars. Les mouvements de protestation, les initiatives autogérées, voire des mouvements indépendantistes, écologistes, féministes se parent parfois des couleurs de l'anarchie sans nécessairement avoir envie d'en savoir plus long. On se met à l'écoute des mouvements dans le monde, des congrès et rencontres internationaux.

Dans les années 80

Voici ce que Marianne Enckell (CIRA) nous écrivait en 1986.
« A l'automne 1986, essayons de faire la géographie de l'anarchisme en Suisse. Le CIRA continue sa tâche à Genève: essentiellement bibliothèque et centre de documentation, il prend aussi part des initiatives internationales, organise des expositions ou des colloques avec d'autres centres d'études, publie des dossiers, essaie de rendre au mieux service aux militants et aux chercheurs. A Genève encore, un groupe publie la revue *MA!* et la Coordination anarchiste de la région genevois tient des réunions et organise quelques activités ponctuelles. Une section de l'Organisation socialiste libertaire participe à des activités syndicales, pacifistes, antinucléaires et au soutien des dissidents des pays de l'Est. L'OSL est aussi implantée à Lausanne et à la Chaux-de-Fonds. Au Tessin, la revue *Azione Diretta* en est à sa douzième année d'existence; les Edizioni La Baronata à leur sixième ouvrage. A Zurich, c'est la librairie « Paranoia City » qui est le pôle d'attraction et la présence libertaire se fait sentir dans les mouvements d'occupation, au cinéma autogéré Xenix, dans des projets de communautés urbaines, dans la « contreculture ». A Berne, la libraire Anarres est associée à des librairies allemandes pour la diffusion de la littérature anarchiste et publie la revue « Banal ». C'est peut-être dans la petite ville d'Aarou que les activités sont les plus diversifiées : libraires là aussi, groupes de musique (Trotz Allem), communautés, festivals, imprimerie, et la revue « Alpenzeiger » qui a largement dépassé les cent numéros. A Saingelégier, au cœurs des Franches-Montagnes (Jura), le Café du Soleil est un lieu chaleureux depuis des années, offre concerts et salles d'exposition, ateliers divers, expérimente chaque jour l'autogestion. Et pour boucler la boucle, à Saint-Imier s'est ouvert depuis quelques mois « Espace Noir », une grande maison collective avec logements, bistrot, librairie, magasin de disques, galerie d'art, théâtre et cinéma – rien que cela dans une ville d'à peine cinq mille habitants ! Présence visible et affirmative, ouverture locale et internationale, sur des bases aussi solides que les murs des maisons montagnardes, « Espace Noir » est implanté dans la réalité du Vallon sans nostalgie mais en fier héritier des « Jurassiens ».

Et de nos jours

La coopérative « Espace Noir » à Saint-Imier est toujours là, élément important du patrimoine libertaire, lieu libre d'expression et de dialogue géré collectivement et également par des gens de tendance libertaire ou proches de celle-ci.
L'OSL a été la seule organisation libertaire structurée depuis les années 80 jusqu'à l'apparition de la FAU-CH en 1999. Elle diffuse, tant en Suisse alémanique qu'en Suisse romande, à 3000 exemplaires le journal *Rebellion*. Nous vous avions informés dans *le Monde libertaire* n°1178 de la création en Suisse d'une section FAU. Leur journal est *Aktion, Zeitung der Freien ArbeiterInnen Union Region Deutschschweiz* dont le premier tirage à 2000 exemplaires s'est vendu en un rien de temps.
Si vous êtes de passage à Bâle et que vous avez envie de discuter, de feuilleter la presse libertaire en diverses langues (allemand, italien, espagnol, français, anglais…), arrêtez-vous au Infoladen Sowieso. Installé dans un ensemble autogéré comprenant un restaurant, une librairie, une bibliothèque, tout près des rives du Rhin, vous y rencontrerez également des membres de la FAU-CH tous les mardis de 17 à 19 heures.
Forum Anarchiste est un bulletin bilingue allemand-français. Il s'agit d'une publication bimestrielle relatant les réflexions, débats, initiatives de groupes et d'individuEs intéresséEs par les perspectives et les pratiques anarchistes. L'objectif du bulletin est de garantir la circulation de l'information. Il n'existe pas de rédaction, chacunE est libre d'y envoyer sa contributions (tracts, affiches, communiqués, manifestes, prises de position, lettres ouvertes, appels, invitations…).
Dans le Tessin, les libertaires se sont regroupés au sein du CsoA (centre social occupé autonome). Les Editions La Baronata sont toujours présentes, ainsi qu'un centre d'archivage, Circolo Carlo Vanza.
Ce tour d'horizon ne se veut pas exhaustif. Mais il témoigne d'une activité réelle et d'une emprise pratique des libertaires suisses dans un « pays au-dessus de tout soupçon ».
Martine. – Relations Internationales FA

Si vous voulez rejoindre la Fédération anarchiste pour participer à notre lutte, mais qu'aucun groupe n'existe à proximité de chez vous ou aucune adresse n'est disponible ci-dessous, adressez-vous alors aux Relations intérieures, c/o librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

fédération anarchiste

AISNE (02)
■ Groupe Pierre-Kropotkine c/o Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux.
Permanences : deuxième et quatrième mardis du mois à 20 h 30.
■ Liaison Villers-Coterêts. c/o Librairie du *Monde libertaire.*

ALPES-MARITIMES (06)
■ Groupe de Nice. c/o Librairie du *Monde libertaire.*

ARDÈCHE (07)
■ Groupe d'Aubenas c/o Cercle social ardéchois, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

ARDENNES (08)
■ Laison Ardennes. c/o La Question sociale, B.P. 66, 08120 Bogny/s/Meuse.

ARIÈGE (09)
■ FA de l'Ariège c/o Librairie du *Monde libertaire.*

AUDE (11)
■ Groupe de Carcassonne. c/o Le Bazar, 44 rue de la République.

AVEYRON (12)
■ Liaison Sud-Aveyron c/o SAP, BP 2, Montlaur, 12400 Saint-Affrique.

BOUCHES-DU-RHÔNE (13)
■ Liaison Marseille. c/o Librairie du *Monde libertaire.*
■ Liaison Arles. c/o Librairie du *Monde libertaire.*

CALVADOS (14)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire.*

CHARENTE-MARITIME (17)
■ Groupe Michel-Bakounine c/o ADIL, BP 3, 17350 Port-d'Envaux.

CHER (18)
■ Laison Bourges. Librairie du *Monde libertaire.*

CORREZE (19)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire.*

CORSE (20)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire.*

CÔTE-D'OR (21)
■ Groupe de Dijon La Mistoufle c/o Les voix sans maître, 7, rue du Dr Chaussier, 21000 Dijon.
Permanences : les 1er et 3e mardi du mois à 19 h 30.

COTES D'ARMOR (22)
■ Groupe jes futuro. c/o C.E.L., B.P. 38, 22301 Lannion cedex.

CREUSE (23)
■ F.A. de la Creuse c/o Alayn Dropsy – Rizat 9 – 23270 Ladapeyre.

DORDOGNE (24)
■ Liaison Périgueux c/o Athénée libertaire – 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

DOUBS (25)
■ Groupe Pierre-Joseph-Proudhon c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.
Publication du journal « Le Drapeau noir » disponible sur demande. Vente ML : dimanche 11-12h15 petit marché de Battant, place Jouffroy
Permanences : Librairie L'autodidacte, 5 rue Marulaz, mercredi de 17h à 20h et samedi de 15h à 19 heures.

EURE (27)
■ Groupe d'Evreux c/o CEREL, BP 263, 27002 Evreux cedex.

EURE-ET-LOIRE (28)
■ Groupe libertaire de Chartres.
Permanence : le premier vendredi du mois, de 20h30 à 22h, à l'Hôtel Maleyssie, 2, rue Chanzy, à Chartres.

FINISTÈRE (29)
■ Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.
Vente ML : samedi de 11h à midi sur le marché de saint Martin.
■ Groupe de Quimper. c/o Librairie du *Monde libertaire.*

GARD (30)
■ Groupe FA du Gard-Vaucluse, BP 5018 - 30900 Nîmes.
tél : 06 99 05 17 99
◆ e-mail: fa-gardvaucluse@mailme.org
www.fa-30-84.org

HAUTE-GARONNE (31)
■ Groupe Albert-Camus c/o Athénée Albert-Camus, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.
Web : http//www.anarchie.net/aac
Permanences : jeudis de 18 h à 20 h.

GERS (32)
■ Liaison du Gers. c/o Collectif libertaire, Maison des ensembles, chemin du Baron, 32000 Auch.

GIRONDE (33)
■ Groupe Emma-Goldman c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
◆ e-mail : groupe-emma-goldman@federation-anarchiste.org
• tél/fax : 05 56 81 0 1 91
Permanences : samedi à partir de 16 h.
■ Groupe Aristide et Paul Lapeyre, 61, rue Pauly, 33130 Bègles.

HÉRAULT (34)
■ Groupe « Un autre futur » c/o La Mauvaise Réputation, 20, rue Terral, 34000 Montpellier. Edite une feuille que l'on peut se procurer en lui écrivant. Café libertaire chaque vendredi à 20h30.
Permanence : jeudi à 20h30.
■ Groupe de « La Sociale » BP 2063 34025, 34000 Montpellier.
◆ lasociale@federation-anarchiste.org
Tél 06 17 48 98 52

ILLE-ET-VILAINE (35)
■ Groupe La Commune, MJC La Paillette, rue du pré de Bris, B.P. 3806, 35038 Rennes cedex.
Local anarchiste rennais 9, rue de Malakoff; tél. : 02 99 67 92 87.
Permanences : mercredi et samedi de 15h à 19 h.
Vente ML : samedi matin sur le marché des Lices.

INDRE ET LOIRE (37)
■ Groupe libertaire de Tours. c/o B.P. 0421, 37204 Tours cedex 3.
e-mail : grolito@free.fr.

ISÈRE (38)
■ Groupe Jules-Vallès de Grenoble c/o La faille, BP 2301, 38033 Grenoble cedex 2.
Table de presse : 1er mercredi du mois de 12 h 30 à 14h, au restaurant universitaire Diderot, faculté de Lettres et Sciences humaines de Saint-Martin-d'Hères.
Participation à la publication bimensuelle du journal anarchiste grenoblois « La Faille ». Emission de radio les mercredis de 20h30 à 21h30 sur radio Grésivaudan (87MHz)

LANDES (40)
■ Groupe Elisée Reclus, 3 Les Chênes, 40560 Vielle-Saint-Girons.

LOIR-ET-CHER (41)
■ Groupe Val de Loire c/o BP 1, 41190 Molineuf.

LOIRE (42)
■ Groupe Nestor-Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
■ Groupe Penser/Agir. c/o Librairie du *Monde libertaire.*

LOIRE-ATLANTIQUE (44)
■ Groupe de Nantes. c/o ACLN, B.P. 60221, 44002 Nantes cedex.
• Publication d'un « petit canard » local, « les raisons de la colère ».
• Emission de radio: « Les raisons de la colère » le 4e vendredi de chaque mois à 20h30 sur 98.1 FM et 91 FM à St-Nazaire.
Vente ML : le 1er samedi du mois, marché de la petite Hollande ; dimanche sur le marché de Talensac à 11h.
Web : http://www.altern.org/fanantes

LOIRET (45)
■ Groupe El Quico. c/o Asile des rêves B.P. 21447, 45004 Orléans cedex.
■ Liaison Montargis c/o Librairie du *Monde libertaire.*

MANCHE (50)
■ Groupe de Cherbourg c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex.
■ Laison Carentan. c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex.

MEURTHE-ET-MOSELLE (54)
■ Groupe Jean-Roger-Caussimon, F.A. Nancy, c/o CRES, 76, rue Léonard Bourcier, 54000 Nancy.
• Publication du journal « L'encre Noire ».
Vente ML : dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.
■ Groupe Marée noire. c/o Planète verte, BP 22, 54002 Nancy cedex.

MEUSE (55)
■ Groupe Maragole (transfrontalier), 6, rue de la Maragole, 55150 Merles-sur-Loison.

MORBIHAN (56)
■ Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 12, rue Colbert, 56100 Lorient.

■ Groupe René-Lochu de Vannes. c/o Maison des associations, 6 rue de la Tannerie, 56 000 Vannes.

MOSELLE (57)
■ Groupe de Metz, c/o CRES, 76, rue Léonard Bourcier, 54000 Nancy.
■ Liaison Sarrebourg, « Voline » c/o CRES, 76, rue Léonard Bourcier, 54000 Nancy.

NIEVRE (58)
■ c/o librairie du *Monde Libertaire.*

NORD (59)
■ Groupe de la métropole lilloise, c/o ALDIR, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.
Ventes ML:
• dimanche, à partir de 11 h 30, sur le marché de Wazemmes à Lille.
Emission de radio: « La Voix sans Maître», tous les vendredis, de 20 h à 21 heures, sur Radio Campus (106.6).

PAS-DE-CALAIS (62)
■ Laison Boulogne. c/o librairie du *Monde Libertaire.*

PUY-DE-DOME (63)
■ Groupe Spartacus c/o Fraternité antiautoritaire B.P. 105, 63110 Beaumont.
• publication de la feuille des réseaux «Spartacus».
Vente ML : dimanche matin à partir de 10h30 aux puces (gare routière) Clermont-Ferrand.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (66)
■ Groupe Puig-Antich c/o CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.
Permanence: samedi, de 15 h à 19 h, à la librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.
Publie *Infos et analyses libertaires* (revue de l'Union régionale du Sud-Ouest).
Archives: librairie Infos (pour étudiants et universitaires).

BAS-RHIN (67)
■ Groupe de Strasbourg, c/o ACL, 1A place des Orphelins, 67000 Strasbourg.
Vente ML : le samedi à partir de 14 h 30 place Kleber.
Permanences : 1er et 3e lundi du mois à partir de 18h30 à la Maison des associations (adresse ci-dessus) ; 1er dimanche du mois à partir de 16h lors du Moulin à Paroles au Molodoi (19 rue du Ban de la Roche)
◆ groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
■ Liaison Bas-Rhin, c/o REMON, B.P. 35, 67340 Ingwiller.
Vente ML : le vendredi de 17 à 19 h place de la gare à Saverne.

HAUT-RHIN (68)
■ Liaison Haut-Rhin, c/o REMON, B.P. 35, 67340 Ingwiller.

RHÔNE (69)
■ Union locale de groupes de Lyon et banlieue: groupes Dejacque, Durruti, Kronstadt et Lucia Saornil c/o librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.
Permanences: du mercredi au vendredi de 17h à 19h et le samedi de 15h à 19h.
Bibliothèque de prêt ouverte durant les permanences.
Soirée du «Café libertaire», chaque vendredi, à *La Plume Noire* à partir de 21 h.
Emission de radio: «Idées Noires», mercredi, de 20 h à 21 h, sur Radio Canut (102.2).
Edition de deux feuilles mensuelles:
• «L'égalité économique et sociale», feuille de réseaux travailleurs, chômeurs, précaires éditée par l'Union locale. Abonnement 50 F (10 n°) à commander à la Plume Noire.
• «Idées noires», feuille de réseaux étudiants-lycéens éditée par le groupe Durruti.
Ventes ML:
• samedi de 11 h à midi sur le marché de la Croix Rousse;
• mardi de 12 h à 13 h 30 lors de la table de presse à l'université de Lyon II-Bron, face au restaurant universitaire.
◆ http://perso.freesbee.fr/ul.fa.lyon

SAONE-ET-LOIRE (71)
■ Groupe La Vache Noire . c/o ADCLSL, B.P. 516, 71322 Chalons sur Saône cedex.

SARTHE (72)
■ Lairial FA c/o Sarthe libertaire, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.
Permanence: 3e samedi du mois, de 14h à 15 heures, Maison des Associations, 4, rue d'Arcole, salle 23, 3e étage.

SAVOIE (73)
■ Groupe libertaire de Maurienne c/o B.P 2, 73870 Saint Julien Mont Denis.
■ Groupe Acratie : CRI libertaire c/o maison des associations Boite 19/10 – 67, rue Saint François de Sales 73000 Chambéry.
Permanences le 1er mercredi de chaque mois à 20h.

HAUTE-SAVOIE (74)
■ Groupe Atanar. B.P. 45, 74301 Cluses cedex.

PARIS (75)
■ Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08; Fax: 01 49 29 98 59.
La librairie est ouverte du lundi au vendredi, de 14 h à 19 h 30 et samedi de 10 h à 19 h 30.
Bibliothèque « La Rue » (10, rue R Planquette, 18e) ouverte le samedi de 15h30 à 18h. Tél : 01 42 23 32 18.
■ Groupe Berneri c/o librairie du *Monde libertaire.*
Emission sur Radio Libertaire (89.4): «Ras-les-Murs» (émission sur la prison), mercredi, de 20 h 30 à 22 h 30.
■ Claaaaaash (Paris-Bastille) c/o librairie du *Monde libertaire.*
Vente ML : le dimanche à partir de 10 h30 sur le marché du bd R Lenoir.
■ Groupe Maurice-Joyeux c/o librairie du *Monde libertaire.*
«Petites annonces d'entraide» le mardi de 14 h 30 à 16 h ; «L'idée anarchiste» le mardi de 16 h à 18 h.
■ Groupe La Vache Folle c/o librairie du *Monde libertaire.*
Emissions musicales sur RL: «Trafic», mercredi, de 22 h 30 à minuit; «Epsilonia», jeudi, de 22 h 30 à 7 h.
Emission d'actualité: «Chronique Hebdo», jeudi, de 10 h à midi.
Edition: histoire-philosophie (Les Cahiers de La Vache folle); poésie (Les Cahiers poétiques de La Vache folle); édition musicale: Visa (musiques indépendantes).
■ Groupe La Villette c/o librairie du *Monde libertaire.*
Vente ML: vendredi, de 18 h à 19 h, au métro Jaurès.
Permanence le dernier jeudi du mois à l'Usine, 102 bd de la Villette, 75019.
■ Groupe Louise-Michel c/o «La Rue», 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.
Ventes ML: dimanche de 10 h 30 à 12 heures sur le marché de la rue du Poteau; de 9h30 à 11h sur le marché de Suresnes.
Emission sur RL : « Pas de Quartier », un mardi sur deux de 18h à 19h30.
■ Groupe Pierre-Besnard c/o librairie du *Monde libertaire.*
Vente ML: dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché de la place des Fêtes.
Emission sur RL: « Chroniques syndicales », samedi, de 11h30 à 13h30; « Blues en liberté » mercredi de 10h30 à 12h; « Contre courbe » un samedi sur 4 de 19h à 21h; « Femmes libres », un mercredi sur 4 de 18h30 à 20h30; « Goloss Trouda » dimanche de 8h30 à 10h.

SEINE-MARITIME (76)
Parution d'un supplément au Monde libertaire édité par les groupes normands de la F.A.
■ Groupe Clément-Duval c/o APEL, B.P. 1042, 76205 Dieppe cedex.
Vente du ML: samedi, de 10 h 30 à 12h, sur le marché de la place Nationale.
■ Groupe de Rouen c/o Librairie L'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire, 76000 Rouen.
◆ farouen@chez.com
Ventes ML:
• mercredi, de 11 h 30 à 13 h 30, à la faculté des Lettres de Mont-Saint-Aignan (en période universitaire);
• samedi, de 11 h à 12 h, sur le marché d'Elbeuf;
• dimanche, de 11 h à 12 h, sur le marché du Clos Saint-Marc, à Rouen.

SEINE-ET-MARNE (77)
■ Groupe Sacco et Vanzetti c/o GRELE, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
■ Liaison Melun c/o librairie du *Monde Libertaire.*

YVELINES (78)
■ Laison Versailles. c/o librairie du *Monde Libertaire.*

VAR (83)
■ Groupe Nada c/o ACL, B.P. 5137, 83093 Toulon cedex.
• Permanences : 2e et 4e samedi du mois au café lecture, 18 rue d'Antrechaus.

VAUCLUSE (84)
■ Groupe FA du Gard-Vaucluse, BP 5018 - 30900 Nîmes.
tél : 06 99 05 17 99
◆ e-mail: fa-gardvaucluse@mailme.org
www.fa-30-84.org

HAUTE-VIENNE (87)
■ Groupe de Limoges, c/o librairie du *Monde Libertaire.*

YONNE (89)
■ c/o librairie du *Monde Libertaire.*

ESSONNE (91)
■ Liaison Corbeil-Essonnes. c/o librairie du *Monde Libertaire.*
Web: http://www.multimania.com/anarchismes/

SEINE-SAINT-DENIS (93)
■ Groupe Henry-Poulaille de Saint-Denis c/o librairie du *Monde Libertaire.*
Vente ML : dimanche, de 10 h 30 à 12 h, rue de la République, à St-Denis.
■ Groupe Commune libre de Drancy, c/o librairie du *Monde Libertaire.*

VAL-DE-MARNE (94)
■ Groupe Etoile Noire. c/o librairie du *Monde libertaire.*
Vente du ML : dimanche, de 10 h à 12 h, sur le marché près du métro Maison-Blanche.
■ Groupe Elisée-Reclus d'Ivry c/o les amis de Louise Michel. B.P. 55. 94202 Ivry-sur-Seine.
■ Groupe de Bry-sur-Marne c/o librairie du *Monde Libertaire.*
■ Groupe de Montreuil c/o librairie du *Monde Libertaire.*

VAL D'OISE (95)
■ Groupe de Cergy. c/o librairie du *Monde libertaire.*

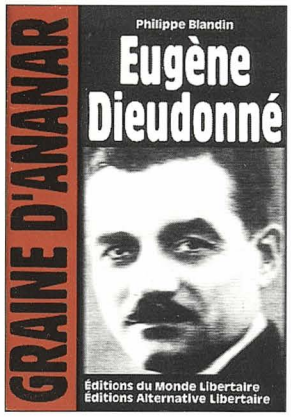
LA REUNION (97)
■ c/o librairie du *Monde libertaire.*

LA NOUVELLE-CALEDONIE (98)
■ c/o librairie du *Monde libertaire.*

BELGIQUE
■ Groupe Alliance libertaire. B.P. 103. 1050 Ixelles. Tel. : [00 32] (0) 26 47 98 01
Email : libertaire@swing.be
Publication du mensuel *Alternative libertaire.*
■ Réseau Anarchiste Tournaisien 32/1 rue des Corriers B7500 Tournai
Tél. : [00 32] (0) 69 84.10.76
■ Groupe Le Noir Lombric – c/o Le fil à la patte, 50, rue de Roucourt, B6700 Péruwelz. Tel. [00 32] (0) 69 77 34 07
■ Groupe Maragole (transfrontalier), 6, rue de la Maragole, 55150 Merles-sur-Loison.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Groupe de presse MEAULLE (Bernay).
Dépôt légal 44145 ;
1er trimestre 1977
Routage 205 – Hebdo 1 - Diffusion N.M.P.P.

Éditions du Monde libertaire

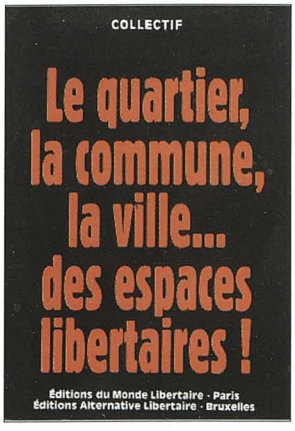


Né le Premier Mai 1884 à Nancy, Eugène Dieudonné est impliqué dans l'affaire Bonnot, quand Peemeans et Caby, employés à la Société générale prétendent le reconnaître comme leur agresseur dans l'attentat de la rue Ordener, à Paris, le 21 décembre 1911. Arrêté le 29 février 1912, Dieudonné comparaît le 3 février 1913 avec les rescapés de la bande à Bonnot devant la cour d'assises de la Seine. Bien que Garnier d'abord, Bonnot ensuite l'aient innocenté, que lui-même proteste de son innocence… il est condamné le 28 février 1913 à la peine de mort, peine commuée en travaux forcés à perpétuité. Au bagne, il tente plusieurs fois de s'évader et y réussit le 6 décembre 1926. Il est finalement gracié après les campagnes d'Albert Londres et de Louis Roubaud. Il meurt le 21 août 1944.

Eugène Dieudonné. Philippe Blandin. Collection « Graine d'ananar ». Co-édition *Alternative libertaire*. 64 pages. 30 F. 4,57 €.

El Frente dut le premier film de langue française à parler du rôle des libertaires dans la révolution espagnole. Le film, dont le titre est celui du journal de la colonne Durruti, raconte le trajet de cette colonne jusqu'à la mort de Durruti. Ce dernier ne voyait la possible victoire contre la barbarie fasciste que par le renforcement du mouvement émancipateur qui, d'Andalousie à la Catalogne, voyait le prolétariat se rendre maître de la vie sociale et construire les collectivités. Pour lui, les modalités de la lutte armée étaient indissociables de ce mouvement social, et il entendait montrer que la conscience et la responsabilité pouvaient atteindre d'immenses résultats et liquidant l'obéissance aveugle, moutonnière du militarisme, fut-il rouge.
Ce film comporte également des interviews inédites de Ricardo Sanz (qui remplaça Durruti à la tête de la colonne) et de Miguel Celma.

El Frente. film réalisé en 1977 par Raymond Cazaux. 35 mn VHS couleur. 92 F. 14,03 €.



Le quartier, la commune, la ville… et d'une manière générale, tout ce qui est de l'ordre du local, du proche, du quotidien, du palpable, de la dimension humaine… constituent les terrains « d'élection » privilégiés des anarchistes. C'est une évidence : sans autogestion du quartier, de la commune et de la ville… l'autogestion d'une région, d'un pays ou d'un continent ne pourra jamais faire illusion longtemps. Mais, comment autogérer un quartier, une commune, une ville ? Faut-il se contenter de créer des espaces de contre-pouvoir ou faut-il prendre les risques de participer au pouvoir ? Faut-il boycotter les élections ou les utiliser comme un outil de lutte ? Toutes ces questions sont au cœur de cette brochure. Tout un programme, qui sera toujours celui de la vie et du choix entre le repos et… la liberté.

Le quartier, la commune, la ville… des espaces libertaires ! Collectif. Co-édition *Alternative libertaire* (Bruxelles). 46 p. 20 F. 3,05 €.

Brochures et cassette video en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. (+ 10 % frais de port)

20 octobre 2001 à Colmar, Lyon, Nantes et Toulouse

Manifestations antinucléaires

Avec la reprise des transports de déchets radioactifs entre l'Allemagne et la France, jamais le slogan « Société nucléaire - société policière » n'aura été aussi vrai car les moyens de contrôle et de répression militaires et policiers sont chaque fois gigantesques. Après la manifestation contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure, dans la Meuse (et partout ailleurs) du 22 au 29 juillet (Bure étant le seul site en travaux actuellement) le Réseau sortir du nucléaire qui fédère 613 associations organise quatre manifestations, à Toulouse, Lyon, Colmar et Nantes*.

Parce que le nucléaire est un danger permanent et sans commune mesure avec autre chose. Parce que ce danger est omniprésent du début de la filière (mine d'uranium) jusqu'à la fin (déchets radioactifs pendant des millénaires) en passant par la Centrale qui irradie constamment à faible dose et qui peut irradier fortement en cas d'accident. Parce que la spécificité d'un accident nucléaire réside dans l'horreur de l'irréversibilité avec un environnement pollué pour des millénaires et enfin des humains détruits psychologiquement et physiquement de génération en génération. Nous ne pouvons accepter qu'en notre nom et au nom des générations futures la poursuite de cette nécrotechnologie.

La « culture » nucléaire est par essence même militaire donc basée sur le culte du secret, du mensonge et de la désinformation. Depuis les années 50, c'est 1500 milliards de francs qui ont été dépensés pour avoir actuellement 350 bombes représentant chacune 7 à 10 fois Hiroshima. Mais cela ne suffit pas puisque d'ici 2010, c'est encore 400 milliards de francs qui serviront à renouveler et moderniser des engins de mort en construisant entre autres le quatrième sous-marin nucléaire. Par ailleurs, avec le laser Mégajoules installé dans les Landes « nos grands spécialistes » tentent de réaliser de petites explosions nucléaires de type fusion pure garantie sans plutonium et sans uranium donc « non polluants » pour l'environnement… en somme la bombe atomique « propre ». Forts de cette culture militaire les nucléocrates civils nous affirment sans vergogne qu'on ne peut se passer de cette énergie (électrique) « très bon marché ».

Le meilleur exemple en la matière, relativement bien connu, est la filière surgénérateur avec le fameux Superphénix monstre ruineux sacrifié sur l'autel de la politique. Mais cette filière continue d'être exploitée puisque le « petit » Phénix a été réactivé et que l'argent des contribuables alimente une technologie incapable de s'autosuffire en électricité…

Il faut dire qu'en matière de nucléaire l'argent ne manque pas puisque nous subventionnons le nucléaire à 78% et les énergies renouvelables à 2%. C'est ainsi qu'EDF continue à largement subventionner le chauffage électrique, principale justification du nucléaire, avec son label Vivelec valable tant en construction neuve qu'en rénovation, tant au niveau public qu'au niveau privé. Mais au-delà de l'aspect financier, la réalité c'est aussi que, très récemment, à la centrale du Blayais, dans la Gironde, pendant la nuit du 27 au 28 décembre, au plus fort de la tempête, que la catastrophe a été évitée de peu. Là encore, le secret, le mensonge ont été omniprésent. Les médias, à quelques exceptions près sont restés silencieux alors qu'ils étaient au courant… Quant aux responsables politiques, ils ou elles n'avaient pas été prévenus… L'hypocrisie en matière de nucléaire n'a d'égale que leur folie.

Puisque 85% de la population ne souhaite pas de nouvelles centrales nucléaires, puisqu'il paraît que nous sommes en démocratie, mobilisons-nous et exigeons une sortie immédiate du nucléaire.

groupe René-Lochu (Vannes)

*contactez les groupes locaux de la FA.